

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2017/202097]

9 MARS 2017. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets et l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets, l'article 8bis, inséré par le décret du 20 décembre 2001 et modifié par le décret du 22 mars 2007 et par le décret du 10 mai 2012, et l'article 52, remplacé par le décret du 5 juin 2008;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'article 4, modifié par le décret du 24 octobre 2013 et par le décret du 13 mars 2014, l'article 5, l'article 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, l'article 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013 et l'article 9;

Vu le Code de l'Environnement, Livre I^{er}, les articles D.82 à D.92, D.138, D.139, D.151;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets;

Vu l'avis de la Commission des déchets, donné le 18 avril 2016;

Vu l'avis de l'Union des Villes et Communes, donné le 15 avril 2016;

Vu l'absence d'avis rendu par le Conseil d'État dans le délai en application de l'article 84, § 4, alinéa 2, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la Directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE);

Considérant la Directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 modifiant la Directive 2006/66/CE du Parlement européen et du Conseil relative aux piles et aux accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et d'accumulateurs (...) et abrogeant la décision 2009/603/CE de la Commission;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets*

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 septembre 2010 instaurant une obligation de reprise de certains déchets, modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 décembre 2010, les modifications suivantes sont apportées :

a) le 5^o est remplacé par ce qui suit :

« 5^o distributeur : toute personne physique ou morale qui, en Région wallonne, met un produit à disposition sur le marché pour un ou plusieurs détaillants. »;

b) le 7^o est remplacé par ce qui suit :

« 7^o mise sur le marché: la première mise à disposition d'un produit sur le marché, à titre professionnel, sur le territoire. Par mise à disposition l'on entend toute fourniture d'un produit destiné à être distribué, consommé ou utilisé sur le marché dans le cadre d'une activité commerciale, à titre onéreux ou gratuit; »;

c) le 23^o est remplacé par ce qui suit :

« 23^o équipement électrique et électronique, en abrégé EEE : l'équipement fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques ainsi que l'équipement destiné à la production, au transfert et à la mesure de ces courants et champs, et conçu pour l'utilisation avec une tension ne dépassant pas mille volts en courant alternatif et mille-cinq-cents volts en courant continu; »;

d) il est inséré un 25^o rédigé comme suit :

« 25^o déchets d'équipements électriques et électroniques d'origine ménagère : les DEEE d'origine ménagère au sens de l'article 2, 44^o, du décret. Les déchets d'équipements susceptibles d'être utilisés à la fois par des ménages et des utilisateurs autres que les ménages sont en tout état de cause considérés comme étant des DEEE d'origine ménagère; »;

e) dans le 38^o, le mot « donc » est remplacé par le mot « dont »;

f) l'article est complété par les 50^o et 51^o rédigés comme suit :

« 50^o contrat de financement : tout contrat ou accord de prêt, de leasing, de location ou de vente différée concernant un équipement quelconque, qu'il soit prévu ou non, dans les conditions de ce contrat ou accord ou de tout contrat ou accord accessoire, qu'un transfert de propriété de cet équipement a ou peut avoir lieu;

51^o système collectif : système collectif d'exécution de l'obligation de reprise visé à l'article 4, § 1^{er}, 2^o et 3^o. ».

Art. 2. A l'article 4, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1^o les tirets sont remplacés respectivement par les numéros 1^o, 2^o et 3^o;

2^o au premier tiret, le mot « soit » est ajouté devant les mots « remplir lui-même. ».

Art. 3. A l'article 6, §§ 2 et 3, du même arrêté, les mots « à un organisme agréé ou un organisme de gestion » sont remplacés par les mots « à un système collectif ».

Art. 4. Dans l'article 15, § 1^{er}, du même arrêté les modifications suivantes sont apportées :

a) il est inséré un point 17^o rédigé comme suit :

« 17^o si l'obligation de reprise concerne des déchets ménagers, définir avec les personnes morales de droit public territorialement responsables de la collecte des déchets ménagers les modalités de collecte appropriées afin de tenir compte des services et infrastructures de collecte déjà en place; »;

b) le paragraphe est complété par un 19° rédigé comme suit :

« 19° la limitation des réserves et des provisions constituées avec les contributions portées directement ou indirectement à la charge des consommateurs, et les modalités à observer en cas de dépassement des plafonds. ».

Art. 5. Dans l'article 22, § 4, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les mots « 17 ° » sont remplacés par les mots « 19° ».

Art. 6. L'article 27 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 27. Tout producteur de piles et d'accumulateurs s'enregistre et reçoit un numéro d'enregistrement.

L'enregistrement de chaque producteur est assuré par l'Administration, en cas de plan de gestion individuel, et par l'organisme agréé ou de gestion, en cas de système collectif. Les données communiquées en cas de système individuel peuvent être enregistrées dans le même système que les données enregistrées en cas d'adhésion à un système collectif.

L'enregistrement comporte les données suivantes :

1° le nom du producteur, ainsi que, le cas échéant, les dénominations commerciales sous lesquelles il exerce ses activités;

2° son ou ses adresses complètes ainsi que l'adresse URL, le numéro de téléphone, l'indication de la personne de contact et, le cas échéant, le numéro de fax et l'adresse de courrier électronique;

3° le type de piles et d'accumulateurs mis sur le marché : piles et accumulateurs portables, piles et accumulateurs industriels, et piles et accumulateurs d'automobiles;

4° les informations sur la manière dont le producteur respecte ses responsabilités, dans le cadre d'un système individuel ou collectif;

5° la date de la demande d'enregistrement;

6° le code d'identification nationale du producteur;

7° la déclaration certifiant que les informations fournies sont conformes à la réalité.

Toute modification de ces données, y compris toute cessation de l'activité soumise à enregistrement, est communiquée par le producteur au plus tard dans le mois de sa survenance.

Des droits ou indemnités pour enregistrement peuvent être appliqués à la condition qu'ils soient calculés en fonction des coûts, et qu'ils soient proportionnés à ceux-ci. En cas de système collectif, la méthode de calcul est communiquée à l'Administration. ».

Art. 7. L'article 28, alinéa 1^{er}, du même arrêté est complété par un point 4 rédigé comme suit :

« 4. fournir aux utilisateurs et professionnels qualifiés et indépendants les instructions permettant d'enlever facilement et sans risque les piles et accumulateurs incorporés aux appareils. ».

Art. 8. Dans l'article 80, alinéa 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « au sens du présent arrêté » sont remplacés par les mots « au sens du présent chapitre »;

b) après le point 1°, un point 1°*bis* est inséré, rédigé comme suit :

« 1°*bis* véhicule : tout véhicule des catégories M1 ou N1 telles que définies à l'annexe II, partie A, de la Directive 70/156/CEE, ainsi que tout véhicule à trois roues tel que défini dans la Directive 92/61/CE, à l'exclusion des tricycles à moteur. »;

c) au point 1°, alinéa 1^{er}, point a), les mots « du certificat de visite » sont remplacés par les mots « du contrôle technique »;

d) au point 1°, alinéa 1^{er}, point c), les mots « bloqué dans le répertoire des véhicules à moteur et des remorques en raison d'une déclaration de perte totale depuis deux ans » sont supprimés et remplacés par les mots « en situation de perte totale technique, à moins que le détenteur ou le propriétaire ne présente dans le mois la preuve qu'une procédure de réhabilitation a été entamée »;

e) au point 1°, alinéa 1^{er}, après le point c), il est ajouté un point d) rédigé comme suit :

« d) dont le propriétaire ou le détenteur n'est pas en mesure d'obtenir ou de produire, dans le mois, l'une des preuves suivantes :

- une immatriculation valable;

- un contrôle technique valable délivré par un établissement de contrôle technique d'un Etat membre de l'Union européenne, ou le certificat de visite dont la date de validité est expirée depuis deux ans maximum, pour autant que le véhicule doive en disposer selon la législation relative aux conditions techniques auxquelles doivent répondre les véhicules automobiles et leurs remorques, leurs éléments ainsi que les accessoires de sécurité. »;

f) au point 1°, alinéa 2, le point c) est abrogé et un point g) est inséré après le point f), rédigé comme suit :

« g) le véhicule utilisé dans des activités de sport automobile, dont les vitres et la garniture de l'intérieur sont démantelées et s'il contient une cage de sécurité. »;

g) au point 1°, un alinéa 3 est inséré, libellé comme suit :

« Sur la proposition de l'Administration, le Ministre peut préciser par voie d'arrêté les critères de perte totale technique des véhicules destinés notamment à l'exportation. ».

Art. 9. Dans l'article 82, § 2, alinéa 5, du même arrêté, les mots « certificat de contrôle technique » sont remplacés par les mots « contrôle technique valable délivré par un établissement de contrôle technique d'un Etat membre de l'Union européenne ». Au même paragraphe, les mots "certificat de conformité" et les mots "de la plaquette d'identification" sont abrogés.

Art. 10. Dans l'article 96 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au paragraphe 1^{er}, 2°, les mots « Pour les équipements incorporés dans les véhicules neufs, l'obligataire de reprise est le producteur desdits véhicules. » sont supprimés;

b) le paragraphe 1^{er} est complété par les 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11° et 12° rédigés comme suit :

« 3° gros outils industriels fixes : un ensemble de grande ampleur de machines, d'équipements et/ou de composants, qui fonctionnent ensemble pour une application spécifique, installés de façon permanente et démontés par des professionnels dans un lieu donné, et utilisés et entretenus par des professionnels dans un centre de fabrication industrielle ou un établissement de recherche et développement;

4° grosse installation fixe : une combinaison de grande ampleur de plusieurs types d'appareils et, le cas échéant, d'autres dispositifs, qui :

a) sont assemblés, installés et démontés par des professionnels;

b) sont destinés à être utilisés de façon permanente comme partie intégrante d'une construction ou d'une structure à un endroit prédéfini et dédié; et

c) ne peuvent pas être remplacés sauf par le même équipement spécifiquement conçu;

5° engins mobiles non routiers : engins disposant d'un bloc d'alimentation embarqué, dont le fonctionnement nécessite soit la mobilité, soit un déplacement continu ou semi-continu entre une succession d'emplacements de travail fixes pendant le travail;

6° dispositif médical: un dispositif médical ou accessoire d'un dispositif médical au sens de l'article 1^{er}, § 2, point a) ou b), respectivement, de la Directive 93/42/CEE du Conseil du 14 juin 1993 relative aux dispositifs médicaux et qui est un EEE;

7° dispositif médical de diagnostic in vitro : un dispositif médical de diagnostic in vitro ou accessoire d'un dispositif médical de diagnostic in vitro au sens de l'article 1^{er}, § 2, point b) ou c), respectivement, de la Directive 98/79/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 octobre 1998 relative aux dispositifs médicaux de diagnostic in vitro et qui est un EEE;

8° dispositif médical implantable actif : un dispositif médical implantable actif au sens de l'article 1^{er}, § 2, point c), de la Directive 90/385/CEE du Conseil du 20 juin 1990 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux dispositifs médicaux implantables actifs et qui est un EEE;

9° producteur d'EEE : toute personne morale ou physique qui, quelle que soit la technique de vente utilisée, y compris la vente à distance :

a) est établie sur le territoire belge et fabrique et commercialise des EEE sous son propre nom ou sous sa propre marque, ou fait fabriquer ou concevoir des EEE qu'elle commercialise sous son nom ou sa propre marque sur le territoire;

b) est établie sur le territoire belge et revend sur le territoire sous son propre nom ou sous sa propre marque des appareils qui ont été produits par d'autres fournisseurs. Dans ce cas-ci, le revendeur n'est pas considéré comme « producteur d'EEE » si la marque du producteur au sens du point a est visible sur l'appareil;

c) est établie sur le territoire belge et met sur le marché des EEE à titre professionnel provenant d'un pays tiers ou d'un autre Etat membre de l'Union européenne;

d) vend à distance des EEE directement aux ménages ou aux utilisateurs professionnels, sur le territoire, et est établi dans un pays tiers ou dans un autre Etat membre de l'Union européenne.

Celui qui assure exclusivement un financement en vertu de ou conformément à un contrat de financement, et qui ne supporte pas les avantages et inconvénients liés à la propriété, n'est pas considéré comme producteur, à moins qu'il n'agisse comme producteur au sens des dispositions visées aux points a) à d);

10° distributeur: toute personne physique ou morale dans la chaîne d'approvisionnement qui met des EEE à disposition sur le marché;

11° pourcentage de valorisation : le chiffre calculé pour chaque catégorie d'EEE, par le poids de DEEE entrant dans l'installation de valorisation ou de recyclage, y compris la préparation à la réutilisation, en vue d'un traitement approprié conformément à la section 4, divisé par le poids de l'ensemble des DEEE collectés séparément pour chaque catégorie, exprimé en pourcentage;

12° extraction : traitement manuel, mécanique, chimique ou métallurgique à l'issue duquel les substances, mélanges et composants dangereux sont rassemblés en un flux identifiable ou une partie identifiable d'un flux au cours du processus de traitement. Une substance, un mélange ou un composant est identifiable s'il est possible de le contrôler pour vérifier que son traitement est respectueux de l'environnement. »;

c) le paragraphe 2 est remplacé par ce qui suit :

« § 2. L'obligation de reprise s'applique aux équipements électriques et électroniques définis ci-après, à l'exclusion des équipements incorporés dans les véhicules neufs régis par l'obligation de reprise relative aux véhicules hors d'usage :

1° jusqu'au 14 août 2018, les équipements électriques et électroniques relevant des catégories énumérées à l'annexe IA. L'annexe IB contient une liste indicative d'EEE relevant des catégories énumérées à l'annexe IA;

2° à partir du 15 août 2018, tous les équipements électriques et électroniques. Ceux-ci sont classés dans les catégories énumérées à l'annexe IIA. L'annexe IIB contient une liste non exhaustive d'EEE relevant des catégories énumérées à l'annexe IIA. »;

d) l'article est complété par les paragraphes 3 et 4 rédigés comme suit :

« § 3. Par dérogation au paragraphe 2, l'obligation de reprise ne s'applique pas aux EEE suivants :

1° les équipements liés à la protection des intérêts essentiels de la sécurité de l'Etat, les armes, les munitions et le matériel de guerre, sauf lorsque les équipements ne sont pas destinés à des fins spécifiquement militaires;

2° les équipements qui sont spécifiquement conçus et installés pour s'intégrer dans un autre type d'équipement exclu du champ d'application de l'obligation de reprise ou n'en relevant pas, et qui ne peuvent remplir leur fonction que s'ils font partie de cet équipement;

3° les ampoules à filament.

§ 4. Par dérogation au paragraphe 2, 2°, l'obligation de reprise ne s'applique pas aux équipements électriques et électroniques suivants :

1° les équipements destinés à être envoyés dans l'espace;

2° les gros outils industriels fixes;

3° les grosses installations fixes, à l'exception de tout équipement qui est présent dans de telles installations, mais n'est pas spécifiquement conçu et monté pour s'intégrer dans lesdites installations;

4° les moyens de transport de personnes ou de marchandises, à l'exception des véhicules électriques à deux roues qui ne sont pas homologués;

5° les engins mobiles non routiers destinés exclusivement à un usage professionnel;

6° les équipements spécifiquement conçus aux seules fins de recherche et de développement, et qui sont disponibles uniquement dans un contexte inter-entreprises;

7° les dispositifs médicaux et les dispositifs médicaux de diagnostic in vitro, lorsque ces dispositifs deviennent normalement infectieux avant la fin de leur cycle de vie, ainsi que les dispositifs médicaux implantables actifs.

Art. 11. A l'article 97 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, les mots « et ceux pour lesquels le producteur n'a pu être identifié » sont abrogés;

2° dans le paragraphe 3, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Pour ce qui concerne les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers, chaque producteur est responsable du financement de la prise en charge des déchets provenant de ses propres produits. »;

3° le paragraphe 4 est remplacé par ce qui suit :

« § 4. Lorsqu'il met un produit sur le marché, chaque producteur fournit une garantie montrant que la gestion de l'ensemble des DEEE sera financée. L'objectif de cette garantie est d'assurer que les opérations de collecte, de traitement, de valorisation et d'élimination respectueuse de l'environnement des DEEE provenant des ménages déposés dans les centres de collecte, et relatives à ce produit sont financées. La garantie peut prendre la forme d'une participation du producteur à un système de financement de la gestion des DEEE, d'une assurance-recyclage ou d'un compte bancaire bloqué. »;

4° l'article est complété par les paragraphes 5 et 6 rédigés comme suit :

« § 5. La cotisation environnementale destinée à couvrir les coûts relatifs à la mise en œuvre de l'obligation de reprise pour les déchets d'origine ménagère est visible sur les factures entre les différents maillons de la chaîne de commercialisation, ainsi qu'au point de vente vers le consommateur final. La cotisation est visible sur les factures entre les différents maillons de la chaîne pour les déchets d'origine professionnelle, sauf dérogation spécialement motivée de l'administration. Les coûts ainsi mentionnés correspondent à la meilleure estimation disponible des coûts réellement supportés.

§ 6. Les obligataires de reprise prennent les mesures nécessaires pour garantir que des mécanismes ou procédures appropriés sont mis en place pour le remboursement aux distributeurs et détaillants des cotisations environnementales lorsque des EEE sont transférés en vue de leur mise sur le marché en dehors du territoire belge. Ces mécanismes ou procédures peuvent être mis au point par les producteurs ou par des tiers agissant pour le compte des producteurs, en concertation avec les distributeurs et détaillants concernés ou leurs représentants. ».

Art. 12. Dans l'article 98 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« L'obligataire de reprise s'assure que les DEEE à préparer en vue de la réutilisation soient séparés, au point de collecte ou de regroupement, des autres DEEE collectés sélectivement, sur la base d'une présélection visuelle. Pour procéder à la séparation, il peut être fait appel à un opérateur spécialisé du secteur de la réutilisation. La présélection visuelle en vue de la réutilisation, ainsi que la préparation à la réutilisation qui suit, doivent être opérées en conformité avec l'annexe III du présent arrêté. »;

b) dans le nouvel alinéa 3, la phrase « En cas d'organisme agréé ou de convention environnementale, l'organisme de gestion incorpore dans le document reprenant les mesures de communication un axe de sensibilisation à la prévention des déchets d'équipements électriques et électroniques. » est remplacée par la phrase « Les mesures de communication comportent un axe de sensibilisation à la prévention et à la réutilisation des DEEE. Par secteur d'activité économique, l'obligataire de reprise peut confier par convention les obligations en matière de prévention et de réutilisation à une tierce personne morale qui se substitue à lui pour ses obligations. ».

Art. 13. Dans l'article 99 du même arrêté, l'alinéa 2 est complété par les mots « et/ou les exigences en matière de sécurité. ».

Art. 14. L'article 100 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 100. Les DEE ménagers et les DEE professionnels sont collectés et traités de manière distincte.

Les DEE sont collectés de manière distincte des autres déchets, et en priorité, les équipements d'échange thermique qui contiennent des substances appauvrissant la couche d'ozone et des gaz fluorés à effet de serre, les lampes fluorescentes contenant du mercure, les panneaux photovoltaïques et les petits équipements visés à l'annexe IIA, catégories 5 et 6. ».

Art. 15. A l'article 101 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 1^{er}, l'alinéa 1^{er} est complété par la phrase suivante :

« Cette disposition est également d'application en cas de livraison à domicile et en cas de vente à distance »;

2° dans le paragraphe 1^{er}, alinéa 2, les mots « opérateur désigné par l'obligataire de reprise » sont remplacés par les mots « opérateur désigné ou reconnu par l'obligataire de reprise, l'organisme agréé ou de gestion »;

3° le paragraphe 1^{er} est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Dans les magasins de détail disposant d'espaces de vente consacrés aux EEE d'une surface d'au moins quatre-cents mètres carrés, ou dans leur proximité immédiate, les distributeurs organisent à l'attention des utilisateurs finaux la collecte, gratuite et sans obligation d'achat, des DEEE dont les dimensions extérieures n'excèdent pas vingt-cinq centimètres, à moins qu'une évaluation approuvée par l'Administration et rendue publique, ne démontre que d'autres systèmes de collecte existants ou à venir sont susceptibles d'être au moins aussi efficaces. Les producteurs d'EEE mettent gratuitement à disposition des récipients de collecte adaptés, que le distributeur place dans un endroit bien visible de son espace de vente. Les DEEE collectés sont traités de façon appropriée conformément à la section 4. »;

4° le paragraphe 3 est complété par les mots « et le confinement de substances dangereuses. »;

5° l'article est complété par un paragraphe 6 rédigé comme suit :

« § 6. La reprise des DEEE ménagers mentionnée aux paragraphes 1 à 5 est gratuite aux conditions suivantes :

1° l'appareil contient toutes les parties qui sont nécessaires à son fonctionnement;

2° l'appareil ne contient pas de déchets étrangers au DEEE;

3° l'appareil n'est pas l'objet d'une contamination présentant un risque pour la santé et la sécurité du personnel des points de collecte, compte tenu des prescriptions en la matière.

Si la condition visée au point 1° n'est pas remplie, les coûts peuvent être négociés en ce qui concerne le défaut.

Tant que les conditions visées aux points 2° ou 3°, ne sont pas remplies, l'appareil peut être refusé.

Les producteurs peuvent convenir avec les utilisateurs autres que les ménages d'autres méthodes de financement appropriées incluant, le cas échéant, la réduction de la cotisation environnementale à due proportion des coûts pris en charge. ».

Art. 16. Dans l'article 102 du même arrêté, le paragraphe 2 est complété par les mots « et le confinement de substances dangereuses ».

Art. 17. A l'article 103, § 1^{er}, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 1^{er}, les mots « Avant le 1^{er} janvier 2013, » sont insérés en début de phrase et les mots « tant ceux qui prennent part au système collectif que ceux qui ont un plan de gestion individuel » sont insérés entre les mots « Les obligataires de reprise » et les mots « atteignent un taux de collecte minimum global »;

2° le paragraphe est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le taux de collecte minimal à atteindre annuellement est fixé à quarante-cinq pour cent en 2016, et cinquante-cinq pour cent en 2018. Il est calculé sur la base du poids total de DEEE collectés au cours d'une année donnée et est exprimé en pourcentage du poids moyen d'EEE mis sur le marché en Région wallonne au cours des trois années précédentes.

À partir de 2019, le taux de collecte minimal à atteindre annuellement est fixé à soixante-cinq pour cent du poids moyen d'EEE mis sur le marché en Région wallonne au cours des trois années précédentes, ou quatre-vingt-cinq pour cent des DEEE produits, en poids. ».

Art. 18. A l'article 104 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le paragraphe 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Pour chaque type de nouvel équipement électrique et électronique mis sur le marché, le producteur ou le tiers agissant pour son compte communique sur demande, et gratuitement, aux centres de réutilisation, installations de traitement et de recyclage et aux autorités compétentes dans un délai d'un an après la commercialisation de l'équipement, les informations relatives à la réutilisation et au traitement des EEE. Ces informations concernent, dans la mesure du nécessaire, les différents composants et matériaux présents dans les EEE, les labels énergétiques, l'emplacement des substances ou mélanges dangereux dans ces équipements, et la localisation et la réparation des pannes au-delà de la période de garantie légale minimale. Ces informations sont transmises notamment au moyen de manuels ou de médias électroniques. »;

2° l'article est complété par un paragraphe 3 rédigé comme suit :

« § 3. Les obligataires de reprise organisent au minimum deux fois par an et en présence de l'Administration une concertation sur le territoire wallon avec les centres de traitement, les centres de réutilisation et les associations et organismes professionnels représentatifs de ces centres en vue d'améliorer la réutilisation et le recyclage des DEEE et la prise en compte de la fluctuation de la valeur des matériaux dans les contrats. ».

Art. 19. A l'article 105 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° les paragraphes 2, 3, et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« § 2. Au minimum les substances, mélanges et composants suivants sont extraits de tout DEEE collecté :

- les condensateurs contenant des polychlorobiphényles (PCB);
- les composants contenant du mercure, tels que les interrupteurs ou les lampes à rétroéclairage;
- les piles et les accumulateurs;
- les cartes de circuits imprimés des téléphones mobiles, d'une manière générale, et d'autres dispositifs si la surface de la carte de circuit imprimé est supérieure à dix centimètres carrés;
- les cartouches de toner, liquide ou en pâte, ainsi que les toners de couleur;
- les matières plastiques contenant des retardateurs de flamme bromés;
- les déchets d'amiante et composants contenant de l'amiante;
- les tubes cathodiques;
- les chlorofluorocarbones (CFC), les hydrochlorofluorocarbones (HCFC), les hydrofluorocarbones (HFC) ou les hydrocarbures (HC);
- les lampes à décharge;
- les écrans à cristaux liquides ainsi que leur boîtier le cas échéant, d'une surface supérieure à cent centimètres carrés et tous les écrans rétroéclairés par des lampes à décharge;
- les câbles électriques extérieurs;
- les composants contenant des fibres céramiques réfractaires;
- les composants contenant des substances radioactives, à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les valeurs d'exemption fixées dans l'article 3 et l'annexe I de la Directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants;
- les condensateurs électrolytiques contenant des substances dangereuses, d'une hauteur et d'un diamètre supérieurs à 25 mm, ou d'un volume proportionnellement similaire;
- tous les fluides.

§ 3. Les substances suivantes sont extraites des composants des DEEE collectés :

1° tubes cathodiques : la couche fluorescente est extraite

2° équipements contenant des gaz appauvrissant la couche d'ozone ou présentant un potentiel de réchauffement de la planète supérieur à quinze, présents par exemple dans les mousses et les circuits de réfrigération : ces gaz sont extraits et traités selon une méthode adaptée. Les gaz appauvrissant la couche d'ozone sont traités conformément au règlement CE n° 1005/2009 du Parlement européen et du Conseil du 16 septembre 2009 relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone;

3° lampes à décharge : le mercure est extrait.

§ 4. Les méthodes visées aux paragraphes 2 et 3 sont appliquées de manière à ne pas entraver la préparation en vue de la réutilisation et du recyclage respectueux de l'environnement de composants ou d'appareils entiers. »;

2° le paragraphe 5 est abrogé;

3° l'article est complété par les paragraphes 6 et 7 rédigés comme suit :

« § 6. Les obligataires de reprise, tant ceux qui prennent part à un système collectif que ceux qui ont un plan individuel de gestion, atteignent les objectifs minimum suivants par catégories d'équipements électriques et électroniques soumis à obligation de reprise. Ces objectifs sont calculés par rapport au poids moyen par appareil mis sur le marché.

1° Les objectifs minimaux applicables par catégorie à compter du 13 août 2012 jusqu'au 14 août 2015 pour les catégories énumérées à l'annexe IA :

- a) pour les DEEE relevant des catégories 1 ou 10 de l'annexe IA :
 - (1) 80 % sont valorisés;
 - (2) 75 % sont recyclés;
- b) pour les DEEE relevant des catégories 3 ou 4 de l'annexe IA :
 - (1) 75 % sont valorisés;
 - (2) 65 % sont recyclés;
- c) pour les DEEE relevant des catégories 2, 5, 6, 7, 8 ou 9 de l'annexe IA :
 - (1) 70 % sont valorisés;
 - (2) 50 % sont recyclés;
- d) pour les lampes à décharge, 80 % sont recyclés.

2° Les objectifs minimaux applicables par catégorie du 15 août 2015 au 14 août 2018 pour les catégories énumérées à l'annexe IA :

- a) pour les DEEE relevant des catégories 1 ou 10 de l'annexe IA :
 - (1) 85 % sont valorisés;
 - (2) 85 % sont préparés en vue de la réutilisation et recyclés;
- b) pour les DEEE relevant des catégories 3 ou 4 de l'annexe IA :
 - (1) 80 % sont valorisés;
 - (2) 75 % sont préparés en vue de la réutilisation et recyclés;
- c) pour les DEEE relevant des catégories 2, 5, 6, 7, 8 ou 9 de l'annexe IA :
 - (1) 75 % sont valorisés;
 - (2) 70 % sont préparés en vue de la réutilisation et recyclés;
- d) pour les lampes à décharge, 80 % sont recyclés.

3° Les objectifs minimaux applicables à compter du 15 août 2018 pour les catégories énumérées à l'annexe IIA :

- a) pour les DEEE relevant des catégories 1 ou 4 de l'annexe IIA :
 - (1) 85 % sont valorisés;
 - (2) 80 % sont préparés en vue de la réutilisation et recyclés;
- b) pour les DEEE relevant de la catégorie 2 de l'annexe IIA :
 - (1) 80 % sont valorisés;
 - (2) 70 % sont préparés en vue de la réutilisation et recyclés;
- c) pour les DEEE relevant des catégories 5 ou 6 de l'annexe IIA :
 - (1) 75 % sont valorisés;
 - (2) 70 % sont préparés en vue de la réutilisation et recyclés;
- d) pour les DEEE relevant de la catégorie 3 de l'annexe IIA, 80 % sont recyclés.

4° l'objectif minimal applicable aux DEEE pour les catégories énumérées à l'annexe IIA : 2 % sont préparés en vue de la réutilisation à compter du 1^{er} janvier 2020.

La réalisation des objectifs est calculée, pour chaque catégorie, en prenant le poids des DEEE qui entrent dans l'installation de valorisation, de recyclage ou de préparation en vue de la réutilisation, après un traitement approprié, en ce qui concerne la valorisation ou le recyclage, et en exprimant ce poids en pourcentage du poids de l'ensemble des DEEE collectés sélectivement pour cette catégorie.

Les activités préliminaires comme le tri et le stockage préalables à la valorisation ou à la préparation en vue de la réutilisation ne sont pas comptabilisées pour la réalisation de ces objectifs.

§ 7. En vue de calculer ces objectifs, les obligataires de reprise ou les tiers agissant pour leur compte consignent dans des registres le poids des DEEE, de leurs composants, matériaux ou substances lorsqu'ils quittent le centre de collecte, lorsqu'ils entrent dans les installations de traitement et lorsqu'ils les quittent, et lorsqu'ils entrent dans l'installation de valorisation ou de recyclage ou de préparation en vue de la réutilisation.

Les obligataires de reprise consignent dans des registres le poids des produits et des matériaux qui quittent l'installation de valorisation ou de recyclage ou de préparation en vue de la réutilisation. ».

Art. 20. L'article 106 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 106. § 1^{er}. Les obligataires de reprise déterminent, en concertation avec les distributeurs d'EEE, les collecteurs de DEEE, les négociants et courtiers en déchets, les centres de traitement, les centres de préparation en vue de la réutilisation et les notifiants au sens du règlement (CE) n° 1013/2006, les modalités de transmission des données visées aux paragraphes suivants. Ces modalités garantissent la confidentialité des données individuelles et prévoient l'accès à une institution de contrôle indépendante accréditée selon la norme ISO 17020, ainsi qu'à l'Administration.

Les données visées aux paragraphes suivants sont transmises à l'obligataire de reprise ou à l'organisation qu'il délègue à cet effet.

§ 2. Les distributeurs d'EEE fournissent, par siège d'exploitation, avant le 20 avril de chaque année, les données suivantes relatives à l'année précédente :

- 1° leur nom, leur numéro d'entreprise, leur adresse complète, leurs numéros de téléphone et de fax, leur adresse e-mail et leur personne de contact;
- 2° les quantités de DEEE, exprimées en kilogrammes et en nombre, par type et par catégorie, qui ont été :
 - a) collectées par le producteur dans le cadre de l'obligation de reprise;
 - b) transférées à un collecteur, un négociant ou un courtier en déchets;
 - c) transférées à un producteur d'EEE;
 - d) préparées pour la réutilisation et la proportion de celles-ci qui ont été réutilisées;
 - e) transférées chez un recycleur de DEEE agréé.

S'il est fait appel à un tiers pour l'une des activités susmentionnées, les coordonnées complètes de ce tiers sont communiquées à l'organisation désignée.

§ 3. Les collecteurs de DEEE, les négociants de déchets, les courtiers en déchets, les recycleurs et les centres de réutilisation fournissent, par siège d'exploitation, avant le 20 avril de chaque année, les données suivantes relatives à l'année précédente :

1° leur nom, leur numéro d'entreprise, leur adresse, leurs numéros de téléphone et de fax, leur adresse e-mail et leur personne de contact;

2° le code NACE du producteur de déchets;

3° les quantités de DEEE, exprimées en kilogrammes et en nombre, par type (ménager ou professionnel) et par catégorie, qui ont été, sur le territoire belge, dans et hors de l'Union européenne :

a) collectées au nom et pour le compte du producteur dans le cadre de l'obligation de reprise;

b) collectées dans un autre cadre, au nom ou pour le compte du producteur;

c) transférées à un collecteur, un négociant ou un courtier en déchets;

d) préparées pour la réutilisation et la proportion de celles-ci qui ont été réutilisées;

e) transférées chez un recycleur de DEEE agréé;

4° les quantités de déchets provenant du traitement des EEE usagés, exprimées en kilogrammes, par déchet et par catégorie, qui ont été respectivement recyclées, valorisées, valorisées énergétiquement et enfouies.

S'il est fait appel à un tiers pour l'une des activités susmentionnées, les coordonnées complètes de ce tiers sont communiquées à l'organisation désignée.

§ 4. L'obligataire de reprise fournit à l'Administration, en cas de plan de gestion individuel, ou à l'organisation désignée à cet effet, en cas de système collectif, par siège d'exploitation, avant le 20 avril de chaque année, les données suivantes relatives à l'année précédente :

1° le code d'identification national du producteur;

2° la catégorie à laquelle l'EEE appartient, et les quantités mises sur le marché en Wallonie, exprimées en kilogrammes et en nombre;

3° les quantités de DEEE, exprimées en kilogrammes et en nombre, par catégorie, qui ont été, sur le territoire de la Région wallonne :

a) collectées dans le cadre de l'obligation de reprise;

b) transférées à un collecteur, un négociant ou un courtier en déchets;

c) transférées à un autre producteur d'EEE;

d) préparées pour la réutilisation et la proportion de celles-ci qui ont été réutilisées;

e) transférées chez un recycleur de DEEE agréé;

4° les quantités de déchets provenant du traitement des EEE usagés, exprimées en kilogrammes, par déchet et par catégorie, qui ont été respectivement recyclées, valorisées, valorisées énergétiquement ou enfouies. S'il est fait appel à un tiers pour l'une de ces activités, les données mentionnées au § 3, 1°, sont également communiquées pour ce tiers;

5° la liste des opérateurs de collecte et de traitement, des acteurs du secteur de la réutilisation, ainsi que les modes de traitement et leur description à l'exception des données à caractère confidentiel;

6° les mesures mises en œuvre pour assurer la traçabilité des flux traités et le respect des objectifs environnementaux et sociaux;

7° les mesures qui ont été prises en vue :

a) d'améliorer la recyclabilité des produits mis sur le marché;

b) de diminuer le recours à des matériaux comprenant des substances dangereuses;

c) de recourir à des techniques de production les moins nuisibles possibles pour l'environnement;

d) d'encourager les économies de ressources naturelles et d'énergie que ce soit au niveau de la production ou de l'utilisation des équipements;

8° en cas de système collectif, un rapport d'évaluation des contrôles effectués sur les déclarations annuelles des différents membres, et une liste des membres contrôlés;

9° les prévisions de la quantité, exprimée en kilogrammes, d'équipements électriques et électroniques par type de matériau mis à la consommation en Région wallonne au cours de l'année en cours;

10° les données relatives aux actions de sensibilisation et de prévention entreprises, et à l'évaluation de ces actions;

11° en cas de système collectif, la liste des obligataires de reprise liés par le système collectif, et le montant des cotisations destinées à couvrir les coûts de l'obligation de reprise.

Un rapport annuel distinct est établi pour les déchets d'équipements électriques et électroniques ménagers et professionnels.

§ 5. Les données relatives à la production, à la collecte, à la réutilisation et au traitement sont validées respectivement dans le cadre des systèmes collectifs et des plans de gestion individuels par une institution de contrôle indépendante accréditée selon la norme ISO 17020, aux frais des obligataires de reprise. ».

Art. 21. L'article 107 du même arrêté est remplacé par la disposition suivante :

« Le détaillant indique dans chacun de ses points de vente, à un endroit visible, et sous le titre « obligation de reprise » de quelle manière il répond aux obligations relatives à l'obligation de reprise et de quelle manière le client peut se défaire des équipements usagés.

Il indique pour chaque produit neuf mis en vente pour lequel il existe une obligation de reprise le montant de la cotisation environnementale correspondant aux coûts de mise en œuvre de l'obligation de reprise pour ce type de produit, ainsi que, à partir du 1^{er} janvier 2019, les services et possibilités de réparation et d'accès à des pièces de rechange. ».

Art. 22. L'article 108 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 108. § 1^{er}. Les obligataires de reprise informent les consommateurs de l'obligation de séparer les DEEE des autres déchets en vue de leur collecte sélective. Ils informent également les consommateurs des systèmes de collecte et de traitement mis en place, du rôle qu'ils ont à jouer dans la réutilisation, le recyclage et les autres formes de valorisation des déchets, ainsi que des effets potentiels sur l'environnement et la santé humaine en raison de la présence de substances dangereuses dans les EEE. Ces informations sont transmises notamment par le biais de campagnes de communication.

Les coûts générés par la collecte et le traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques, leur mode de financement ainsi que les modes de gestion, en ce compris les filières de réutilisation, font l'objet d'une communication vers les consommateurs.

§ 2. Les obligataires de reprise adoptent les mesures appropriées pour encourager la participation des consommateurs à la collecte des DEEE et pour les inciter à faciliter le processus de réutilisation, de traitement et de valorisation.

Les obligataires de reprises communiquent aux consommateurs une information appropriée permettant d'évaluer la durée de vie des EEE et de retarder ou limiter la production de déchets. L'information a trait notamment aux recommandations d'utilisation et d'entretien, à la durée d'utilisation dans des conditions normalement prévisibles, au remplacement de pièces, aux services de réparation, aux filières de réutilisation. ».

Art. 23. Dans le Chapitre X du même arrêté, il est inséré une section 7, comportant l'article 108/1, rédigée comme suit :

« Section 7 - De l'enregistrement, de l'information et de la déclaration

Art 108/1. § 1^{er}. Un registre des producteurs est établi pour contrôler le respect des obligations énoncées par le présent arrêté. Les producteurs ou à défaut leurs mandataires visés à l'article 110, § 2 y sont enregistrés.

§ 2. Les dispositions suivantes concernant l'enregistrement sont d'application :

1° tout producteur et tout mandataire visés au paragraphe 1^{er} a la possibilité de fournir en ligne, dans le registre, toutes les informations utiles, rendant compte des activités du producteur sur le territoire;

2° lors de l'enregistrement, tout producteur ou tout mandataire, communique les informations visées à l'annexe IV, partie A et B, et s'engage à les mettre à jour;

3° le registre est public et accessible à distance par des moyens électroniques. Des liens sont mentionnés vers les autres registres nationaux afin de faciliter, dans tous les États membres, l'enregistrement des producteurs et mandataires. ».

Art. 24. Dans le Chapitre X du même arrêté, il est inséré une section 8, comportant l'article 108/2, rédigée comme suit :

« Section 8 - Du mandataire

Art. 108/2. § 1^{er}. Tout producteur tel que défini à l'article 96, § 1^{er}, 9°, a), b) et c), établi dans un autre État membre est autorisé, par dérogation à l'article 96, § 1^{er}, 9°, à désigner une personne physique ou morale établie sur le territoire en tant que mandataire chargé d'assurer le respect des obligations qui incombent audit producteur sur ce territoire en vertu du présent arrêté.

§ 2. Tout producteur, tel que défini à l'article 96, § 1^{er}, 9°, d), et établi dans un autre État membre, qui vend des EEE directement aux ménages et à des utilisateurs autres que les ménages, en Belgique, désigne une personne physique ou morale établie en Belgique en tant que mandataire chargé d'assurer le respect des obligations qui incombent audit producteur sur ce territoire en vertu du présent arrêté.

§ 3. La désignation d'un mandataire se fait par mandat écrit.

Le mandataire tient à la disposition de l'Administration, sur le territoire wallon, toutes les informations relatives à l'exécution de l'obligation de reprise de son mandant. ».

Art. 25. Dans le Chapitre X, du même arrêté, il est inséré une section 9, comportant l'article 108/3, rédigée comme suit :

« Section 9 - Exigences minimales applicables aux transferts

Art. 108/3. Les transferts d'EEE usagés suspectés d'être des DEEE sont effectués conformément aux exigences minimales prescrites à l'annexe V. Les critères de réutilisation visés à l'article 98, 5°, ne sont pas d'application lorsque les exigences minimales prescrites à l'annexe V sont rencontrées. ».

Art. 26. Dans l'article 110 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° le 3° est complété par les mots « , telle que modifiée par la directive 2013/56/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013 »;

2° l'article est complété par un 4° rédigé comme suit :

« 4° la Directive 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques. ».

Art. 27. Dans l'annexe I A du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'intitulé de l'annexe I A est remplacé par ce qui suit :

« Catégories d'équipements électriques et électroniques couvertes par le présent arrêté pendant la période transitoire en vertu de l'article 96, § 2 »;

b) le point 4 est complété par les mots « et, à partir du (1^{er} janvier 2018), les panneaux photovoltaïques. »;

c) au point 8, le mot « et » est remplacé par le mot « ou ».

Art. 28. Dans l'annexe I B du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au point 3, le mot « compris » est chaque fois inséré après le mot « clavier »;

b) au point 4, la liste de matériel grand public est complétée par les mots « Panneaux photovoltaïques »;

c) au point 6, après le mot « scies » les mots « et tronçonneuses » sont insérés.

Art. 29. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe II A rédigée comme suit :

« ANNEXE II A : Catégories d'équipements électriques et électroniques couvertes par le présent arrêté

1° équipements d'échange thermique;

2° écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm²;

3° lampes;

4° gros équipements dont l'une des dimensions extérieures au moins est supérieure à 50 cm, à l'exception des équipements inclus dans les catégories 1 à 3, à savoir, entre autres: appareils ménagers; équipements informatiques et de télécommunications; matériel grand public; luminaires; équipements destinés à reproduire des sons ou des images, équipements musicaux; outils électriques et électroniques; jouets, équipements de loisir et de sport; dispositifs médicaux; instruments de surveillance et de contrôle; distributeurs automatiques; équipements pour la production de courants électriques;

5° petits équipements dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à 50 cm, à l'exception des équipements inclus dans les catégories 1 à 3 et 6, à savoir, entre autres : appareils ménagers; matériel grand public; luminaires; équipements destinés à reproduire des sons ou des images, équipements musicaux; outils électriques et électroniques; jouets, équipements de loisir et de sport; dispositifs médicaux; instruments de surveillance et de contrôle; distributeurs automatiques; équipements pour la production de courants électriques;

6° petits équipements informatiques et de télécommunications, dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à 50 cm. »

Art. 30. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe II B rédigée comme suit :

« ANNEXE II B : Liste non exhaustive des équipements électriques et électroniques visés par le présent arrêté et qui relèvent des catégories de l'annexe IIA

1° équipements d'échange thermique : réfrigérateurs, congélateurs, distributeurs automatiques de produits froids, appareils de conditionnement d'air, déshumidificateurs, pompes à chaleur, radiateurs à bain d'huile et autres équipements d'échange thermique fonctionnant avec des fluides autres que l'eau pour l'échange thermique;

2° écrans, moniteurs et équipements comprenant des écrans d'une surface supérieure à 100 cm² : écrans, télévisions, cadres photo LCD, moniteurs, ordinateurs portables, petits ordinateurs portables;

3° lampes : tubes fluorescents rectilignes, lampes fluorescentes compactes, lampes fluorescentes, lampes à décharge à haute intensité, y compris les lampes à vapeur de sodium haute pression et les lampes à halogénures métalliques, lampes à vapeur de sodium basse pression, LED;

4° gros équipements : lave-linge, séchoirs, lave-vaisselle, cuisinières, réchauds électriques, plaques chauffantes électriques, luminaires, équipements destinés à reproduire des sons ou des images, équipements musicaux à l'exclusion des orgues d'église, appareils pour le tricot et le tissage, grosses unités centrales, grosses imprimantes, photocopieuses, grosses machines à sous, gros dispositifs médicaux, gros instruments de surveillance et de contrôle, gros distributeurs automatiques de produits et d'argent, panneaux photovoltaïques;

5° petits équipements : aspirateurs, aspirateurs-balais, appareils pour la couture, luminaires, fours à micro-ondes, ventilateurs, fers à repasser, grille-pain, couteaux électriques, bouilloires électriques, réveils et montres, rasoirs électriques, balances, appareils pour les soins des cheveux et du corps, calculatrices, postes de radio, caméscopes, magnétoscopes, chaînes haute-fidélité, instruments de musique, équipements destinés à reproduire des sons ou des images, jouets électriques et électroniques, équipements de sport, ordinateurs pour le cyclisme, la plongée sous-marine, la course à pied, l'aviron, détecteurs de fumée, régulateurs de chaleur, thermostats, petits outils électriques et électroniques, petits dispositifs médicaux, petits instruments de surveillance et de contrôle, petits distributeurs automatiques de produits, petits équipements avec cellules photovoltaïques intégrées;

6° petits équipements informatiques et de télécommunications, dont toutes les dimensions extérieures sont inférieures ou égales à 50 cm : téléphones portables, GPS, calculatrices de poche, routeurs, ordinateurs individuels, imprimantes, téléphones. ».

Art. 31. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe III rédigée comme suit :

« ANNEXE III : Critères de réutilisation et de préparation à la réutilisation des équipements électriques et électroniques usagés, tant les appareils ménagers que professionnels

Les équipements destinés à la réutilisation répondent aux critères définis ci-après. Le Ministre peut actualiser les critères.

CHAPITRE I^{er}. — Critères relatifs à l'état de l'appareil

Lorsque les critères suivants ne sont pas rencontrés, l'appareil est évacué vers un centre de traitement autorisé.

1° l'appareil est totalement fonctionnel.

Un appareil est totalement fonctionnel lorsqu'un test a été effectué et celui-ci révèle que les fonctions d'origine de l'appareil peuvent encore être pleinement réalisées. Pour les EEE les plus couramment utilisés, un test de fonctionnalité des fonctions principales suffit. Pour certains produits spécifiques tels que les GSM, les frigos et les ordinateurs, le test de fonctionnalité doit porter sur des critères plus spécifiques (voir à ce sujet le point 5).

2° l'appareil est sûr d'un point de vue électrique. La sécurité électrique est établie lors d'un test;

3° le boîtier de l'appareil est complet;

4° tous les composants essentiels sont présents et en bon état. Ces composants varient en fonction du type de produit. Pour les frigos et surgélateurs: l'isolation des parois et de la porte de l'appareil doit être complète et intacte, afin de ne pas augmenter la consommation énergétique. Pour les machines à laver et lave-vaisselle : les éléments de chauffage de l'eau ne doivent pas être entartrés;

5° l'appareil n'est pas rouillé ou n'est que légèrement rouillé;

6° il ne comporte pas de dégâts cosmétiques ou peu de dégâts cosmétiques;

7° l'appareil ne contient pas de CFC/HCFC. A défaut d'indication sur l'appareil des gaz de refroidissement utilisés, l'appareil est réputé contenir des CFC ou des HCFC et ne peut donc être remis en réutilisation;

8° l'appareil dispose d'un label énergétique au moins équivalent au label minimum admis pour la mise sur le marché d'un équipement neuf correspondant. Un label énergétique tel que mentionné au chapitre 4 est encouragé.

Pour vérifier le label énergétique de l'appareil, une base de données peut être utilisée. Si l'appareil n'y est pas repris, ou si l'utilisation d'une telle base de données est impossible, la consommation énergétique est mesurée sur la base d'une procédure de test documentée approuvée par l'Administration;

9° l'appareil ne contient pas d'écran avec tube cathodique (CRT). Les appareils professionnels avec écran CRT intégré, tels certains appareils médicaux, peuvent encore être préparés à la réutilisation;

10° les PC et laptops disposent de processeurs suffisamment récents pour être utilisables;

11° l'appareil est fixé et protégé durant le transport par un emballage approprié et un empilage adéquat du chargement afin de ne pas être endommagé lors du chargement, déchargement et transport.

CHAPITRE II. — Exigences en matière de préparation à la réutilisation

Les centres de réutilisation qui préparent à la réutilisation procèdent de la manière suivante :

1° ils effectuent en première étape une présélection visuelle permettant de trier les appareils réutilisables de ceux qui ne le sont pas. Lorsque l'un des critères suivants est rencontré, l'appareil n'est pas considéré comme réutilisable :

a) l'appareil semble très désuet, ou n'a plus de valeur marchande;

b) l'appareil a beaucoup de rouille ou de dégâts cosmétiques;

- c) l'appareil a un mauvais état général;
- d) l'appareil n'est plus réparable ou la réparation est trop coûteuse;
- e) l'appareil comprend un écran CRT et n'est pas un appareil professionnel;

2° chaque appareil présélectionné visuellement et destiné à être préparé à la réutilisation a une étiquette mentionnant le nom du centre de réutilisation et le code d'identification unique. Il dispose également d'une fiche de réutilisation sous format papier, digital ou introduit dans une base de données, devant être conservée par les centres de réutilisation pendant au moins quatre ans, et portant les mentions suivantes :

- a) nom du centre de réutilisation;
- b) code d'identification unique tel que mentionné sur l'étiquette;
- c) dénomination de l'appareil;
- d) catégorie d'EEE;
- e) numéro d'identification et numéro de type, le cas échéant;
- f) année de fabrication, si elle est connue;
- g) date du test de fonctionnalité et critères utilisés;
- h) description des évaluations ou des tests effectués;
- i) résultats des évaluations ou des tests;

3° la sécurité électrique de chaque appareil est testée. Le test inclut une mesure de l'isolation, une mesure de la terre et un contrôle des courts-circuits;

4° la fonctionnalité de chaque appareil est testée. Seuls les appareils testés et dont le test révèle que les fonctions d'origine de l'appareil peuvent encore être pleinement réalisées, peuvent être réutilisés. Pour les EEE les plus couramment utilisés, un test de fonctionnalité des fonctions principales suffit. Pour certains produits spécifiques tels que les GSM, les frigos et les ordinateurs, le test de fonctionnalité doit porter sur des critères plus spécifiques;

5° la consommation énergétique des appareils mentionnés au chapitre 4 est évaluée conformément au point 8 du chapitre 1^{er} ;

6° lors de la préparation à la réutilisation des appareils ICT tels que PC, laptops, tablettes, serveurs, ou routeurs, et des téléphones portables et caméras, les centres de réutilisation suppriment toutes les données personnelles ainsi que les logiciels non transférables protégés par copyright, sur base d'une procédure documentée pour la suppression des logiciels. Un nouveau logiciel est installé s'il a une licence;

7° tous les appareils destinés à être réutilisés répondent aux critères mentionnés au chapitre 1^{er}.

CHAPITRE III. — Exigences en matière de transport

1° chaque appareil a une étiquette contenant le nom de l'entreprise responsable du test de fonctionnalité et le code d'identification unique;

2° une liste des appareils transportés accompagne le transport. Elle comporte les mentions suivantes pour chaque appareil :

- a) code d'identification unique;
- b) dénomination de l'appareil;
- c) catégorie d'EEE;
- d) numéro d'identification ou numéro de type, le cas échéant;
- e) année de production si elle est connue;
- f) nom du centre de réutilisation qui a effectué la préparation à la réutilisation;
- g) date de la préparation à la réutilisation;
- h) nature des évaluations ou des tests effectués;
- i) résultats des évaluations ou des tests;

3° un formulaire contenant les données suivantes accompagne le transport :

- a) données de contact du détenteur responsable du transport;
- b) données de contact du centre de réutilisation qui a effectué la préparation à la réutilisation;
- c) données de contact du destinataire avec lequel le contrat a été conclu;

d) déclaration signée du centre de réutilisation qui a effectué la préparation à la réutilisation que tous les appareils faisant partie du transport sont totalement fonctionnels.

Lorsqu'après examen de ces documents ou inspection visuelle, un doute subsiste sur l'utilisation comme appareils de seconde main des appareils faisant partie du transport, le contrôleur peut demander à examiner les fiches de réutilisation mentionnées au chapitre 2, qui donnent plus d'informations sur les tests effectués.

CHAPITRE IV. — Label énergétique

Un label énergétique minimum est encouragé pour les catégories suivantes d'appareils :

- 1° frigo, surgélateurs : label énergétique A;
- 2° machines à laver, lave-vaisselles : label énergétique B;
- 3° appareils mobiles d'air conditionné, sèche-linge : label énergétique C.

CHAPITRE V. — Tests de fonctionnalité

Section 1. — Matériel ICT

Le matériel ICT répond aux conditions et tests suivants :

- Power on self test, en abrégé POST: le POST consiste en une série de tests qu'un computer ou un dispositif connexe exécute lorsqu'il est allumé. Il est exécuté par le BIOS et contrôle le fonctionnement de la RAM, la carte graphique, les disques durs, le clavier et les autres hardwares. Si le test est positif, la procédure d'allumage est poursuivie;

- le clavier et la souris sont entiers et fonctionnels.
- les câbles et prises sont entiers et fonctionnels
- l'écran est fonctionnel : bonne image, pas de dégâts, câbles présents;
- le test d'impression de l'imprimante est positif;

- les pièces détachées sont fonctionnelles et testées comme pièces d'ordinateur
- l'ordinateur portable dispose d'un adaptateur original, intact et fonctionnant correctement;
- la batterie est fonctionnelle et rechargeable;
- l'ordinateur portable peut fonctionner au minimum une demi-heure sur la batterie.

Section 2. — Téléphones portables

Les téléphones portables répondent aux conditions et tests suivants :

- le test de la réponse;
- le test du microphone et haut-parleur : son clair, pas de déformation, le niveau sonore d'entrée est égal au niveau sonore de sortie;
- le test de l'écran et du clavier : chaque bouton est fonctionnel, l'écran est clair et chaque bouton du clavier apparaît à l'écran;
- le test de la batterie : la batterie est chargée et sa fonctionnalité est testée à l'aide d'un voltmètre. La batterie conserve un minimum de charge. Son circuit de protection est présent et fonctionnel.

Section 3. — Les frigos et surgélateurs ménagers

Les frigos et surgélateurs ménagers répondent aux conditions suivantes :

- 1° les frigos : ils refroidissent au moins jusqu'à cinq degrés Celsius;
- 2° les surgélateurs : ils refroidissent au moins jusqu'à :
 - a) moins six degrés Celsius pour les surgélateurs à une étoile;
 - b) moins douze degrés Celsius pour les surgélateurs à deux étoiles;
 - c) moins dix-huit degrés Celsius pour les surgélateurs à trois étoiles. ».

Art. 32. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe IV rédigée comme suit :

« ANNEXE IV : Informations aux fins de l'enregistrement et de la déclaration visés à l'article 109

1° Informations à fournir lors de l'enregistrement :

- 1° nom et adresse du producteur et du mandataire lorsqu'il est désigné en vertu de l'article 111, ainsi que leurs numéros de téléphone et de télécopieur, leur adresse de courrier électronique, ainsi que la personne de contact;
- 2° numéro d'identification national du producteur, y compris le numéro d'entreprise;
- 3° catégorie de l'EEE visée à l'annexe I ou III, selon le cas;
- 4° type d'EEE (destiné aux ménages ou destinés à des utilisateurs autres que les ménages);
- 5° dénomination commerciale de l'EEE;
- 6° informations relatives à la manière dont le producteur assume ses responsabilités: dans le cadre d'un système individuel ou collectif, y compris informations sur les garanties financières;
- 7° méthode de vente utilisée (par exemple, vente à distance);
- 8° déclaration certifiant que les informations fournies sont conformes à la réalité.

2° Informations à fournir lors de la déclaration :

- 1° numéro d'identification national du producteur;
- 2° période couverte par le rapport;
- 3° catégorie de l'EEE visée à l'annexe I ou III, selon le cas;
- 4° par catégorie d'EEE, quantité d'EEE mis sur le marché national, exprimée en poids;
- 5° par catégorie d'EEE, quantité, exprimée en poids, de DEEE collectés séparément, recyclés, y compris préparés en vue de la réutilisation, valorisés et éliminés dans l'État membre concerné ou transférés à l'intérieur ou hors du territoire de l'Union.

Art. 33. Dans le même arrêté, il est inséré une annexe V rédigée comme suit :

« ANNEXE V : Exigences minimales applicables aux transferts

1° Documents

Afin de pouvoir faire la distinction entre des EEE et des DEEE, lorsque le détenteur de l'objet en question déclare qu'il a l'intention de transférer ou qu'il transfère des EEE usagés et non des DEEE, la Région demande au détenteur de tenir à disposition les documents suivants à l'appui de cette déclaration:

- a) une copie de la facture et du contrat relatif à la vente ou au transfert de propriété de l'EEE, indiquant que celui-ci est destiné à être réemployé directement et qu'il est totalement fonctionnel;
- b) une preuve d'évaluation ou d'essais et du bon fonctionnement de chaque article du lot, et un protocole comprenant toutes les informations consignées conformément au point 2;
- c) une déclaration du détenteur qui organise le transport des EEE, indiquant que le lot ne contient aucun matériel ou équipement constituant un déchet au sens de l'article 2, 1° du décret;
- d) une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement.

Par dérogation, les points 1) a) et 1) b), et le point 2 ne s'appliquent pas lorsque des preuves concluantes attestent que le transfert a lieu dans le cadre d'un accord de transfert entre entreprises et que soit :

- a) des EEE sont renvoyés au producteur ou à un tiers agissant pour le compte du producteur pour défaut pour une réparation sous garantie en vue de leur réutilisation;
- b) des EEE destinés à un usage professionnel, usagés, sont renvoyés au producteur ou à un tiers agissant pour le compte du producteur ou à l'installation d'un tiers dans des pays dans lesquels s'applique la décision C(2001)107/final du Conseil de l'OCDE concernant la révision de la décision C(92)39/final sur le contrôle des mouvements transfrontières de déchets destinés à des opérations de valorisation, pour remise à neuf ou réparation dans le cadre d'un contrat valide, en vue de leur réutilisation;
- c) des EEE destinés à un usage professionnel, usagés et défectueux, tels que des dispositifs médicaux ou des parties de ceux-ci, sont renvoyés au producteur ou à un tiers agissant pour le compte du producteur pour analyse des causes profondes dans le cadre d'un contrat valide, dans les cas où une telle analyse peut être effectuée uniquement par le producteur ou un tiers agissant pour le compte du producteur.

2° La réalisation des essais

Afin de démontrer que les articles transférés constituent des EEE usagés et non des DEEE, la réalisation d'essais et l'établissement de procès-verbaux d'essai pour les EEE usagés sont effectués selon les modalités suivantes :

a) Étape n° 1 : la réalisation des essais :

a) le bon fonctionnement est testé, et la présence de substances dangereuses est évaluée. Les essais dépendent du type d'EEE. Pour la plupart des EEE, un test de bon fonctionnement des fonctions essentielles est suffisant.

b) les résultats des évaluations et des essais sont consignés.

b) Étape n° 2 : le procès-verbal d'essai :

a) le procès-verbal d'essai est fixé solidement, mais de manière non permanente, soit sur l'EEE lui-même s'il n'est pas emballé, soit sur l'emballage, de façon à pouvoir être lu sans déballer l'équipement;

b) le procès-verbal contient les informations suivantes :

(1) nom de l'article, nom de l'équipement s'il est énuméré à l'annexe II ou IV, selon le cas, et catégorie visée à l'annexe I ou III, selon le cas;

(2) numéro d'identification de l'article le cas échéant;

(3) année de production si elle est connue;

(4) nom et adresse de l'entreprise chargée d'attester le bon fonctionnement;

(5) résultats des essais décrits au 1°, y compris la date de l'essai de bon fonctionnement;

(6) type d'essais réalisés.

3° Autres documents.

En plus des documents requis aux points 1 et 2, chaque chargement d'EEE usagés est accompagné :

a) d'un document de transport pertinent, par exemple un document CMR ou lettre de transport;

b) d'une déclaration de responsabilité de la personne habilitée.

En l'absence de preuve qu'un objet est un EEE usagé et non un DEEE au moyen des documents appropriés requis par la présente annexe, et en l'absence d'une protection appropriée contre les dommages pouvant survenir lors du transport, du chargement et du déchargement, en particulier au moyen d'un emballage suffisant et d'un empilement approprié du chargement, qui relèvent des obligations du détenteur qui organise le transport, un article est réputé un DEEE et le chargement constitue un transfert illégal. Dans ces circonstances, le chargement sera traité conformément aux articles 24 et 25 du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant le transfert de déchets.

CHAPITRE II. — *Modifications apportées à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE)*

Art. 34. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 mars 2005 déterminant les conditions sectorielles des installations de regroupement ou de tri, de pré-traitement et de traitement des déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE), les mots « la directive européenne 2002/96/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 janvier 2003 relative » sont remplacés par les mots « les directives 2002/96/CE et 2012/19/UE du Parlement européen et du Conseil des 27 janvier 2003 et 4 juillet 2012 relatives ».

Art. 35. Dans l'article 10 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) au 1°, après le mot « étalonné, », le mot « et » est abrogé;

b) l'article est complété par un 3° rédigé comme suit :

« 3° des surfaces imperméables et un recouvrement résistant aux intempéries pour les aires appropriées avec des dispositifs des collecte des fuites et, le cas échéant, des décanteurs et épurateurs-dégraissseurs. ».

Art. 36. L'article 33 du même arrêté est complété par les 7°, 8°, 9° et 10° rédigés comme suit :

« 7° une ou des balances pour déterminer le poids des déchets traités;

8° des surfaces imperméables et recouvrement résistant aux intempéries pour les aires appropriées avec dispositifs de collecte des fuites et, le cas échéant, décanteurs et épurateurs-dégraissseurs;

9° un stockage approprié des pièces détachées démontées;

10° des équipements pour le traitement de l'eau, conformément à la réglementation en matière de santé et d'environnement. ».

Art. 37. L'article 34 du même arrêté est complété par un point o) rédigé comme suit :

« o) composants contenant des substances radioactives, à l'exception des composants en quantités ne dépassant pas les valeurs d'exemption fixées dans l'article 3 et l'annexe I de la directive 96/29/Euratom du Conseil du 13 mai 1996 fixant les normes de base relatives à la protection sanitaire de la population et des travailleurs contre les dangers résultant des rayonnements ionisants. ».

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 38. Le Ministre de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 9 mars 2017.

Le Ministre-Président,
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Environnement, de l'Aménagement du Territoire,
de la Mobilité et des Transports et du Bien-être animal,
C. DI ANTONIO

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2017/202097]

9. MÄRZ 2017 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle und des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA)

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 27. Juni 1996 über die Abfälle, Artikel 8bis, eingefügt durch das Dekret vom 20. Dezember 2001 und abgeändert durch das Dekret vom 22. März 2007 und das Dekret vom 10. Mai 2002, und Artikel 52, ersetzt durch das Dekret vom 5. Juni 2008;

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung, Artikel 4, abgeändert durch die Dekrete vom 24. Oktober 2013 und 13. März 2014, Artikel 5, Artikel 7, abgeändert durch das Dekret vom 22. November 2007, Artikel 8, abgeändert durch das Dekret vom 24. Oktober 2013, und Artikel 9;

Aufgrund des Buches I des Umweltgesetzbuches, Artikel D.82 bis D.92, D.138, D.139, D.151;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA);

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle;

Aufgrund der am 18. April 2016 abgegebenen Stellungnahme der Kommission für Abfälle;

Aufgrund der am 15. April 2016 abgegebenen Stellungnahme des Städte- und Gemeindeverbands;

Aufgrund des fehlenden Gutachtens des Staatsrats binnen der erforderlichen Frist in Anwendung von Artikel 84 § 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte;

In Erwägung der Richtlinie 2013/56/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. November 2013 zur Abänderung der Richtlinie 2006/66/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 6. September 2006 über Batterien und Akkumulatoren sowie Altbatterien und Altakkumulatoren (...) und zur Aufhebung der Entscheidung 2009/603/EG der Kommission;

Auf Vorschlag des Ministers für Umwelt;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle*

Artikel 1 - Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 23. September 2010 zur Einführung einer Pflicht zur Rücknahme bestimmter Abfälle, abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 23. Dezember 2010, wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffer 5 wird durch Folgendes ersetzt:

5° *Vertreiber*: jede natürliche oder juristische Person, die in der Wallonischen Region ein Erzeugnis einem oder mehreren Einzelhändlern auf dem Markt zur Verfügung stellt.“;

b) die Ziffer 7 wird durch Folgendes ersetzt:

7° *Vermarktung*: die erste gewerbsmäßige Zurverfügungstellung eines Erzeugnisses auf dem Markt in dem Hoheitsgebiet. Unter Zurverfügungstellung versteht man jede entgeltliche oder unentgeltliche Lieferung eines Erzeugnisses, das dazu bestimmt ist, im Rahmen einer Handelstätigkeit auf dem Markt vertrieben, verbraucht oder benutzt zu werden.“;

c) die Ziffer 23 wird durch Folgendes ersetzt:

23° *Elektro- und Elektronikgeräte*: Geräte, die mittels elektrischen Stroms oder eines elektromagnetischen Felds funktionieren, sowie die zur Erzeugung, Übertragung und Messung dieses Stroms oder dieser Felder bestimmten Geräte, die zu einer Benutzung mit einer Spannung unter 1.000 Volt für Wechselstrom und unter 1.500 Volt für Gleichstrom konzipiert sind.“;

d) eine Ziffer 25 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

25° *häusliche Elektro- und Elektronik-Altgeräte*: die Elektro- und Elektronik-Altgeräte aus Haushalten im Sinne von Artikel 2 Ziffer 44 des Dekrets. Abfälle aus Geräten, die sowohl durch Haushalte als durch andere Nutzer als Haushalte, benutzt werden können, gelten als häusliche Elektro- und Elektronik-Altgeräte.“;

e) unter Ziffer 38 wird in der französischen Fassung das Wort "donc" durch das Wort "dont" ersetzt;

f) der Artikel wird um die Ziffern 50 und 51 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

50° *Finanzierungsvereinbarung*: ein Kredit-, Leasing-, Miet- oder Ratenkaufvertrag oder eine derartige Vereinbarung über ein Gerät, unabhängig davon, ob die Bedingungen dieses Vertrags oder dieser Vereinbarung oder eines Zusatzvertrags oder einer Zusatzvereinbarung vorsehen, dass eine Übertragung des Eigentums an diesem Gerät stattfindet oder stattfinden kann;

51° *Kollektivsystem*: ein kollektives System zur Durchführung der Rücknahmepflicht nach Artikel 4 § 1 Ziffer 2 und 3.“.

Art. 2 - Artikel 4 § 1 Absatz 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Gedankenstriche werden durch die Zahlen 1 bzw. 2 bzw. 3 ersetzt;

2° im ersten Gedankenstrich werden die Wörter "im Rahmen" durch "entweder im Rahmen" ersetzt, und im zweiten Gedankenstrich wird das Wort "entweder" durch das Wort "oder" ersetzt.

Art. 3 - In Artikel 6 §§ 2 und 3 desselben Erlasses werden die Wörter "an eine zugelassene Einrichtung oder an eine Verwaltungsinstanz" durch die Wörter "an ein Kollektivsystem" ersetzt.

Art. 4 - Artikel 15 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) eine Ziffer 17 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

"17° bezieht sich die Rücknahmepflicht auf Haushaltsabfälle, mit den örtlich für die Bewirtschaftung der Haushaltsabfälle öffentlich-rechtlichen juristischen Personen die geeigneten Verfahren für die Sammlung zu bestimmen, um den in Sachen Sammlung bereits bestehenden Diensten und Infrastrukturen Rechnung zu tragen;"

b) der Paragraph wird um eine Ziffer 19 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"19° die Beschränkung der mit den direkt oder indirekt zu Lasten der Verbraucher gezahlten Beiträgen gebildeten Rücklagen und Rückstellungen, und die Bestimmungen, die einzuhalten sind, wenn diese Höchstwerte überschritten werden."

Art. 5 - In Artikel 22 § 4 Absatz 1 desselben Erlasses wird "17" durch "19" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 27 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 27 - Jeder Hersteller von Batterien und Akkumulatoren lässt sich registrieren und erhält eine Registrierungsnummer.

Die Registrierung jedes Herstellers wird im Falle eines individuellen Abfallbewirtschaftungsplans von der Verwaltung, und im Falle eines Kollektivsystems von der zugelassenen Einrichtung oder der Verwaltungsinstanz vorgenommen. Die im Falle eines individuellen Systems mitgeteilten Angaben können in demselben System wie die im Falle der Teilnahme an einem Kollektivsystem registrierten Angaben registriert werden.

Die Registrierung umfasst die folgenden Angaben:

1° den Namen des Herstellers sowie ggf. die Handelsbezeichnungen, unter denen er seine Aktivitäten ausübt;

2° seine vollständige(n) Anschrift(en) sowie die URL-Adresse, die Telefonnummer, die Angabe der Kontaktperson und ggf. die Faxnummer und E-Mail-Adresse;

3° die Art der vermarkteten Batterien und Akkumulatoren: Gerätebatterien und -akkumulatoren, Industriebatterien und -akkumulatoren, Fahrzeugbatterien und -akkumulatoren;

4° Angaben über die Art und Weise, wie der Hersteller seine Verantwortungen einhält, im Rahmen eines individuellen oder eines Kollektivsystems;

5° das Datum des Registrierungsantrags;

6° den nationalen Erkennungscode des Herstellers;

7° die Erklärung zur Bestätigung, dass die mitgeteilten Informationen der Wirklichkeit entsprechen.

Jede Änderung dieser Angaben, einschließlich jeder Einstellung der Aktivität, für welche eine Registrierung erforderlich ist, wird innerhalb des Monats nach ihrem Auftreten vom Hersteller mitgeteilt.

Registrierungsrechte oder -gebühren können auferlegt werden, insofern sie je nach den Kosten berechnet werden, und mit diesen Kosten im Verhältnis stehen. Im Falle eines Kollektivsystems wird die Berechnungsmethode der Verwaltung mitgeteilt."

Art. 7 - Artikel 28 Absatz 1 desselben Erlasses wird um eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"4. den Nutzern und qualifizierten und unabhängigen Fachleuten die Anweisungen mitzuteilen, um die Gerätebatterien und -akkumulatoren einfach und ohne Gefahr zu entfernen."

Art. 8 - In Artikel 80 Absatz 1 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Wörter "im Sinne vorliegenden Erlasses" werden durch die Wörter "im Sinne vorliegenden Kapitels" ersetzt;

b) nach Ziffer 1 wird eine Ziffer *1bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"1°*bis* Fahrzeug: alle in Anhang II, Teil A der Richtlinie 70/156/EG definierten Fahrzeuge der Kategorien M1 oder N1, sowie die in der Richtlinie 92/61/EG definierten dreirädrigen Fahrzeuge, jedoch mit Ausnahme der dreirädrigen Kraftfahrzeuge;"

c) in Ziffer 1 Absatz 1 Buchstabe a) wird das Wort "Prüfbescheinigung" durch die Wörter "technischen Kontrolle" ersetzt;

d) in Ziffer 1 Absatz 1 Buchstabe c) werden die Wörter "das seit zwei Jahren im Verzeichnis der Motorfahrzeuge und der Anhänger wegen einer Totalverlusterklärung blockiert geblieben ist." gestrichen und durch folgende Wörter ersetzt: "das sich in einer Lage des technischen Totalverlusts befindet, außer wenn der Halter oder Eigentümer innerhalb des Monats den Beweis liefert, dass ein Rehabilitierungsverfahren eingeleitet worden ist";

e) in Ziffer 1 Absatz 1 wird nach dem Buchstaben c) ein Buchstabe d) mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"d) dessen Eigentümer oder Halter nicht imstande ist, innerhalb des Monats einen der folgenden Nachweise zu erhalten oder vorzulegen:

- eine gültige Zulassung;

- eine durch eine mit der technischen Kontrolle beauftragte Einrichtung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ausgestellte gültige technische Kontrolle, oder die Prüfbescheinigung, deren Gültigkeitsdatum seit höchstens zwei Jahren abgelaufen ist, insofern das Fahrzeug nach der Gesetzgebung über die technischen Bedingungen, die von den Kraftfahrzeugen, deren Anhängern und Bauteilen, sowie deren Sicherheitszubehör zu erfüllen sind, darüber verfügen muss;"

f) in Ziffer 1 Absatz 2 wird Buchstabe c) gestrichen, und wird ein Buchstabe g) mit folgendem Wortlaut nach dem Buchstaben f) eingefügt:

"g) das Fahrzeug, das in Motorsportaktivitäten benutzt wird, dessen Scheiben und Innengarnitur demontiert worden sind, und wenn es über eine Sicherheitszelle verfügt;"

g) in Ziffer 1 wird ein Absatz 3 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Auf Vorschlag der Verwaltung kann der Minister durch Erlass die Kriterien des technischen Totalverlusts der insbesondere für den Export bestimmten Fahrzeuge festlegen."

Art. 9 - In Artikel 82 § 2 Absatz 5 desselben Erlasses werden die Wörter "Bescheinigung der technischen Kontrolle" durch "durch eine mit der technischen Kontrolle beauftragte Einrichtung eines Mitgliedstaates der Europäischen Union ausgestellten gültigen technischen Kontrolle" ersetzt. In demselben Paragraphen werden die Wörter "der Konformitätsbescheinigung" und "dem Identifizierungsschild" gestrichen.

Art. 10 - Artikel 96 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) in Paragraph 1 Ziffer 2 werden die Wörter "Für die in neuen Fahrzeugen eingebauten Ausstattungen ist der Rücknahmepflichtige der Erzeuger der besagten Fahrzeuge" gestrichen;

b) Der Paragraph 1 wird um die Ziffern 3, 4, 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11 und 12 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

3° ortsfeste industrielle Großwerkzeuge: eine groß angelegte Anordnung von Maschinen, Geräten und/oder Bauteilen, die für eine bestimmte Anwendung gemeinsam eine Funktion erfüllen, die von Fachpersonal dauerhaft an einem bestimmten Ort installiert und abgebaut werden und die von Fachpersonal in einer industriellen Fertigungsanlage oder einer Forschungs- und Entwicklungsanlage eingesetzt und instand gehalten werden;

4° ortsfeste Großanlage: eine groß angelegte Kombination von Geräten unterschiedlicher Art und gegebenenfalls weiteren Einrichtungen, die

a) von Fachpersonal montiert, installiert und abgebaut werden;

b) dazu bestimmt sind, auf Dauer als Teil eines Gebäudes oder Bauwerks an einem vorbestimmten und eigens dafür vorgesehenen Standort betrieben zu werden, und

c) nur durch die gleichen speziell konstruierten Geräte ersetzt werden können;

5° mobile Maschinen, die nicht für den Straßenverkehr bestimmt sind: Maschinen mit eigener Energieversorgung, die beim Betrieb entweder beweglich sein müssen oder kontinuierlich oder halbkontinuierlich zu verschiedenen festen Betriebsorten bewegt werden müssen;

6° medizinisches Gerät: ein Medizinprodukt oder ein Zubehör im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe a bzw. Buchstabe b der Richtlinie 93/42/EWG des Rates vom 14. Juni 1993 über Medizinprodukte, das ein Elektro- oder Elektronikgerät ist;

7° In-vitro-Diagnostikum: ein In-vitro-Diagnostikum oder ein Zubehör im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe b bzw. Buchstabe c der Richtlinie 98/79/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Oktober 1998 über In-vitro-Diagnostika, das ein Elektro- oder Elektronikgerät ist;

8° aktives implantierbares medizinisches Gerät: ein aktives implantierbares medizinisches Gerät im Sinne von Artikel 1 Absatz 2 Buchstabe c der Richtlinie 90/385/EWG des Rates vom 20. Juni 1990 zur Angleichung der Rechtsvorschriften der Mitgliedstaaten über aktive implantierbare medizinische Geräte, das ein Elektro- oder Elektronikgerät ist;

9° Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten: jede natürliche oder juristische Person, die, unabhängig von der Verkaufsmethode, einschließlich des Fernabsatzes

a) auf belgischem Hoheitsgebiet niedergelassen ist und Elektro- und Elektronikgeräte unter ihrem eigenen Namen oder Warenzeichen herstellt oder Elektro- und Elektronikgeräte konzipieren oder herstellen lässt und sie unter ihrem Namen oder Warenzeichen innerhalb des Hoheitsgebiets vermarktet;

b) auf belgischem Hoheitsgebiet niedergelassen ist und in diesem Hoheitsgebiet Geräte anderer Anbieter unter ihrem eigenen Namen oder Warenzeichen weiterverkauft, wobei der Weiterverkäufer nicht als "Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten" anzusehen ist, sofern der Markenname des Herstellers gemäß Buchstabe a auf dem Gerät erscheint;

c) auf belgischem Hoheitsgebiet niedergelassen ist und auf dem Markt Elektro- und Elektronikgeräte aus einem Drittland oder aus einem anderen EU-Mitgliedstaat gewerblich in Verkehr bringt;

d) im Hoheitsgebiet mit Hilfe der Fernkommunikationstechnik direkt an private Haushalte oder andere Nutzer als private Haushalte Elektro- und Elektronikgeräte vertreibt und in einem anderen EU-Mitgliedstaat oder in einem Drittland niedergelassen ist.

Wer ausschließlich aufgrund oder im Rahmen einer Finanzierungsvereinbarung Mittel bereitstellt, und die mit dem Eigentum verbundenen Vor- und Nachteile nicht trägt, gilt nicht als Hersteller, sofern er nicht auch als Hersteller im Sinne der Buchstaben a) bis d) auftritt;

10° Vertreiber: jede natürliche oder juristische Person in der Lieferkette, die Elektro- und Elektronikgeräte auf dem Markt bereitstellt;

11° Verwertungsquote: die für jede Kategorie von Elektro- und Elektronikgeräten berechnete Zahl, indem das Gewicht der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die zwecks einer ordnungsgemäßen Behandlung nach Abschnitt 4 der Verwertungs- oder Recyclinganlage zugeführt werden, einschließlich der Zubereitung zwecks der Wiederverwendung, durch das Gewicht der gesamten Elektro- und Elektronik-Altgeräte geteilt wird, die für jede Kategorie getrennt gesammelt werden, wobei diese Zahl in Prozent ausgedrückt wird;

12° Entfernen: die manuelle, mechanische, chemische oder metallurgische Bearbeitung, in deren Folge im Laufe des Behandlungsverfahrens gefährliche Stoffe, Gemische oder Bestandteile in einem unterscheidbaren Strom erhalten werden oder einen unterscheidbaren Teil eines Stromes bilden. Stoffe, Gemische oder Bestandteile gelten dann als unterscheidbar, wenn sie überwacht werden können, um ihre umweltgerechte Behandlung zu überprüfen.;"

c) Paragraph 2 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 2. Die Rücknahmepflicht gilt für die nachstehend definierten Elektro- und Elektronikgeräte, unter Ausschluss der in neue Fahrzeuge eingebauten Ausstattungen, auf welche die Regeln in Sachen Rücknahmepflicht für Altfahrzeuge anwendbar sind:

1° bis zum 14. August 2018: die Elektro- und Elektronikgeräte, die zu den in Anhang IA aufgelisteten Kategorien gehören. Der Anhang IB enthält eine informative Liste der Elektro- und Elektronikgeräte, die zu den Kategorien gehören, die in Anhang IA aufgelistet werden;

2° ab dem 15. August 2018: alle Elektro- und Elektronikgeräte. Diese werden den in Anhang IIA aufgelisteten Kategorien zugeordnet. Der Anhang IIB enthält eine nicht erschöpfende Liste der Elektro- und Elektronikgeräte, die zu den Kategorien gehören, die in Anhang IIA aufgelistet werden.;"

d) der Artikel wird um die Paragraphen 3 und 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 3. Abweichend von Paragraph 2 gilt die Rücknahmepflicht nicht für die folgenden Elektro- und Elektronikgeräte:

1° Geräte, die mit dem Schutz der wesentlichen Sicherheitsinteressen des Staates in Zusammenhang stehen, Waffen, Munition und Kriegsggerät, es sei denn, die Geräte sind nicht für speziell militärische Zwecke bestimmt;

2° Geräte, die speziell als Teil eines anderen Gerätetyps, der vom Geltungsbereich der Rücknahmepflicht ausgenommen ist oder nicht in den Geltungsbereich dieser Pflicht fällt, konzipiert und darin eingebaut sind und ihre Funktion nur als Teil dieses anderen Geräts erfüllen können;

3° Glühlampen.

§ 4. Abweichend von Paragraph 2 Ziffer 2 gilt die Rücknahmepflicht nicht für die folgenden Elektro- und Elektronikgeräte:

1° Ausrüstungsgegenstände für einen Einsatz im Weltraum;

2° ortsfeste industrielle Großwerkzeuge;

3° ortsfeste Großanlagen, ausgenommen Geräte, die nicht speziell als Teil dieser Anlagen konzipiert und darin eingebaut sind;

4° Verkehrsmittel zur Personen- oder Güterbeförderung mit Ausnahme von elektrischen Zweirad-Fahrzeugen, die nicht typgenehmigt sind;

5° bewegliche Maschinen, die nicht für den Straßenverkehr bestimmt sind und ausschließlich zur professionellen Nutzung zur Verfügung gestellt werden;

6° Geräte, die ausschließlich zu Zwecken der Forschung und Entwicklung speziell entworfen wurden und nur auf zwischenbetrieblicher Ebene bereitgestellt werden;

7° medizinische Geräte und In-vitro-Diagnostika, wenn zu erwarten ist, dass diese vor Ablauf ihrer Lebensdauer infektiös werden, und aktive implantierbare medizinische Geräte.

Art. 11 - In Artikel 97 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

1° in Paragraph 1 werden die Wörter "und diejenigen, für welche der Hersteller nicht bekannt ist," gestrichen;

2° in Paragraph 3 wird zwischen die Absätze 1 und 2 ein Absatz mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Was die Abfälle aus häuslichen Elektro- und Elektronik-Geräten betrifft, ist jeder Hersteller für die Finanzierung der Übernahme der Abfälle aus seinen eigenen Erzeugnissen verantwortlich." ;

3° Paragraph 4 wird durch Folgendes ersetzt:

" § 4. Beim Inverkehrbringen eines Erzeugnisses stellt jeder Hersteller eine Garantie, aus der sich ergibt, dass die Finanzierung der Entsorgung aller Elektro- und Elektronik-Altgeräte gewährleistet wird. Diese Garantie stellt sicher, dass die Sammlung, Behandlung, Verwertung und umweltgerechte Beseitigung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte häuslicher Herkunft, die den Sammlungscentren zugeführt werden, und dieses Erzeugnis betreffen, finanziert werden. Die Garantie kann in der Form einer Beteiligung des Herstellers an einem System zur Finanzierung der Entsorgung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, einer Recyclingversicherung oder eines gesperrten Bankkontos bestehen." ;

4° der Artikel wird um die Paragraphen 5 und 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 5. Der Umweltbeitrag zur Deckung der Kosten in Bezug auf die Umsetzung der Rücknahmepflicht für die Abfälle häuslicher Herkunft ist auf den Rechnungen zwischen den verschiedenen Beteiligten der Vermarktungskette sowie an der Verkaufsstelle für den Endverbraucher ersichtlich. Der Beitrag ist auf den Rechnungen zwischen den verschiedenen Beteiligten der Kette für Abfälle beruflicher Herkunft ersichtlich, außer wenn eine speziell von der Verwaltung begründete Abweichung vorliegt. Die so ausgewiesenen Kosten entsprechen der bestmöglichen Einschätzung der tatsächlich getragenen Kosten.

§ 6. Die Rücknahmepflichtigen treffen die erforderlichen Maßnahmen, um zu gewährleisten, dass geeignete Mechanismen oder Erstattungsverfahren entwickelt werden, mit deren Hilfe die Umweltbeiträge an die Vertrieber und Einzelhändler rückerstattet werden können, wenn Elektro- und Elektronikgeräte exportiert werden, um sie außerhalb des belgischen Hoheitsgebiets in Verkehr zu bringen. Diese Mechanismen oder Verfahren können von den Herstellern und von in ihrem Namen tätigen Dritten im Einvernehmen mit den betroffenen Vertriebern und Einzelhändlern oder ihren Vertretern entwickelt werden."

Art. 12 - Artikel 98 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) ein Absatz mit folgendem Wortlaut wird zwischen die Absätze 1 und 2 eingefügt:

"Der Rücknahmepflichtige sorgt dafür, dass die zwecks der Wiederverwendung vorzubereitenden Elektro- und Elektronik-Altgeräte an der Sammlungs- oder Zusammenstellungsstelle aufgrund einer visuellen Vorauswahl von den anderen selektiv gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräten getrennt werden. Zwecks dieser Trennung kann eine Fachkraft des Wiederverwendungssektors herangezogen werden. Die visuelle Vorauswahl zwecks der Wiederverwendung sowie die anschließende Vorbereitung zur Wiederverwendung müssen in Übereinstimmung mit Anhang III des vorliegenden Erlasses stattfinden." ;

b) In dem neuen Absatz 3 wird der Satz "Im Falle einer zugelassenen Einrichtung oder einer Umweltvereinbarung fügt die Verwaltungsinstanz in das Dokument, das die Kommunikationsmaßnahmen enthält, eine Leitlinie zur Sensibilisierung für die Vermeidung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten ein." durch folgenden Satz ersetzt: "Die Kommunikationsmaßnahmen umfassen Leitlinien zur Sensibilisierung für die Vermeidung von Abfällen aus Elektro- und Elektronik-Geräten und zur Wiederverwendung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten. Für jeden Wirtschaftsbereich kann der Rücknahmepflichtige die Verpflichtungen in Sachen Vermeidung und Wiederverwendung durch Vereinbarung einer juristischen Drittperson anvertrauen, die ihn für seine Verpflichtungen ersetzt."

Art. 13 - In Artikel 99 desselben Erlasses wird Absatz 2 um folgende Wörter ergänzt: "und/oder die Sicherheitsanforderungen" ..

Art. 14 - Artikel 100 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 100 - Die Abfälle aus häuslichen und beruflichen Elektro- und Elektronik-Geräten werden getrennt gesammelt und behandelt.

Die Abfälle aus Elektro- und Elektronik-Geräten werden getrennt von den anderen Abfällen gesammelt; dies betrifft in erster Linie Wärmeüberträger, die Ozon abbauende Stoffe und fluoridierte Treibhausgase enthalten, Lampen, die Quecksilber enthalten, Photovoltaikmodule und kleine Geräte, die in Anhang IIA, Kategorien 5 und 6 angeführt werden."

Art. 15 - In Artikel 101 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

2° Paragraph 1 Absatz 1 wird um folgenden Satz ergänzt:

"Diese Bestimmung gilt auch bei Hauslieferung und Fernabsatz";

2° der erste Satz von Paragraph 1 Absatz 2 wird durch folgenden Satz ersetzt: "Der Einzelhändler behält die Elektro- und Elektronik-Altgeräte, so wie sie ihm durch die Verbraucher abgegeben worden sind, um sie dem Vertrieber, dem Containerpark, dem regionalen Umschlagzentrum oder dem vom Rücknahmepflichtigen, von der zugelassenen Einrichtung oder der Verwaltungsinstanz bestimmten oder anerkannten Betreiber anzuvertrauen." ;

3° Paragraph 1 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"In Einzelhandelsgeschäften, die über den Elektro- und Elektronikgeräten gewidmeten Verkaufsflächen verfügen, die mindestens vierhundert Quadratmeter groß sind, oder in ihrer unmittelbaren Umgebung, organisieren die Vertrieber eine für die Endnutzer bestimmte, kostenlose und ohne Kaufverpflichtung stattfindende Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, deren Außenabmessungen fünfundzwanzig Zentimeter nicht überschreiten, außer wenn eine von der Verwaltung gebilligte und öffentlich bekannt gegebene Bewertung den Nachweis erbringt, dass andere bereits bestehende oder künftige Sammelsysteme mindestens ebenso effizient sein können. Die Hersteller von

Elektro- und Elektronikgeräten stellen geeignete, für die Sammlung bestimmte Behälter kostenlos zur Verfügung, die der Vertreiber an einer gut sichtbaren Stelle seines Verkaufsbereichs aufstellt. Die gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte werden gemäß Abschnitt 4 behandelt.”;

4° in Paragraph 3 werden die Wörter “sowie den sicheren Einschluss von gefährlichen Stoffen” zwischen “recycelt werden können,” und “zu ermöglichen” eingefügt.;

5° der Artikel wird um einen Paragraphen 6 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 6. Die in den Paragraphen 1 bis 5 erwähnte Rücknahme der häuslichen Elektro- und Elektronik-Altgeräte ist kostenlos, solange die folgenden Bedingungen eingehalten werden:

1° das Gerät enthält alle Teile, die zu seinem Betrieb notwendig sind;

2° das Gerät enthält keine anderen Abfälle, die dem Elektro- und Elektronik-Altgerät fremd sind;

3° das Gerät weist keine Kontamination auf, die eine Gefahr für die Gesundheit und Sicherheit des Personals an den Sammlungsstellen aufweist, unter Berücksichtigung der anwendbaren Vorschriften.

Wenn die Bedingung nach Ziffer 1 nicht erfüllt ist, können die Kosten hinsichtlich des fehlenden Teils Gegenstand einer Verhandlung sein.

Solange die Bedingungen nach Ziffer 2 oder 3 nicht erfüllt sind, kann das Gerät verweigert werden.

Die Hersteller können mit den Nutzern, die keine Haushalte sind, andere geeignete Finanzierungsmethoden vereinbaren, ggf. einschließlich der Ermäßigung des Umweltbeitrags im Verhältnis zu den übernommenen Kosten.”.

Art. 16 - In Artikel 102 § 2 desselben Erlasses werden die Wörter “sowie den sicheren Einschluss von gefährlichen Stoffen” zwischen “recycelt werden können,” und “zu ermöglichen” eingefügt.

Art. 17 - Artikel 103 § 1 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: “Vor dem 1. Januar 2013 erreichen die Rücknahmepflichtigen, d.h. sowohl diejenigen, die am Kollektivsystem teilnehmen als diejenigen, die einen individuellen Bewirtschaftungsplan haben, eine globale Mindestsammelquote für häusliche Elektro- und Elektronik-Altgeräte von 7 kg pro Jahr je Einwohner und von 33 % der im selben Jahr in der Wallonischen Region vermarkteten Geräte.”

2° Paragraph 1 wird um zwei weitere Absätze mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“Die jährlich zu erreichende Mindestsammelquote wird für 2016 auf fünfundvierzig, und für 2018 auf fünfundfünfzig Prozent festgelegt. Sie wird auf der Grundlage des Gesamtgewichts der im Laufe eines bestimmten Jahres gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte berechnet und wird als Prozentsatz des durchschnittlichen Gewichts der im Laufe der vorherigen drei Jahre in der Wallonischen Region vermarkteten Elektro- und Elektronikgeräte ausgedrückt.

Ab dem Jahre 2019 wird die jährlich zu erreichende Mindestsammelquote auf fünfundsechzig Prozent des durchschnittlichen Gewichts der im Laufe der vorherigen drei Jahre in der Wallonischen Region vermarkteten Elektro- und Elektronikgeräte oder auf fünfundachtzig Prozent des Gewichts der erzeugten Elektro- und Elektronik-Altgeräte festgelegt.”.

Art. 18 - Artikel 104 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Paragraph 1 wird durch Folgendes ersetzt:

“ § 1. Für jede Art neuer Elektro- und Elektronikgeräte, die auf den Markt gebracht wird, übermittelt der Hersteller oder die in dessen Auftrag handelnde Drittperson innerhalb einer Frist von einem Jahr nach der Vermarktung des Geräts auf Antrag und kostenlos den Wiederverwendungseinrichtungen, Behandlungs- und Recyclinganlagen und zuständigen Behörden die Informationen über die Wiederverwendung und Behandlung der Elektro- und Elektronikgeräte. Diese Informationen betreffen, im Rahmen der Notwendigkeit, die verschiedenen Bauteile und Werkstoffe, die sich in den Elektro- und Elektronikgeräten befinden, die Energiezeichen, die Stellen in diesen Geräten, wo sich die gefährlichen Stoffe oder Mischungen befinden, und die Lokalisierung und Behebung der Betriebsstörungen über die Mindestgarantiezeit. Diese Informationen werden insbesondere durch Handbücher oder elektronische Medien übermittelt.”;

2° der Artikel wird um einen Paragraphen 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“ § 3. Die Rücknahmepflichtigen organisieren mindestens zweimal pro Jahr in dem Hoheitsgebiet der Wallonie, im Beisein der Verwaltung, eine Konzertierung mit den Behandlungs- und Wiederverwendungszentren und ihren Berufsverbänden und repräsentativen Organen, um die Wiederverwendung und das Recycling der Elektro- und Elektronik-Altgeräte zu verbessern und die Wertschwankungen der Werkstoffe in den Verträgen besser zu berücksichtigen.

Art. 19 - Artikel 105 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° die Paragraphen 2, 3 und 4 werden durch das Folgende ersetzt:

“Es werden mindestens folgende Werkstoffe, Gemische und Bestandteile aus jedem gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgerät entfernt:

- PCB-haltige Kondensatoren;
- quecksilberhaltige Bauteile, wie Schalter oder Lampen mit Hintergrundbeleuchtung;
- Batterien und Akkumulatoren;
- Leiterplatten von Mobiltelefonen generell sowie von sonstigen Geräten, wenn die Oberfläche der Leiterplatte größer ist als 10 Quadratzentimeter;
- Tonerkartuschen, flüssig und pastös, und Farbtoner;
- Kunststoffe, die bromierte Flammschutzmittel enthalten;
- Asbestabfall und Bauteile, die Asbest enthalten;
- Kathodenstrahlröhren;
- Fluorchlorkohlenwasserstoffe (FCKW), teilhalogenierte Fluorchlorkohlenwasserstoffe (H-FCKW) oder teilhalogenierte Fluorkohlenwasserstoffe (H-FKW), Kohlenwasserstoffe (KW);
- Entladungslampen;
- Flüssigkristallanzeigen (gegebenenfalls zusammen mit dem Gehäuse) mit einer Oberfläche von mehr als 100 Quadratzentimetern und hintergrundbeleuchtete Anzeigen mit Gasentladungslampen;
- externe elektrische Leitungen;
- Bauteile, die feuerfeste Keramikfasern enthalten;

- Bauteile, die radioaktive Stoffe enthalten, ausgenommen Bauteile, die die Freigrenzen nach Artikel 3 sowie Anhang I der Richtlinie 96/29/Euratom des Rates vom 13. Mai 1996 zur Festlegung der grundlegenden Sicherheitsnormen für den Schutz der Gesundheit der Arbeitskräfte und der Bevölkerung gegen die Gefahren durch ionisierende Strahlungen nicht überschreiten.

- Elektrolyt-Kondensatoren, die bedenkliche Stoffe enthalten (Höhe > 25 mm; Durchmesser: > 25 mm oder proportional ähnliches Volumen);

- alle Flüssigkeiten.

§ 3. Die folgenden Werkstoffe werden aus den Bestandteilen der gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte entfernt:

1° Kathodenstrahlröhren; die fluoreszierende Beschichtung wird entfernt;

2° Geräte, die Gase enthalten, die ozonschädigend sind oder ein Erderwärmungspotenzial (GWP) von mehr als 15 haben, wie z.B. Schaum und Kühlkreisläufe: diese Gase werden nach einer geeigneten Methoden entfernt und behandelt. Gase, die ozonschädigend sind, werden gemäß der Verordnung (EG) Nr. 1005/2009 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 16. Juni 2009 über Stoffe, die zum Abbau der Ozonschicht führen, behandelt;

3° Entladungslampen: das Quecksilber wird entfernt.

§ 4. Die Methoden nach § 2 und § 3 sind so anzuwenden, dass die Zubereitung zwecks der umweltgerechten Wiederverwendung und des umweltgerechten Recyclings von Bauteilen oder ganzen Geräten nicht behindert wird.;"

2° Paragraf 5 wird aufgehoben;

3° der Artikel wird um die Paragraphen 6 und 7 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

" § 6. Die Rücknahmepflichtigen, d.h. sowohl diejenigen, die am Kollektivsystem teilnehmen als diejenigen, die einen individuellen Bewirtschaftungsplan haben, erreichen die folgenden Mindestzielsetzungen je nach der Kategorie von der Rücknahmepflicht unterworfenen Elektro- und Elektronik-Geräten. Diese Zielsetzungen werden im Verhältnis zu dem durchschnittlichen Gewicht je auf den Markt gebrachtes Gerät berechnet.

1° Mindestzielsetzungen, die je nach Kategorie ab dem 13. August 2012 bis zum 14. August 2015 für die unter Anhang IA aufgelisteten Kategorien gelten:

a) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 1 oder 10 von Anhang IA:

(1) 80 % werden verwertet;

(2) 75 % werden recycelt;

b) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 3 oder 4 von Anhang IA:

(1) 75 % werden verwertet;

(2) 65 % werden recycelt;

c) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 2, 5, 6, 7, 8 oder 9 von Anhang IA:

(1) 70 % werden verwertet;

(2) 50 % werden recycelt;

d) für die Entladungslampen: 80 % werden recycelt.

2° Mindestzielsetzungen, die je nach Kategorie ab dem 15. August 2015 bis zum 14. August 2018 für die unter Anhang IA aufgelisteten Kategorien gelten:

a) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 1 oder 10 von Anhang IA:

(1) 85 % werden verwertet;

(2) 85 % werden zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet und recycelt;

b) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 3 oder 4 von Anhang IA:

(1) 80 % werden verwertet;

(2) 75 % werden zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet und recycelt;

c) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 2, 5, 6, 7, 8 oder 9 von Anhang IA:

(1) 75 % werden verwertet;

(2) 70 % werden zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet und recycelt;

d) für die Entladungslampen: 80 % werden recycelt.

3° Mindestzielsetzungen, die ab dem 15. August 2018 für die unter Anhang IIA aufgelisteten Kategorien gelten:

a) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 1 oder 4 von Anhang IIA:

(1) 85 % werden verwertet;

(2) 80 % werden zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet und recycelt;

b) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorie 2 von Anhang IIA:

(1) 80 % werden verwertet;

(2) 70 % werden zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet und recycelt;

c) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorien 5 oder 6 von Anhang IIA:

(1) 75 % werden verwertet;

(2) 70 % werden zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet und recycelt;

d) für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der Kategorie 3 von Anhang IIA: 80 % werden recycelt;

4° Mindestzielsetzung, die für die Elektro- und Elektronik-Altgeräte der unter Anhang IIA aufgelisteten Kategorien gilt: 2 % werden ab dem 1. Januar 2020 zwecks ihrer Wiederverwendung zubereitet und recycelt.

Die Erfüllung der Zielvorgaben wird berechnet, indem für jede Gerätekategorie das Gewicht der elektrischen oder elektronischen Altgeräte, die nach ordnungsgemäßer Behandlung im Hinblick auf Verwertung oder Recycling der Verwertungs- oder Recyclinganlage/Anlage zur Vorbereitung zur Wiederverwendung zugeführt werden, durch das Gewicht aller getrennt gesammelten Elektro- und Elektronik-Altgeräte dieser Gerätekategorie geteilt wird, ausgedrückt als prozentualer Anteil.

Vorbereitende Maßnahmen einschließlich Sortierung und Lagerung vor der Verwertung bleiben im Hinblick auf die Erreichung dieser Zielvorgaben unberücksichtigt.

§ 7. Im Hinblick auf die Berechnung dieser Zielvorgaben führen die Rücknahmepflichtigen oder die in ihrem Namen handelnden Dritten Aufzeichnungen über das Gewicht der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, ihrer Bauteile, Werkstoffe und Stoffe, wenn diese das Sammelzentrum verlassen, Behandlungsanlagen zugeführt werden und diese verlassen und der Verwertungs- oder Recyclinganlage/Anlage zur Vorbereitung zur Wiederverwendung zugeführt werden.

Die Rücknahmepflichtigen führen Aufzeichnungen über das Gewicht der Erzeugnisse und Werkstoffe, wenn diese die Verwertungs- oder Recyclinganlage/Anlage zur Vorbereitung zur Wiederverwertung verlassen.“

Art. 20 - Artikel 106 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 106 - § 1. Die Rücknahmepflichtigen bestimmen die Modalitäten für die Übermittlung der Daten nach den folgenden Paragrafen im Einvernehmen mit den Vertreibern von Elektro- und Elektronik-Geräten, mit den Sammlern von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, mit den Abfallhändlern und -maklern, mit den Behandlungszentren, mit den Zentren für die Vorbereitung im Hinblick auf die Wiederverwendung und den Notifizierenden im Sinne der Verordnung (EG) Nr. 1013/2006. Diese Modalitäten garantieren die Vertraulichkeit der persönlichen Daten und sehen den Zugang zu einer unabhängigen, gemäß der Norm ISO 17020 akkreditierten Kontrolleinrichtung, sowie zur Verwaltung vor.

Die in den nachstehenden Paragrafen genannten Daten werden dem Rücknahmepflichtigen oder der von ihm zu diesem Zweck bevollmächtigten Organisation übermittelt.

§ 2. Vor dem 20. April eines jeden Jahres übermitteln die Vertreter von Elektro- und Elektronik-Geräten, für jeden Betriebssitz, die folgenden Daten betreffend das vorherige Jahr:

1° ihren Namen, ihre Unternehmensnummer, ihre vollständige Anschrift, ihre Telefon- und Faxnummer(n), ihre E-Mail-Adresse, den Namen der Kontaktperson;

2° die Mengen von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und in Zahlen, je nach Typ und Kategorie, die

- a) vom Hersteller im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt worden sind;
- b) einem Abfallsammler, -händler oder -makler übertragen worden sind;
- c) einem Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten übertragen worden sind;
- d) im Hinblick auf die Wiederverwendung vorbereitet worden sind, mit Angabe des wiederverwendeten Anteils;
- e) einem zugelassenen Recycling-Betrieb übertragen worden sind.

Wenn für einen der vorgenannten Vorgänge eine Drittperson herangezogen wird, werden der bestellten Organisation die kompletten Angaben zu dieser Drittperson übermittelt.

§ 3. Vor dem 20. April eines jeden Jahres übermitteln die Sammler von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, die Abfallhändler, die Abfallmakler, die Recycling-Betriebe und die Wiederverwendungszentren, für jeden Betriebssitz, die folgenden Daten betreffend das vorherige Jahr:

1° ihren Namen, ihre Unternehmensnummer, ihre Telefon- und Faxnummer(n), ihre E-Mail-Adresse, den Namen der Kontaktperson;

2° den NACE-Kode des Abfallerzeugers;

3° die Mengen von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und in Zahlen, je nach Typ (häusliche bzw. berufliche Abfälle) und Kategorie, die auf belgischem Hoheitsgebiet, innerhalb und außerhalb der EU

- a) im Namen und für Rechnung des Herstellers im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt worden sind;
- b) in einem anderen Rahmen, im Namen und für Rechnung des Herstellers gesammelt worden sind;
- c) einem Abfallsammler, -händler oder -makler übertragen worden sind;
- d) im Hinblick auf die Wiederverwendung vorbereitet worden sind, mit Angabe des wiederverwendeten Anteils;
- e) einem zugelassenen Recycling-Betrieb übertragen worden sind.

4° die Abfallmengen aus der Behandlung von gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten, ausgedrückt in Kilogramm, je nach Abfall und Kategorie, die recycelt, verwertet, energetisch verwertet und vergraben worden sind.

Wenn für einen der vorgenannten Vorgänge eine Drittperson herangezogen wird, werden der bestellten Organisation die kompletten Angaben zu dieser Drittperson übermittelt.

§ 4. Vor dem 20. April eines jeden Jahres übermittelt der Rücknahmepflichtige der Verwaltung, im Falle eines individuellen Bewirtschaftungsplans, oder der zu diesem Zweck bestellten Organisation, im Falle eines Kollektivsystems, für jeden Betriebssitz, die folgenden Daten betreffend das vorherige Jahr:

1° den nationalen Erkennungskode des Herstellers;

2° die Kategorie des Elektro- oder Elektronikgeräts, und die in der Wallonie vermarkteten Mengen, ausgedrückt in Kilogramm und in Zahlen;

3° die Mengen von Elektro- und Elektronik-Altgeräten, ausgedrückt in Kilogramm und in Zahlen, je nach Kategorie, die in der Wallonischen Region

- a) im Rahmen der Rücknahmepflicht gesammelt worden sind;
- b) einem Abfallsammler, -händler oder -makler übertragen worden sind;
- c) einem anderen Hersteller von Elektro- und Elektronikgeräten übertragen worden sind;
- d) im Hinblick auf die Wiederverwendung vorbereitet worden sind, mit Angabe des wiederverwendeten Anteils;
- e) einem zugelassenen Recycling-Betrieb übertragen worden sind.

4° die Abfallmengen aus der Behandlung von gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten, ausgedrückt in Kilogramm, je nach Abfall und Kategorie, die recycelt, verwertet, energetisch verwertet oder vergraben worden sind. Wenn für einen dieser Vorgänge eine Drittperson herangezogen wird, werden die unter § 3 Ziffer 1 angeführten Angaben ebenfalls für diese Drittperson mitgeteilt;

5° eine Liste der mit der Sammlung und Behandlung beauftragten Betreiber, der Akteure des Wiederverwendungssektors, sowie die Behandlungsverfahren und ihre Beschreibung, mit Ausnahme der Daten vertraulicher Art;

6° die eingeleiteten Maßnahmen zur Gewährleistung der Rückverfolgbarkeit der behandelten Ströme und zur Einhaltung der ökologischen und sozialen Zielsetzungen;

7° die getroffenen Maßnahmen zur:

- a) Verbesserung der Recyclingfähigkeit der vermarkteten Waren;
- b) Verringerung der Benutzung von Materialien, die gefährliche Stoffe enthalten;

c) Verwendung von Herstellungstechniken, die am wenigsten umweltschädlich sind;

d) Förderung von Einsparungen im Bereich der natürlichen Ressourcen und der Energie, sowohl bei der Herstellung als auch bei der Benutzung der Geräte;

8° im Falle eines Kollektivsystems, einen Bericht zur Bewertung der aufgrund der jährlichen Erklärungen der Mitglieder durchgeführten Kontrollen, und eine Liste der kontrollierten Mitglieder.

9° die in Kilogramm ausgedrückte, vorgesehene Menge der Elektro- und Elektronikgeräte, die während des laufenden Jahres in der Wallonischen Region zum Verbrauch gebracht werden, nach Art des Materials;

10° die Angaben zu den unternommenen Aktionen zur Sensibilisierung und Abfallvermeidung, und zu der Bewertung dieser Aktionen;

11° im Falle eines Kollektivsystems, die Liste der Rücknahmepflichtigen, die durch das Kollektivsystem gebunden sind, und den Betrag der Beiträge zur Deckung der Kosten für die Rücknahmepflicht.

Ein getrennter jährlicher Bericht wird für die häuslichen und beruflichen Elektro- und Elektronik-Altgeräte erstellt.

§ 5. Die Daten zur Herstellung, Sammlung, Wiederverwendung und Behandlung werden zu Lasten der Rücknahmepflichtigen durch eine unabhängige, gemäß der Norm ISO 17020 akkreditierte Kontrolleinrichtung im Rahmen der Kollektivsysteme beziehungsweise im Rahmen der individuellen Bewirtschaftungspläne validiert.“

Art. 21 - Artikel 107 desselben Erlasses wird durch die folgende Bestimmung ersetzt:

“Der Einzelhändler gibt an einer sichtbaren Stelle in jeder seiner Verkaufsstellen, und unter dem Titel “Rücknahmepflicht” bekannt, wie er den Verpflichtungen in Bezug auf die Rücknahmepflicht Rechnung trägt, und wie der Kunde sich der gebrauchten Geräte entledigen kann.

Für jedes neue zum Verkauf angebotene Erzeugnis, für welches eine Rücknahmepflicht besteht, gibt er den Betrag des Umweltbeitrags an, der den Kosten für die Umsetzung der Rücknahmepflicht für diesen Typ von Erzeugnissen entspricht, sowie ebenfalls ab dem 1. Januar 2019 die Dienste und Möglichkeiten zur Reparatur und zum Erwerb von Ersatzteilen.“

Art. 22 - Artikel 108 desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 108 - § 1. Die Rücknahmepflichtigen informieren die Verbraucher über die Pflicht, die Elektro- und Elektronik-Altgeräte im Hinblick auf ihre selektive Sammlung von den anderen Abfällen zu trennen. Sie informieren die Verbraucher ebenfalls über die eingeführten Sammlungs- und Behandlungssysteme, ihre Rolle im Rahmen der Wiederverwendung, des Recycling, und der anderen Formen der Verwertung von Abfällen, sowie die potentiellen Auswirkungen auf die Umwelt und die menschliche Gesundheit wegen des Vorhandenseins von gefährlichen Stoffen in den Elektro- und Elektronikgeräten. Diese Informationen werden insbesondere im Rahmen von Kommunikationskampagnen mitgeteilt.

Die auf die Sammlung und die Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte zurückzuführenden Kosten, die Art und Weise, wie diese Kosten bewältigt werden, einschließlich der Wiederverwendungsverfahren sind Gegenstand einer Kommunikation in Richtung der Verbraucher.

§ 2. Die Rücknahmepflichtigen treffen geeignete Maßnahmen, um die Verbraucher dazu anzuregen, an der Sammlung von Elektro- und Elektronik-Altgeräten teilzunehmen, und die Verfahren der Wiederverwendung, der Behandlung und der Verwertung zu fördern.

Die Rücknahmepflichtigen teilen den Verbrauchern geeignete Informationen mit, um die Lebensdauer der Elektro- und Elektronikgeräte einschätzen und das Erzeugen von Abfällen verzögern oder beschränken zu können. Die Informationen betreffen insbesondere die Empfehlungen zur Benutzung und Instandhaltung, die Benutzungsdauer unter normal vorhersehbaren Bedingungen, den Ersatz von Bauteilen, die Reparaturdienste, die Wiederverwendungskreisläufe.“

Art. 23 - In Kapitel X desselben Erlasses wird ein Abschnitt 7 mit dem wie folgt lautenden Artikel 108/1 eingefügt:

“Abschnitt 7 - Registrierung, Information und Erklärung

Art. 108/1 - § 1 - Es wird ein Register der Hersteller eingerichtet, um die Einhaltung der sich aus vorliegendem Erlass ergebenden Verpflichtungen zu kontrollieren. Die Hersteller oder mangels dessen ihre Bevollmächtigten nach Artikel 110 § 2 sind in diesem Register eingetragen.

§ 2. Es gelten die folgenden Bestimmungen in Bezug auf die Registrierung:

1° jeder Hersteller und jeder Bevollmächtigte nach Paragraf 1 hat die Möglichkeit, alle nützlichen Informationen über die Aktivitäten des Herstellers im Hoheitsgebiet online in das Register einzutragen;

2° bei der Registrierung teilt jeder Hersteller oder Bevollmächtigte die in Anhang IV, Teil A und B erwähnten Informationen mit, und verpflichtet sich, sie zu aktualisieren;

3° bei dem Register handelt es sich um ein öffentliches Register, das online zugänglich ist. Es werden Links nach den anderen nationalen Registern angegeben, um in allen Mitgliedstaaten die Registrierung von Herstellern und Bevollmächtigten zu erleichtern.“

Art. 24 - In Kapitel X desselben Erlasses wird ein Abschnitt 8 mit dem wie folgt lautenden Artikel 108/2 eingefügt:

“Abschnitt 8 - Der Bevollmächtigte

Art. 108/2 - § 1. Jeder Hersteller im Sinne von Artikel 96 § 1 Ziffer 9 Buchstabe a), b) und c), der in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen ist, darf abweichend von Artikel 96 § 1 Ziffer 1 eine in dem Hoheitsgebiet niedergelassene natürliche oder juristische Person als Bevollmächtigten benennen, der für die Erfüllung der Pflichten des Herstellers nach vorliegendem Erlass in diesem Gebiet verantwortlich ist.

§ 2. Jeder Hersteller im Sinne von Artikel 96 § 1 Ziffer 9 Buchstabe d), der in einem anderen Mitgliedstaat niedergelassen ist und in Belgien Elektro- und Elektronikgeräte direkt an Haushalte und an andere Nutzer als Haushalte vertreibt, benennt eine in Belgien niedergelassene natürliche oder juristische Person als Bevollmächtigten, der für die Erfüllung der Pflichten des Herstellers nach vorliegendem Erlass in diesem Hoheitsgebiet verantwortlich ist.

§ 3. Die Benennung eines Bevollmächtigten muss durch schriftlichen Auftrag erfolgen.

Der Mandatsträger hält der Verwaltung in dem Hoheitsgebiet der Wallonie alle Informationen in Bezug auf die Durchführung der Rücknahmepflicht durch seinen Mandanten zur Verfügung.“

Art. 25 - In Kapitel X desselben Erlasses wird ein Abschnitt 9 mit dem wie folgt lautenden Artikel 108/3 eingefügt:

“Abschnitt 9 - Mindestanforderungen an die Verbringung

Art. 108/3 - Die Verbringung von gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräten, bei denen es sich vermutlich um Elektro- und Elektronik-Altgeräte handelt, erfolgt unter Beachtung der Mindestanforderungen in Anhang V. Die Wiederverwendungskriterien nach Artikel 98 Ziffer 5 sind nicht anwendbar, wenn den Mindestanforderungen nach Anhang V genügt wird.“

Art. 26 - Artikel 110 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Ziffer 3 wird um folgende Wörter ergänzt „, so wie durch die Richtlinie 2013/56/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. November 2013“ abgeändert;

2° der Artikel wird durch eine Ziffer 4 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“4° die Richtlinie 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 4. Juli 2012 über Elektro- und Elektronik-Altgeräte.“

Art. 27 - In Anhang I A desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Überschrift des Anhangs I A wird durch Folgendes ersetzt:

“Von diesem Erlass während der Übergangsfrist kraft Artikel 96 § 2 gedeckte Kategorien von Elektro- und Elektronikgeräten“;

b) Ziffer 4 wird um folgende Wörter ergänzt “und, ab dem (1. Januar 2018), Photovoltaikmodule“;

c) unter Ziffer 8 wird das Wort “und” durch das Wort “oder” ersetzt.

Art. 28 - In Anhang I B desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) unter Ziffer 3 werden die Wörter “und Tastatur” jeweils durch “einschließlich der Tastatur” ersetzt;

b) unter Ziffer 4 wird die Liste “Geräte der Unterhaltungselektronik” um die Wörter “Photovoltaikmodule” ergänzt;

c) unter Ziffer 6 wird das Wort “Sägen” durch “Sägen und Kettensägen” ersetzt.

Art. 29 - In denselben Erlass wird ein Anhang II A mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“ANHANG II A: Von diesem Erlass gedeckte Kategorien von Elektro- und Elektronikgeräten

1° Wärmeübertrager;

2° Bildschirme, Monitore und Geräte, die Bildschirme mit einer Oberfläche von mehr als 100 cm² enthalten;

3° Lampen;

4° Großgeräte (eine der äußeren Abmessungen beträgt mehr als 50 cm), einschließlich unter anderem: Haushaltsgeräte; IT- und Telekommunikationsgeräte; Geräte der Unterhaltungselektronik; Leuchten, Ton- oder Bildwiedergabegeräte, Musikausrüstung; elektrische und elektronische Werkzeuge; Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte; medizinische Geräte; Überwachungs- und Kontrollinstrumente; Ausgabeautomaten; Geräte zur Erzeugung elektrischer Ströme. In diese Kategorie fallen nicht die von den Kategorien 1 bis 3 erfassten Geräte;

5° Kleingeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als 50 cm), einschließlich unter anderem: Haushaltsgeräte; Geräte der Unterhaltungselektronik; Leuchten; Ton- oder Bildwiedergabegeräte, Musikausrüstung; elektrische und elektronische Werkzeuge; Spielzeug sowie Sport- und Freizeitgeräte; medizinische Geräte; Überwachungs- und Kontrollinstrumente; Ausgabeautomaten; Geräte zur Erzeugung elektrischer Ströme. In diese Kategorie fallen nicht die von den Kategorien 1 bis 3 und 6 erfassten Geräte;

6° Kleine IT- und Telekommunikationsgeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als 50 cm).“

Art. 30 - In denselben Erlass wird ein Anhang II B mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“ANHANG II B: Nicht ausführliche Liste der durch den vorliegenden Erlass betroffenen Elektro- und Elektronikgeräte, die unter die Kategorien des Anhangs II A fallen

1° Wärmeübertrager: Kühlschränke, Gefriergeräte, Geräte zur automatischen Abgabe von Kaltprodukten, Klimageräte, Entfeuchter, Wärmepumpen, ölgefüllte Radiatoren und andere Wärmeüberträger, bei denen andere Flüssigkeiten als Wasser für die Wärmeübertragung verwendet werden;

2° Bildschirme, Monitore und Geräte, die Bildschirme mit einer Oberfläche von mehr als 100 cm² enthalten: Bildschirme, Fernsehgeräte, LCD-Fotorahmen, Monitore, Laptops, Notebooks;

3° Lampen: Stabförmige Leuchtstofflampen, Kompaktleuchtstofflampen, Leuchtstofflampen, Entladungslampen (einschließlich Hochdruck-Natriumdampflampen und Metaldampflampen), Niederdruck-Natriumdampflampen, LED-Lampen;

4° Großgeräte: Waschmaschinen, Wäschetrockner, Geschirrspüler, Elektroherde und -backöfen, Elektrokochplatten, Leuchten, Ton- oder Bildwiedergabegeräte, Musikausrüstung (mit Ausnahme von Kirchenorgeln), Geräte zum Stricken und Weben, Großrechner, Großdrucker, Kopiergeräte, große Geldspielautomaten, medizinische Großgeräte, große Überwachungs- und Kontrollinstrumente, große Produkt- und Geldausgabeautomaten, Photovoltaikmodule;

5° Kleingeräte: Staubsauger, Teppichkehrmaschinen, Geräte zum Nähen, Leuchten, Mikrowellengeräte, Lüftungsgeräte, Bügeleisen, Toaster, elektrische Messer, Wasserkocher, Uhren, elektrische Rasierapparate, Waagen, Haar- und Körperpflegegeräte, Taschenrechner, Radiogeräte, Videokameras, Videorekorder, Hi-Fi-Anlagen, Musikinstrumente, Ton- oder Bildwiedergabegeräte, elektrisches und elektronisches Spielzeug, Sportgeräte, Fahrrad-, Tauch-, Lauf-, Rudercomputer usw., Rauchmelder, Heizregler, Thermostate, elektrische und elektronische Kleinwerkzeuge, medizinische Kleingeräte, kleine Überwachungs- und Kontrollinstrumente, kleine Produktausgabeautomaten, Kleingeräte mit eingebauten Photovoltaikmodulen;

6° Kleine IT- und Telekommunikationsgeräte (keine äußere Abmessung beträgt mehr als 50 cm): Mobiltelefone, GPS-Geräte, Taschenrechner, Router, PCs, Drucker, Telefone.“

Art. 31 - In denselben Erlass wird ein Anhang III mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“ANHANG III: Kriterien für die Wiederverwendung und Vorbereitung zur Wiederverwendung der sowohl häuslichen als beruflichen gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräte

Die für die Wiederverwendung bestimmten Geräte genügen den folgenden Kriterien. Der Minister kann die Kriterien aktualisieren.

KAPITEL I - Kriterien in Bezug auf den Zustand des Geräts

Wenn die folgenden Kriterien nicht erfüllt sind, wird das Gerät einem genehmigten Behandlungszentrum zugeführt.

1° das Gerät ist voll funktionsfähig.

Ein Gerät ist voll funktionsfähig, wenn eine Funktionsprüfung durchgeführt worden ist, aus der sich ergibt, dass die ursprünglichen Funktionen des Geräts noch vollumfänglich realisiert werden können. Für die am häufigsten benutzten Elektro- und Elektronikgeräte genügt eine Funktionsprüfung der Hauptfunktionen. Für einige spezifische Erzeugnisse wie die Mobiltelefone, Kühlschränke und Computer muss die Funktionsprüfung spezifischere Kriterien betreffen (S. Ziffer 5).

2° das Gerät ist elektrisch sicher. Die elektrische Sicherheit wird durch eine Prüfung nachgewiesen;

3° das Gehäuse des Geräts ist vollständig;

4° alle Hauptbauteile sind vorhanden und in gutem Zustand. Diese Bauteile hängen von der Art des Erzeugnisses ab. Für Kühlschränke und Gefriergeräte: die Isolation der Wände und der Tür des Geräts muss vollständig und unbeschädigt sein, um den elektrischen Verbrauch nicht zu steigern. Für die Waschmaschinen und Geschirrspüler: die Wasserheizelemente dürfen nicht verkalkt sein;

5° das Gerät ist nicht oder nur leicht verrostet;

6° es weist keine oder nur geringe kosmetische Schäden auf;

7° das Gerät enthält keine FCKW / HFCKW. Wenn auf dem Gerät keine Angaben zu den benutzten Kühlgasen stehen, gilt, dass das Gerät FCKW oder HFCKW enthält, und demnach nicht wiederverwendet werden darf;

8° das Gerät verfügt über ein Energielabel, das mindestens dem minimalen Energielabel entspricht, das für die Vermarktung eines neuen entsprechenden Geräts zugelassen wird. Man fördert ein Energielabel nach Kapitel 4.

Zur Prüfung des Energielabels des Geräts kann eine Datenbank benutzt werden. Wenn das Gerät in dieser Datenbank nicht aufgenommen ist, oder wenn die Benutzung einer solchen Datenbank unmöglich ist, wird der Energieverbrauch auf der Grundlage eines dokumentierten und von der Verwaltung genehmigten Testverfahrens gemessen;

9° das Gerät enthält keinen Kathodenstrahlbildschirm (CRT). Berufliche Geräte mit integriertem CRT-Bildschirm, wie z.B. bestimmte medizinische Geräte, können zwecks der Wiederverwendung vorbereitet werden;

10° PCs und Laptops verfügen über hinreichend aktuelle Prozessoren, um noch verwendet werden zu können;

11° während des Transports wird das Gerät befestigt und durch eine geeignete Verpackung und sorgfältige Stapelung der Ladung geschützt, um bei der Ladung / Entladung und dem Transport nicht beschädigt zu werden.

KAPITEL II — Anforderungen an die Vorbereitung zur Wiederverwendung

Die Wiederverwendungszentren, die Geräte zur Wiederverwendung vorbereiten, verfahren wie folgt:

1° als erster Schritt führen sie eine visuelle Vorauswahl durch, die es ermöglicht, die wiederverwendbaren von den nicht wiederverwendbaren Geräten zu trennen. Das Gerät gilt als nicht wiederverwendbar, wenn es einem der folgenden Kriterien entspricht:

- a) das Gerät sieht sehr veraltet aus, oder hat keinen Kaufwert mehr;
- b) das Gerät ist sehr verrostet, oder weist größere kosmetische Schäden auf;
- c) das Gerät hat einen schlechten allgemeinen Zustand;
- d) das Gerät ist nicht mehr reparierbar oder die Reparatur ist zu teuer;
- e) das Gerät hat einen CRT-Bildschirm und ist kein berufliches Gerät;

2° jedes Gerät, das der visuellen Vorauswahl unterworfen wurde und zur Vorbereitung zwecks der Wiederverwendung bestimmt ist, trägt ein Etikett mit dem Namen des Wiederverwendungszentrums und einem einmaligen Erkennungscode. Es verfügt ebenfalls über ein für die Wiederverwendung bestimmtes Datenblatt auf Papier oder in elektronischer Form, oder in einer Datenbank, das die Wiederverwendungszentren während mindestens vier Jahren aufbewahren müssen. Auf diesem Datenblatt stehen die folgenden Angaben:

- a) Name des Wiederverwendungszentrums;
- b) einmaliger Erkennungscode, wie auf dem Etikett angegeben;
- c) Bezeichnung des Geräts;
- d) Kategorie des Elektro- und Elektronikgeräts;
- e) Identifizierungsnummer und ggf. Typennummer;
- f) Baujahr, wenn bekannt;
- g) Datum der Funktionsprüfung und die dabei benutzten Kriterien;
- h) Beschreibung der Bewertungen oder der durchgeführten Prüfungen;
- i) Ergebnis der Bewertungen oder Prüfungen;

3° die elektrische Sicherheit jedes Geräts wird geprüft. Die Prüfung umfasst eine Messung der Isolation, eine Messung der Erdung und eine Kurzschlussprüfung;

4° die Funktionsfähigkeit jedes Geräts wird geprüft. Nur diejenigen Geräte, die einer Prüfung unterworfen worden sind, aus der sich ergibt, dass die ursprünglichen Funktionen des Geräts noch vollumfänglich realisiert werden können, können wiederverwendet werden. Für die am häufigsten benutzten Elektro- und Elektronikgeräte genügt eine Funktionsprüfung der Hauptfunktionen. Für einige spezifische Erzeugnisse wie die Mobiltelefone, Kühlschränke und Computer muss die Funktionsprüfung spezifischere Kriterien betreffen;

5° der Energieverbrauch der in Kapitel IV angeführten Geräte wird nach Kapitel I Ziffer 8 geprüft;

6° bei der Vorbereitung zwecks der Wiederverwendung von ICT-Geräten wie PCs, Laptops, Tablets, Server, Router, und von Mobiltelefonen und Kameras, löschen die Wiederverwendungszentren alle persönlichen Daten sowie die nicht übertragbaren, urheberrechtlich geschützten Software-Programme unter Anwendung eines dokumentierten Verfahrens für die Software-Löschung. Eine neue Software wird installiert, wenn das Gerät über eine Lizenz verfügt;

7° alle für die Wiederverwendung bestimmten Geräte genügen den Kriterien nach Kapitel I.

KAPITEL III — Anforderungen an den Transport

1° jedes Gerät ist mit einem Etikett versehen, das den Namen des Unternehmens, das für die Funktionsprüfung verantwortlich ist, und den einmaligen Erkennungscode anführt;

2° für jeden Transport gibt es eine Liste der transportierten Geräte. Auf dieser Liste stehen für jedes Gerät:

- a) der einmalige Erkennungscode;
- b) die Bezeichnung des Geräts;
- c) die Kategorie des Elektro- und Elektronikgeräts;

- d) die Identifizierungsnummer und ggf. die Typennummer;
 - e) das Herstellungsjahr, wenn bekannt;
 - f) der Name des Wiederverwendungszentrums, das die Vorbereitung zur Wiederverwendung durchgeführt hat;
 - g) das Datum der Vorbereitung zur Wiederverwendung;
 - h) die Beschreibung der Bewertungen oder der durchgeführten Prüfungen;
 - i) das Ergebnis der Bewertungen oder Prüfungen;
- 3° für jeden Transport gibt es ein Formular mit den folgenden Angaben:
- a) Kontaktdaten des für den Transport verantwortlichen Halters;
 - b) Kontaktdaten des Wiederverwendungszentrums, das die Vorbereitung zur Wiederverwendung durchgeführt hat;
 - c) Kontaktdaten des Empfängers, mit dem der Vertrag abgeschlossen worden ist;
 - d) eine vom Wiederverwendungszentrum, das die Vorbereitung zur Wiederverwendung durchgeführt hat, unterschriebene Erklärung, dass alle Geräte, die zu dem Transport gehören, voll funktionsfähig sind.

Wenn nach der Prüfung dieser Dokumente oder einer visuellen Inspektion weiterhin Zweifel bestehen betreffend die Nutzung der zum Transport gehörenden Geräte als Gebrauchtgeräte, kann der Kontrolleur verlangen, die für die Wiederverwendung bestimmten Datenblätter nach Kapitel II zu prüfen, die weitere Auskünfte über die durchgeführten Prüfungen geben.

KAPITEL IV — *Energielabel*

Für die folgenden Gerätekategorien wird ein minimales Energielabel gefordert:

- 1° Kühlschränke, Gefriergeräte: Energielabel A;
 - 2° Waschmaschinen, Geschirrspüler: Energielabel B;
 - 3° mobile Klimatisierungsgeräte, Wäschetrockner: Energielabel C.
- KAPITEL V - Funktionsprüfungen

Abschnitt 1 — ICT-Geräte

ICT-Geräten genügen den folgenden Bedingungen und Prüfungen:

- Power on self test, abgekürzt POST: Der POST ist eine Reihe von Tests, die ein Computer oder ein damit verbundenes Gerät beim Hochfahren durchläuft. Der POST wird vom BIOS durchgeführt und kontrolliert die Funktion des RAM, der Grafikkarte, der Festplatte, der Tastatur und sonstigen Hardware. Hat der Test ein positives Ergebnis, wird das Hochfahren weitergeführt;
- die Tastatur und die Maus sind unbeschädigt und funktionsfähig.
- die Kabel und Stecker sind unbeschädigt und funktionsfähig;
- der Bildschirm ist funktionsfähig: korrektes Bild, keine Schäden, Kabel vorhanden;
- der Drucktest des Druckers ist erfolgreich;
- die Bauteile sind funktionsfähig und wurden als Computerbauteile getestet;
- Mobilcomputer verfügen über einen ursprünglichen, unbeschädigten und funktionsfähigen Adapter;
- die Batterie funktioniert und kann geladen werden;
- Mobilcomputer müssen mindestens eine halbe Stunde auf Batteriebetrieb funktionieren.

Abschnitt 2 — Mobiltelefone

Mobiltelefone genügen den folgenden Bedingungen und Prüfungen:

- Antwort-Test;
- Prüfung des Mikrophons und des Lautsprechers: heller Klang ohne Verformung, der Eingangserauschpegel ist dem Ausgangserauschpegel gleich;
- Prüfung des Bildschirms und der Tastatur: jeder Taste ist funktionsfähig, klares Display, jede Tastaturtaste erscheint im Bildschirm;
- Batterietest: die Batterie ist geladen und ihre Funktionsfähigkeit wird anhand eines Spannungsmessers geprüft. Die Batterie behält einen minimalen Ladezustand. Es gibt einen funktionsfähigen Batterie-Schutzkreislauf.

Abschnitt 3 — Haushalts-Kühlschränke und -Gefriergeräte

Haushalts-Kühlschränke und -Gefriergeräte genügen den folgenden Bedingungen und Prüfungen:

- 1° Kühlschränke: sie kühlen mindestens bis fünf Grad Celsius;
- 2° Gefriergeräte: sie kühlen mindestens bis:
 - a) minus sechs Grad Celsius wenn sie über einen Stern verfügen;
 - b) minus zwölf Grad Celsius wenn sie über zwei Sterne verfügen;
 - c) minus achtzehn Grad Celsius wenn sie über drei Sterne verfügen.“

Art. 32 - In denselben Erlass wird ein Anhang IV mit folgendem Wortlaut eingefügt:

„ANHANG IV: Vorgeschriebene Angaben bei Registrierung und Erklärung nach Artikel 109

1° Bei der Registrierung vorzulegende Angaben:

- 1° Name und Anschrift des Herstellers oder des gemäß Artikel 111 benannten Bevollmächtigten sowie deren Telefon- und Fax-Nummer, E-Mail-Adresse sowie Angabe einer Kontaktperson;
- 2° Nationale Kennnummer des Herstellers, einschließlich der Unternehmensnummer;
- 3° Kategorie des Elektro- oder Elektronikgeräts nach Anhang I bzw. Anhang III, je nach Fall;
- 4° Art des Elektro- oder Elektronikgeräts (Haushaltsgerät oder anderes Gerät als Haushaltsgerät);
- 5° Markenname des Elektro- oder Elektronikgeräts;
- 6° Angaben über die Art und Weise, wie der Hersteller seine Verantwortungen einhält: im Rahmen eines individuellen oder eines Kollektivsystems, einschließlich Informationen über Sicherheitsleistungen;
- 7° Verwendete Verkaufsmethode (z. B. Fernabsatz);
- 8° Erklärung zur Bestätigung, dass die mitgeteilten Informationen der Wirklichkeit entsprechen.

2° Bei der Erklärung vorzulegende Angaben:

1° nationaler Erkennungskode des Herstellers;

2° Berichtszeitraum;

3° Kategorie des Elektro- oder Elektronikgeräts nach Anhang I bzw. Anhang III, je nach Fall;

4° je nach Kategorie von Elektro- und Elektronikgeräten: Menge der auf dem nationalen Markt in Verkehr gebrachten Elektro- und Elektronikgeräte (nach Gewicht);

5° je nach Kategorie von Elektro- und Elektronikgeräten: Menge der Elektro- und Elektronik-Altgeräte, die getrennt gesammelt, recycelt (einschließlich der Vorbereitung zur Wiederverwendung), verwertet und beseitigt wurden oder in Länder innerhalb oder außerhalb der Union verbracht wurden (nach Gewicht ausgedrückt).

Art. 33 - In denselben Erlass wird ein Anhang V mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"ANHANG V: Mindestanforderungen an die Verbringung

1° Dokumente

Um in Fällen, in denen der Besitzer eines Gegenstands behauptet, gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte und nicht Elektro- und Elektronik-Altgeräte verbringen zu wollen oder zu verbringen, gebrauchte Geräte von Altgeräten unterscheiden zu können, verlangt die Region von dem Besitzer, folgende Belege zum Nachweis dieser Behauptung zur Verfügung zu halten:

a) eine Kopie der Rechnung und des Vertrags über den Verkauf der Elektro- und Elektronikgeräte und/oder die Übertragung des Eigentums daran, aus der hervorgeht, dass die Geräte für die direkte Wiederverwendung bestimmt und voll funktionsfähig sind;

b) den Beleg einer Bewertung oder Prüfung zu jedem Packstück innerhalb der Sendung zusammen mit einem Protokoll, das sämtliche Aufzeichnungen gemäß Nummer 2 enthält;

c) eine Erklärung des Besitzers, der die Beförderung der Elektro- und Elektronikgeräte veranlasst, aus der hervorgeht, dass es sich bei keinem der Materialien oder Geräte in der Sendung um Abfall im Sinne von Artikel 2 Ziffer 1 des Dekrets handelt;

d) angemessenen Schutz vor Beschädigung bei der Beförderung und beim Be- und Entladen, insbesondere durch ausreichende Verpackung und eine geeignete Stapelung der Ladung.

Abweichend hiervon gelten Ziffer 1 Buchstaben a und b und Ziffer 2 nicht, wenn durch schlüssige Unterlagen belegt wird, dass die Verbringung im Rahmen einer zwischenbetrieblichen Übergabvereinbarung erfolgt und dass

a) Elektro- und Elektronikgeräte als fehlerhaft zur Instandsetzung im Rahmen der Gewährleistung mit der Absicht der Wiederverwendung an den Hersteller oder einen in seinem Namen handelnden Dritten zurückgesendet werden oder

b) gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte für die gewerbliche Nutzung zur Überholung oder Reparatur im Rahmen eines gültigen Vertrags mit der Absicht der Wiederverwendung an den Hersteller oder einen in seinem Namen handelnden Dritten oder eine Einrichtung von Dritten in Staaten, für die der Beschluss C(2001)107 des OECD-Rates zur Änderung des Beschlusses C(92)39 endg. über die Kontrolle der grenzüberschreitenden Verbringung von zur Verwertung bestimmten Abfällen gilt, versendet werden oder [%]c) fehlerhafte gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte für die gewerbliche Nutzung, beispielsweise medizinische Geräte oder Teile davon, im Rahmen eines gültigen Vertrags zur Fehler-Ursachen-Analyse ù sofern eine solche Analyse nur vom Hersteller oder von in seinem Namen handelnden Dritten durchgeführt werden kann ù, an den Hersteller oder einen in seinem Namen handelnden Dritten versendet werden.

2° Die Durchführung der Prüfungen

Zum Nachweis dafür, dass es sich bei den verbrachten Gegenständen um gebrauchte Elektro- und Elektronikgeräte und nicht um Elektro- und Elektronik-Altgeräte handelt, werden die gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräte die folgenden Stufen zur Prüfung und Aufzeichnung der Prüfungsergebnisse durchlaufen:

a) Stufe 1: Prüfung:

a) Prüfung der Funktionsfähigkeit und Bewertung des Vorhandenseins gefährlicher Stoffe. Welche Prüfungen durchgeführt werden, hängt von der Art des Elektro- bzw. Elektronikgeräts ab. Für die meisten gebrauchten Elektro- und Elektronikgeräte reicht es, die Funktionsfähigkeit der Hauptfunktionen zu prüfen.

b) Die Ergebnisse der Bewertung und Prüfung sind aufzuzeichnen.

b) Stufe 2: Aufzeichnung des Prüfungsergebnisses :

a) Die Aufzeichnung ist sicher, aber nicht dauerhaft entweder auf dem Elektro- bzw. Elektronikgerät selbst (falls ohne Verpackung) oder auf der Verpackung anzubringen, damit sie gelesen werden kann, ohne dass das Gerät ausgepackt werden muss.

b) die Aufzeichnung enthält folgende Angaben:

(1) Bezeichnung des Gegenstands, Bezeichnung des Geräts, wenn in Anhang II bzw. in Anhang IV aufgeführt, und je nach Fall Angabe der Kategorie gemäß Anhang I bzw. Anhang III;

(2) Identifikationsnummer des Gegenstands (soweit vorhanden);

(3) Herstellungsjahr, wenn bekannt;

(4) Name und Anschrift des Unternehmens, das für den Nachweis der Funktionsfähigkeit zuständig ist;

(5) Ergebnisse der unter Stufe 1 beschriebenen Prüfungen (einschließlich des Datums der Funktionsfähigkeitsprüfung);

(6) Art der durchgeführten Prüfungen.

3° Weitere Dokumente.

Zusätzlich zu den unter den Ziffern 1 und 2 verlangten Unterlagen wird jeder Ladung gebrauchter Elektro- und Elektronikgeräte Folgendes beigelegt:

a) ein einschlägiges Beförderungsdokument, beispielsweise CMR-Frachtbrief;

b) eine Erklärung des Haftpflichtigen zu seiner Haftung.

Fehlen die entsprechenden Unterlagen zum Nachweis, dass es sich bei einem Gegenstand um ein gebrauchtes Elektro- oder Elektronikgerät und nicht um ein Elektro- oder Elektronik-Altgerät handelt, und fehlt ein angemessener Schutz vor Beschädigung bei der Beförderung und beim Be- und Entladen insbesondere durch ausreichende Verpackung und eine geeignete Stapelung der Ladung ù wofür der Besitzer, der die Beförderung veranlasst, zu sorgen hat ù, so gilt ein Gegenstand als Elektro- oder Elektronik-Altgerät und gilt, dass die Ladung eine illegale Verbringung

umfasst. Unter diesen Umständen wird die Ladung gemäß den Artikeln 24 und 25 der Verordnung EG Nr. 1013/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 14. Juni 2006 über die Verbringung von Abfällen behandelt.

KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA)*

Art. 34 - In Artikel 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 10. März 2005 zur Festlegung der sektorbezogenen Bedingungen für die Anlagen zur Zusammenstellung oder Sortierung, zur Vorbehandlung und zur Behandlung der Elektro- und Elektronik-Altgeräte (EEA) werden die Wörter "Richtlinie 2002/96/EG des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Januar 2003 über" durch "Richtlinien 2002/96/EG und 2012/19/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. Januar 2003 und 4. Juli 2012 über" ersetzt.

Art. 35 - Artikel 10 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

a) unter Ziffer 1 wird das Wort "und" nach "Wiegegerät" gelöscht;

b) der Artikel wird durch eine Ziffer 3 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"3° undurchlässige Oberflächen und eine wetterbeständige Abdeckung für die geeigneten Bereich sowie Auffangeinrichtungen und gegebenenfalls Abscheidern für auslaufende Flüssigkeiten und fettlösende Reinigungsmittel."

Art. 36 - Artikel 33 desselben Erlasses wird durch die Nummern 7, 8, 9 und 10 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"7° eine oder mehrere Waagen, um das Gewicht der behandelten Abfälle zu bestimmen;

8° undurchlässige Oberflächen und eine wetterbeständige Abdeckung für die geeigneten Bereich sowie Auffangeinrichtungen und gegebenenfalls Abscheidern für auslaufende Flüssigkeiten und fettlösende Reinigungsmittel;

9° geeignete Lager für demontierte Ersatzteile;

10° Ausrüstungen für die Behandlung von Wasser im Einklang mit Gesundheits- und Umweltvorschriften."

Art. 37 - Artikel 34 desselben Erlasses wird um einen Buchstaben o) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"o) Bauteile, die radioaktive Stoffe enthalten, ausgenommen Bauteile, die die Freigrenzen nach Artikel 3 sowie Anhang I der Richtlinie 96/29/Euratom des Rates vom 13. Mai 1996 zur Festlegung der grundlegenden Sicherheitsnormen für den Schutz der Gesundheit der Arbeitskräfte und der Bevölkerung gegen die Gefahren durch ionisierende Strahlungen nicht überschreiten."

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 38 - Der Minister für Umwelt wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 9. März 2017

Der Ministerpräsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für Umwelt, Raumordnung, Mobilität und Transportwesen, und Tierschutz,
C. DI ANTONIO

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2017/202097]

9 MAART 2017. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen en van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA)

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 27 juni 1996 betreffende de afvalstoffen, artikel 8*bis*, ingevoegd bij het decreet van 20 december 2001 en gewijzigd bij het decreet van 22 maart 2007 en bij het decreet van 10 mei 2012, en artikel 52, vervangen bij het decreet van 5 juni 2008;

Gelet op het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning, artikel 4, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013 en bij het decreet van 13 maart 2014, artikel 5, artikel 7, gewijzigd bij het decreet van 22 november 2007, artikel 8, gewijzigd bij het decreet van 24 oktober 2013 en artikel 9;

Gelet op het Milieuwetboek, Boek I, de artikelen D.82 tot D.92, D.138, D.139, D.151;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen;

Gelet op het advies van de gewestelijke afvalcommissie, gegeven op 18 april 2016;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes" (Unie van de steden en gemeenten), gegeven op 15 april 2016;

Gelet op het uitblijven van advies van de Raad van State binnen de termijn, overeenkomstig artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA);

Gelet op Richtlijn 2013/56/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013 tot wijziging van Richtlijn 2006/66/EG van het Europees Parlement en de Raad inzake batterijen en accu's, alsook afgedankte batterijen en accu's, (...) en houdende intrekking van Beschikking 2009/603/EG van de Commissie;

Op de voordracht van de Minister van Leefmilieu;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen*

Artikel 1. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 23 september 2010 tot invoering van een terugnameplicht voor bepaalde afvalstoffen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 23 december 2010, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punt 5° wordt vervangen als volgt :

"5° distributeur : elke natuurlijke of rechtspersoon die, in het Waalse Gewest, een product ter beschikking stelt op de markt voor één of meer detailhandelaars.";

b) punt 7° wordt vervangen als volgt :

"7° op de markt brengen : het voor het eerst beroepsmatig op de markt aanbieden van een product op grondgebied Onder aanbidding wordt verstaan het in het kader van een handelsactiviteit, al dan niet tegen betaling, verstrekken van een product met het oog op distributie, consumptie of gebruik op de markt;"

c) punt 23° wordt vervangen als volgt :

"23° elektrische en elektronische apparatuur, afgekort EEA : apparaten die d.m.v. elektrische stromen of elektromagnetische velden functioneren, alsmede toestellen die die stromen en velden produceren, overdragen en meten, en ontworpen om gebruikt te worden met een spanning van maximaal duizend volt bij wisselstroom en duizend vijfhonderd volt bij gelijkstroom;"

d) er wordt een punt 25° ingevoegd, luidend als volgt :

"25° afgedankte elektrische of elektronische apparatuur van huishoudens : de AEEA van huishoudens in de zin van artikel 2, 44°, van het decreet. De afgedankte apparatuur die waarschijnlijk zowel door particuliere huishoudens als door andere gebruikers dan particuliere huishoudens worden gebruikt, worden in elk geval als huishoudelijk AEEA aangemerkt;

e) in punt 38°, worden de woorden "en, bijgevolg, de afvalstoffen onderworpen aan de terugnameplicht" vervangen door de woorden "en waarvan de afvalstoffen onderworpen worden aan de terugnameplicht";

f) het artikel wordt aangevuld met de punten 50° en 51°, luidend als volgt :

"financieringsovereenkomst" : een lening-, lease-, huur- of afbetalingsovereenkomst of een regeling met betrekking tot enige apparatuur, ongeacht of volgens die overeenkomst of regeling dan wel volgens een bijkomende overeenkomst of regeling eigendomsoverdracht van het apparaat zal of kan plaatsvinden;

51° gemeenschappelijk systeem : gemeenschappelijk systeem van uitvoering van de terugnameplicht bedoeld in artikel 4, § 1, 2° en 3°. ».

Art. 2. In artikel 4, § 1, eerste lid, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de streepjes worden respectievelijk vervangen door de nummers 1°, 2° en 3°;

2° in het eerste streepje wordt het woord "of" toegevoegd vóór de woorden "zijn terugnameplicht zelf nakomen".

Art. 3. In artikel 6, § 2 en 3, van hetzelfde besluit worden de woorden "aan een erkend orgaan of beheersorgaan" vervangen door de woorden "aan een gemeenschappelijk systeem".

Art. 4. In artikel 15, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) er wordt een punt 17 ingevoegd, luidend als volgt :

"17° wanneer de terugnameplicht betrekking heeft op huishoudafval, met de publiekrechtelijke rechtspersonen die territoriaal verantwoordelijk zijn voor de inzameling van huishoudafval de modaliteiten van gepaste inzameling bepalen om rekening te houden met de reeds bestaande diensten en infrastructuren van inzameling;"

b) de paragraaf wordt aangevuld met punt 19° luidend als volgt :

"19° de beperking van de reserves en de voorschotten aangelegd met de bijdrage die de consumenten rechtstreeks of onrechtstreeks krijgen aangerekend, en de in acht te nemen modaliteiten in geval van overschrijding van de plafonds.".

Art. 5. In artikel 22, § 4, e^{er}ste lid, van hetzelfde besluit wordt het woord "17°" vervangen door het woord "19°".

Art. 6. Artikel 27 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

"Art. 27. Elke producent van batterijen en accu's moet zich registreren en krijgt een registratienummer.

De registratie van elke producent wordt verzekerd door de Administratie, in het geval van individueel beheersplan, en door het erkende orgaan of beheersorgaan, in het geval van gemeenschappelijk systeem. De gegevens meegegeven in het geval van een individueel systeem kunnen worden geregistreerd in hetzelfde systeem als de gegevens geregistreerd in het geval van aansluiting bij een gemeenschappelijk systeem.

De registratie bevat de volgende gegevens :

1° de naam van de producent, alsook, in voorkomend geval, de handelsbenamingen waaronder hij zijn activiteiten uitoefent;

2° zijn volledig(e) adres(sen) alsook het URL adres, de telefoonnummer, de contactpersoon en, in voorkomend geval, de faxnummer en het e-mailadres;

3° het soort batterijen en accu's op de markt gebracht: draagbare batterijen en accu's, industriële batterijen en accu's, en autobatterijen en -accu's;

4° de informatie over de manier waarop de producent zijn verantwoordelijkheden naleeft, in het kader van een individueel of gemeenschappelijk systeem;

5° de datum van de registratieaanvraag;

6° de nationale identificatiecode van de producent;

7° een verklaring waaruit blijkt dat de verstrekte informatie overeenstemt met de werkelijkheid.

Elke wijziging van deze gegevens, met inbegrip van elke stopzetting van de activiteit onderworpen aan een registratie, wordt door de producent uiterlijk binnen de maand meegedeeld.

Rechten of vergoedingen voor de registratie kunnen worden toegepast op voorwaarde dat ze worden berekend in functie van de kosten en dat ze ermee evenredig zijn. In het geval van gemeenschappelijk systeem wordt de berekeningsmethode meegedeeld aan de Administratie.”

Art. 7. Artikel 28, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt 4, luidend als volgt :

“4. de gebruikers en geschoolde en zelfstandige beroepskrachten voorzien van de instructies om de batterijen en -accu's die in de toestellen ingebouwd zijn gemakkelijk en zonder risico te verwijderen.”

Art. 8. In artikel 80, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden “in de zin van dit besluit” worden vervangen door de woorden “in de zin van dit hoofdstuk”;

3° er wordt, na punt 1°, een punt 1° bis toegevoegd, luidend als volgt :

“1°bis voertuig: elk voertuig ingedeeld in categorie M1 of N1 zoals bepaald in bijlage II, deel A, bij Richtlijn 70/156/EEG, alsmede de driewielers zoals omschreven in Richtlijn 92/61/EEG, met uitzondering van de driewielers met motor.”;

c) in punt 1°, eerste lid, punt a), woorden de woorden “van het keuringsbewijs” vervangen door de woorden “van de technische keuring”;

d) in punt 1°, eerste lid, punt c), worden de woorden “geblokkeerd is in het repertorium van de motorvoertuigen en aanhangwagens op basis van een melding van totaal verlies sinds twee jaar” geschrapt en vervangen door de woorden “in een toestand van technisch totaal verlies, tenzij de houder of eigenaar binnen de maand het bewijs toont dat een rehabilitatieprocedure is opgestart”;

e) in punt 1°, eerste lid, na punt c), wordt een punt d) toegevoegd, luidend als volgt :

“d) waarvan de eigenaar of houder niet in staat is om, binnen de maand, één van de volgende bewijzen te krijgen of te tonen :

- een geldig inschrijving;

- Een geldige technische keuring dat afgeleverd is door een inrichting voor technische keuring van een Lidstaat van de Europese Unie, of het keuringsbewijs waarvan de geldigheidsdatum sinds maximum twee jaar verstreken is, voor zover het voertuig erover moet beschikken volgens de wetgeving betreffende de technische eisen waaraan de auto's, hun aanhangwagens en hun veiligheidstoebehoren moeten voldoen.”;

f) in punt 1°, tweede lid, wordt punt c) opgeheven en wordt een punt g) ingevoegd na punt f), luidend als volgt :

“g) het voertuig gebruikt voor activiteiten van autosport, waarvan de ruiten en de binnengarnituur zijn ontmanteld en als het voertuig een veiligheidskooi bevat.”;

g) in punt 1°, wordt een derde lid ingevoegd, luidend als volgt :

“Op de voordracht van de Administratie kan de Minister via een besluit de criteria bepalen van technisch totaal verlies van de voertuigen die o.a. voor de uitvoer zijn bestemd.”

Art. 9. In artikel 82, § 2, vijfde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “bewijs van technische keuring” vervangen door de woorden “geldige technische keuring dat afgeleverd is door een inrichting voor technische keuring van een Lidstaat van de Europese Unie”. In hetzelfde paragraaf, worden de woorden “het conformiteitsbewijs” en de woorden “de identificatieplaat” opgeheven.

Art. 10. In artikel 96 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in paragraaf 1, 2°, worden de woorden “Wat betreft de in nieuwe voertuigen ingebouwde apparatuur, is de terugnameplichtige de producent van die voertuigen.” geschrapt

b) paragraaf 1 wordt aangevuld met de punten 3°, 4°, 5°, 6°, 7°, 8°, 9°, 10°, 11° et 12° luidend als volgt :

“3° grote, niet-verplaatsbare industriële werktuigen: een groot geheel van machines, apparatuur en/of onderdelen die samenwerken voor een bepaalde toepassing, op een vaste plaats door vakmensen worden geïnstalleerd of afgebroken, en door vakmensen worden gebruikt en onderhouden in een industriële productieomgeving of een centrum voor onderzoek en ontwikkeling

4° grote vaste installatie: een grootschalig samenstel van diverse typen apparaten en eventueel andere hulpmiddelen die :

a) door vakmensen wordt gemonteerd, geïnstalleerd en afgebroken,

b) bestemd is voor permanent gebruik als onderdeel van een gebouw of een structuur op een vooraf bepaalde en speciaal daarvoor bestemde plaats, en

c) uitsluitend door dezelfde speciaal ontworpen apparatuur vervangen kan worden;

5° niet voor de weg bestemde mobiele machines : en machine met een interne krachtbron, waarvan de werking ofwel mobiliteit vereist, ofwel permanente of semipermanente beweging tussen een reeks vaste werklocaties tijdens het werk;

6° medisch hulpmiddel: een medisch hulpmiddel of hulpstuk in de zin van artikel 1, § 2, punt a) of b), respectievelijk van Richtlijn 93/42/EEG van de Raad van 14 juni 1993 betreffende medische hulpmiddelen, dat EEA is;

7° medisch hulpmiddel voor in-vitrodiagnostiek : een hulpmiddel of hulpstuk voor in-vitrodiagnostiek in de zin van artikel 1, § 2, punt b) of c), respectievelijk, van Richtlijn 98/79/EG van het Europees Parlement en de Raad van 27 oktober 1998 betreffende medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek, dat EEA is;

8° actief implanteerbaar medisch hulpmiddel : actief implanteerbaar medisch hulpmiddel in de zin van artikel 1, § 2, punt c), van Richtlijn 90/385/EEG van de Raad van 20 juni 1990 betreffende de onderlinge aanpassing van de wetgevingen van de Lidstaten inzake actieve implanteerbare medische hulpmiddelen, dat een EEA is;

9° producent van EEA : elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die ongeacht de gebruikte verkooptechniek, met inbegrip van verkoop op afstand :

is gevestigd op het Belgisch grondgebied en EEA vervaardigt en in de handel brengt onder zijn eigen naam of merk, of laat EEA ontwerpen of vervaardigen dat hij onder zijn naam of merk op het grondgebied verhandelt;

b) is gevestigd op het Belgisch grondgebied en toestellen wederverkoopt op het grondgebied dat door andere leveranciers zijn geproduceerd onder zijn eigen naam of merk. Daarbij wordt de wederverkoper niet als "producent van EEA" aangemerkt als het merkteken van de producent in de zin van punt a op het toestel zichtbaar is;

c) is gevestigd op het Belgisch grondgebied en brengt beroepsmatig EEA op de markt die afkomstig zijn van een derde land of een andere Lidstaat van de Europese unie;

d) EEA verkoopt op afstand rechtstreeks aan particuliere huishoudens of professionele gebruikers op het grondgebied, gevestigd is in een derde land of een andere Lidstaat van de Europese unie.

Diegene die uitsluitend voorziet in financiering op grond van of overeenkomstig een financieringsovereenkomst, en die de voor- en nadelen verbonden aan de eigendom niet draagt, wordt niet als producent aangemerkt, tenzij hij ook optreedt als producent in de zin van de bepalingen bedoeld in de punten a) tot d);

10° distributeur : een natuurlijke of rechtspersoon in de toeleveringsketen, die EEA op de markt aanbiedt;

11° percentage van valorisatie: het cijfer berekend voor elke categorie EEA, door het gewicht van AEEA dat in de installatie van valorisatie of recycling binnenkomt, met inbegrip van de voorbereiding van het hergebruik, met het oog op een aangepaste behandeling overeenkomstig afdeling 4, gedeeld door het gewicht van het geheel van de AEEA apart ingezameld voor elke categorie, uitgedrukt in percentage;

12° afzondering: manuele, mechanische, chemische of metallurgische behandeling die ervoor zorgt dat gevaarlijke stoffen, mengsels en onderdelen tijdens het verwerkingsproces in een identificeerbare stroom of als identificeerbaar deel van een stroom zijn afgescheiden. Stoffen, mengsels of onderdelen zijn identificeerbaar als zij kunnen worden gemonitord om te verifiëren of zij worden verwerkt op een wijze die veilig is voor het milieu. "; c) paragraaf 2 wordt vervangen als volgt :

" § 2. De terugnameplicht is van toepassing op de hierna bepaalde elektrische en elektronische apparatuur, met uitzondering van de apparatuur ingebouwd in de nieuwe voertuigen geregeld bij de terugnameplicht betreffende de afgedankte voertuigen :

1° tot 14 augustus 2018, de elektrische en elektronische apparatuur die ingedeeld is in de categorieën opgesomd in bijlage IA. Bijlage IB bevat een indicatieve lijst van EEA die ingedeeld is in de categorieën opgesomd in bijlage IA;

2° vanaf 15 augustus 2018, alle elektrische en elektronische apparatuur. Deze worden gerangschikt in de categorieën opgesomd in bijlage IIA. Bijlage IIB bevat een niet-limitatieve lijst van EEA die ingedeeld is in de categorieën opgesomd in bijlage IIA. ";

d) het artikel wordt aangevuld met de paragrafen 3 en 4, luidend als volgt :

" § 3. In afwijking van paragraaf 2 is de terugnameplicht niet van toepassing op de volgende EEA :

1° apparatuur die wordt aangewend in samenhang met de bescherming van wezenlijke belangen in verband met de veiligheid van de Staat, wapens, munitie, en oorlogsmateriaal, met uitzondering van apparatuur die niet voor specifieke militaire doeleinden is bestemd;

2° apparatuur die specifiek is ontworpen en geïnstalleerd om deel uit te maken van andere apparatuur welke is uitgesloten van of niet onder het toepassingsgebied van de terugnameplicht valt, die haar functie alleen kan vervullen als zij deel uitmaakt van laatstbedoelde apparatuur;

3° de gloeilampen.

§ 4. In afwijking van paragraaf 2, 2°, is de terugnameplicht niet van toepassing op de volgende elektrische en elektronische apparatuur :

1° apparatuur bestemd om de ruimte ingestuurd te worden.

2° grote, niet-verplaatsbare industriële installaties:

3° grote, vaste installaties, met uitzondering van apparatuur die niet specifiek is ontworpen en geïnstalleerd als onderdeel van zulke installaties;

4° vervoermiddelen voor personen of goederen, met uitzondering van elektrische tweewielers zonder typegoedkeuring;

5° niet voor de weg bestemde en uitsluitend voor beroepsmatig gebruik beschikbaar gestelde mobiele machines

6° apparatuur die speciaal is ontworpen uitsluitend voor doeleinden van onderzoek en ontwikkeling en die alleen door een bedrijf aan een ander bedrijf ter beschikking wordt gesteld

7° medische hulpmiddelen en medische hulpmiddelen voor in-vitrodiagnostiek, wanneer deze hulpmiddelen naar verwachting vóór het einde van hun levensduur infectieus zijn, en actieve implanteerbare medische hulpmiddelen.

Art. 11. In artikel 97 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 worden de woorden "en die waarvoor de producent niet geïdentificeerd kon worden" opgeheven;

2° in paragraaf 3 wordt een lid luidend als volgt ingevoegd tussen lid 1 en lid 2 :

"Wat betreft de afgedankte huishoudelijke elektrische en elektronische apparatuur is elke producent verantwoordelijk voor de financiering van de ten laste neming van de afval van zijn eigen producten.";

3° paragraaf 4 wordt vervangen als volgt :

Wanneer een product in de handel wordt gebracht, geeft elke producent een waarborg dat het beheer van alle AEEA zal worden gefinancierd. Deze garantie moet waarborgen dat de handelingen voor de inzameling, verwerking, nuttige toepassing en milieuvriendelijke verwijdering van de huishoudelijke AEEA die naar de inzamelinstallaties wordt gebracht, die betrekking hebben op dit product, gefinancierd zullen worden. Deze waarborg kan de vorm hebben van een bijdrage van de producent aan aangepaste systemen voor de financiering van het beheer van de AEEA, een recyclingverzekering of een geblokkeerde bankrekening.”;

4° het artikel wordt aangevuld met de §§ 5 en 6, luidend als volgt :

” § 5. De milieubijdrage bestemd om de kosten te dekken betreffende de tenuitvoerlegging van de terugnameplicht voor huishoudafval is zichtbaar op de facturen tussen de verschillende schakels van de commercialiseringsketen, alsook op de verkooppunten naar de eindverbruiker. De bijdrage is zichtbaar op de facturen tussen de verschillende schakel van de keten voor de professionele afval, behalve speciaal gemotiveerd afwijking van de administratie. De aldus vermelde kosten komen overeen met de beste beschikbare schatting van de daadwerkelijk gedragen kosten.

§ 6. De terugnameplichtigen nemen de nodige maatregelen om te garanderen dat de aangepaste mechanismen of procedures worden aangebracht voor de terugbetaling aan de distributeurs en detailhandelaars van de milieubijdragen wanneer de EEA worden overgedragen met het oog op het op de markt brengen buiten het Belgisch grondgebied. Deze mechanismen of procedures kunnen tot stand worden gebracht door de producenten of door derden die handelen voor de rekening van de producenten, in overleg met de betrokken distributeurs en detailhandelaars of hun vertegenwoordigers.”.

Art. 12. In artikel 98 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) tussen het eerste en het tweede lid wordt volgend lid ingevoegd:

”De terugnameplichtige zorgt ervoor dat de AEEA die voor het hergebruik moeten worden voorbereid, worden gescheiden, op het inzamel- of hergroeperingspunt, van de andere AEEA die selectief worden ingezameld, op basis van visuele preselectie. Om de scheiding door te voeren, kan beroep worden gedaan op een gespecialiseerde operator van de sector van het hergebruik. De visuele preselectie met het oog op het hergebruik, alsook de voorbereiding op het hergebruik dat erop volgt, moeten worden gemaakt in overeenstemming met bijlage III bij dit besluit.”.

b) in het nieuwe derde lid, wordt de zin ”In geval van erkend orgaan of van milieubeleidsovereenkomst wordt het document met de communicatiemaatregelen door het beheersorgaan aangevuld met een bepaling om gevoelig te maken voor preventie van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur.” vervangen door de zin ”De communicatiemaatregelen omvatten een bepaling om gevoelig te maken voor preventie en hergebruik van AEEA. Per bedrijvigheidssector kan de terugnameplichtige per overeenkomst de verplichtingen inzake preventie en hergebruik aan een derde rechtspersoon toevertrouwen die zijn plaats inneemt voor zijn verplichtingen.”.

Art. 13. In artikel 99 van hetzelfde besluit wordt het tweede lid aangevuld met de woorden ”en/of de eisen inzake veiligheid.”

Art. 14. Artikel 100 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

”Art. 100. De AEA van de gezinnen en van beroepsactiviteiten wordt apart ingezameld en verwerkt.

De AEA wordt apart van de andere afval ingezameld, en bij voorrang, de warmte of koude uitwisselende apparatuur die ozon afbrekende stoffen en gefluoreerde broeikasgassen bevat, kwikhoudende fluorescentielampen, fotovoltaïsche zonnepanelen en kleine apparatuur zoals bedoeld in bijlage IIA, categorieën 5 en 6.”.

Art. 15. In artikel 101 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in paragraaf 1 wordt het eerste lid aangevuld met volgende zin :

”Deze bepaling is ook van toepassing in geval van aan het huis afleveren en in geval van verkoop op afstand”;

2° in paragraaf 1, tweede lid, worden de woorden ”operator aangewezen door de terugnameplichtige” vervangen door de woorden ”operator aangewezen of erkend door de terugnameplichtige, het erkende orgaan of beheersorgaan”;

3° paragraaf 1 wordt aangevuld met volgend lid :

”In detailhandelszaken met een verkoopoppervlak voor EEA van ten minste 400 m², of in de onmiddellijke nabijheid daarvan, zorgen de distributeurs voor de inzameling, die gratis is voor eindgebruikers, van heel kleine AEEA (zonder buitenafmetingen van meer dan 25 cm), zonder de verplichting EEA van een vergelijkbaar type te kopen, tenzij een onderzoek goedgekeurd door de Administratie en bekendgemaakt uitwijst dat alternatieve bestaande inzamelingsregelingen waarschijnlijk minstens even doeltreffend zijn. De producenten van EEA stellen gratis aangepaste inzamelrecipiënten ter beschikking, dat de distributeur op een zichtbare plaats van zijn verkoopsruimte plaatst. Ingezamelde AEEA wordt op gepast wijze verwerkt in overeenstemming met afdeling 4.”;

4° paragraaf 3 wordt aangevuld met de woorden ”en de afzondering van gevaarlijke stoffen.”;

5° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 6, luidend als volgt :

” § 6. De terugname van de huishoudelijke AEEA bedoeld in de paragrafen 1 tot 5 is gratis onder de volgende voorwaarden :

1° het toestel bevat alle onderdelen die noodzakelijk zijn voor zijn werking;

2° het toestel bevat geen afvalstoffen dat niet eigen is aan de AEEA;

3° het toestel is niet het voorwerp van een besmetting dat een risico vertoont voor de gezondheid en de veiligheid van het personeel van de inzamelingspunten, rekening houdend met de voorschriften ter zake.

Als de voorwaarde bedoeld in punt 1° niet is vervuld, kunnen de kosten worden onderhandeld wat betreft het defect.

Zolang de voorwaarden bedoeld in de punten 2° of 3° niet worden vervuld, kan het toestel worden geweigerd.

De producenten kunnen met de door andere gebruikers dan de gezinnen andere aangepaste financieringsmethodes voorzien met inbegrip, in voorkomend geval, van de vermindering van de milieubijdrage dienovereenkomstig de overgenomen kosten.”.

Art. 16. In artikel 102 van hetzelfde besluit, wordt paragraaf 2 aangevuld met de woorden "en de afzondering van gevaarlijke stoffen".

Art. 17. In artikel 103, § 1, van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid, wordt het begin van de zin gewijzigd als volgt "Vóór 1 januari 2013, bereiken de terugnameplichtigen" en worden de woorden "zowel diegenen die deel nemen aan het gemeenschappelijk systeem als diegenen die een individueel beheersplan hebben" ingevoegd tussen de woorden "de terugnameplichtigen" en de woorden "een globaal inzamelingspercentage";

2° het paragraaf wordt aangevuld met de twee leden, luidend als volgt :

"In 2016 bedraagt het jaarlijks te bereiken minimum inzamelingspercentage vijfenveertig percent, en in 2018 vijfvijftig percent. Het wordt berekend op basis van het totaal gewicht AEEA ingezameld tijdens een gegeven jaar en wordt uitgedrukt in percentage van het gemiddeld gewicht EEA op de markt gebracht in het Waalse Gewest tijdens de drie vorige jaren.

Vanaf 2019, bedraagt het jaarlijks te bereiken minimum inzamelingspercentage vijfenzestig percent van het gemiddeld gewicht EEA op de markt gebracht door het Waalse Gewest tijdens de drie vorige jaren, vijftachtig percent van de geproduceerde AEEA, in gewicht."

Art. 18. In artikel 104 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° paragraaf 1 wordt vervangen als volgt :

« § 1^{er}. Voor elk type nieuwe elektrische en elektronische apparatuur dat op de markt gebracht wordt, deelt de producent of de derde die voor zijn rekening handelt op verzoek, en gratis, de gegevens betreffende het hergebruik en de verwerking van de EEA mee aan de hergebruikscentra, alsook aan de verwerkings- en recyclinginstallaties en de bevoegde overheden, binnen een termijn van één jaar nadat het op de markt is gebracht. Die gegevens betreffen desnoods de verschillende bestanddelen en materialen ingebouwd in de EEA, de energielabels alsook de plaatsen in de apparatuur waar zich gevaarlijke stoffen of mengsels bevinden in die apparatuur, en de plaats en de reparatie van de pannes na de wettelijke minimale garantieperiode. Die gegevens worden met name d.m.v. handleidingen of elektronische media overgebracht.";

2° het artikel wordt aangevuld met een paragraaf 3, luidend als volgt :

"§ 3. De terugnameplichtigen organiseren minstens twee keer per jaar en in aanwezigheid van de Administratie een overleg op het Waalse grondgebied met de verwerkingscentra, de hergebruikscentra en de professionele verenigingen en instellingen die representatief zijn voor deze centra om het hergebruik en de recycling van AEEA en het in aanmerking nemen van de schommeling van de waarde van de materialen in de contracten te verbeteren."

Art. 19. In artikel 105 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° de paragrafen 2, 3 en 4 worden vervangen als volgt :

"§ 2. Uit alle ingezamelde AEEA wordt ten minste de volgende stoffen, mengsels en onderdelen afgezonderd :

- polychloorbifenyyl (PCB)-houdende condensatoren;
- kwikhoudende onderdelen zoals schakelaars en lampen voor achtergrondverlichting;
- batterijen en accu's;
- printplaten van mobiele telefoons in het algemeen en van andere apparaten indien de oppervlakte van de printplaat meer dan 10 vierkante centimeter bedraagt;
- tonercassettes met vloeibare of pasteuze toner, en kleurentoners;
- kunststoffen die gebromeerde brandvertragers bevatten;
- asbestafval en onderdelen die asbest bevatten;
- beeldbuizen;
- chloorfluorkoolstoffen (CFK's), chloorfluorkoolwaterstoffen (HCFK's) of fluorkoolwaterstoffen HFK's), koolwaterstoffen (HC's);
- Gasontladingslampen;
- lcd-schermen (in voorkomend geval met toebehoren) met een oppervlak van meer dan 100 vierkante centimeter en schermen met achtergrondverlichting met behulp van gasontladingslampen;
- uitwendige elektrische kabels;
- onderdelen die vuurvaste keramische vezels bevatten;
- onderdelen die radioactieve stoffen bevatten, met uitzondering van onderdelen beneden de vrijstellingsdrempels, die vastgesteld zijn in artikel 3 van en bijlage I bij Richtlijn 96/29/Euratom van de Raad van 13 mei 1996 tot vaststelling van de basisnormen voor de bescherming van de gezondheid der bevolking en der werkers tegen de aan ioniserende straling verbonden gevaren;
- elektrolytische condensatoren die tot bezorgdheid aanleiding gevende stoffen bevatten (hoogte > 25 mm, diameter > 25 mm, of met een naar verhouding vergelijkbaar volume);
- alle vloeistoffen.

§ 3. Uit de ingezamelde onderdelen AEEA wordt de volgende stoffen afgezonderd :

1° beeldbuizen: de fluorescerende laag wordt afgezonderd

apparatuur die gassen bevat welke de ozonlaag aantasten of een aardopwarmingspotentieel hebben van meer dan 15, zoals in isolatieschuim en koelcircuits: deze gassen moeten adequaat worden verwijderd en behandeld. Gassen die de ozonlaag aantasten, worden behandeld overeenkomstig Verordening (EG) nr. 1005/2009 van het Europees Parlement en de Raad van 16 september 2009 betreffende de ozonlaag afbrekende stoffen;

3° gasontladingslampen : het kwik wordt afgezonderd.

§ 4. De methoden bedoeld in de paragrafen 2 en 3 worden zodanig toegepast dat het op milieuverantwoorde wijze voorbereiden voor hergebruik en recycleren van onderdelen of complete apparaten niet bemoeilijkt wordt.”;

2° paragraaf 5 wordt opgeheven;

3° het artikel wordt aangevuld met de §§ 6 en 7, luidend als volgt :

”§ 6. De terugnameplichtigen, zowel diegenen die deelnemen aan een gemeenschappelijk systeem als diegenen die een individueel beheersplan hebben, bereiken de volgende minimale doelstellingen per categorieën elektrische en elektronische apparatuur onderworpen aan de terugnameplicht. Die doelstellingen worden bepaald t.o.v. het gemiddelde gewicht per op de markt gebrachte apparatuur.

1° Minimale streefcijfers van toepassing per categorie vanaf 13 augustus 2012 tot 14 augustus 2015 met betrekking tot de in bijlage IA vermelde categorieën:

a) van AEEA die onder categorie 1 of 10 van bijlage I valt :

(1) wordt 80 % nuttig toegepast

(2) wordt 75 % gerecycleerd;

b) van AEEA die onder categorie 3 of 4 van bijlage IA valt :

(1) wordt 75 % nuttig toegepast

(2) wordt 65 % gerecycleerd;

c) van AEEA die onder categorie 2, 5, 6, 7, 8 of 9 van bijlage IA valt :

(1) wordt 70 % nuttig toegepast

(2) wordt 50 % gerecycleerd;

d) van gasontladingslampen wordt 80 % gerecycleerd.

2° Minimale streefcijfers van toepassing per categorie vanaf 15 augustus 2015 tot 14 augustus 2018 met betrekking tot de in bijlage IA vermelde categorieën:

a) van AEEA die onder categorie 1 of 10 van bijlage IA valt :

(1) wordt 85 % nuttig toegepast;

(2) wordt 85 % voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

b) van AEEA die onder categorie 3 of 4 van bijlage IA valt :

(1) wordt 80 % nuttig toegepast;

(2) wordt 75 % voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

c) van AEEA die onder categorie 2, 5, 6, 7, 8 of 9 van bijlage IA valt :

(1) wordt 75 % nuttig toegepast;

(2) wordt 70 % voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

d) van gasontladingslampen wordt 80 % gerecycleerd.

3° Minimale streefcijfers van toepassing per categorie vanaf 15 augustus 2018 met betrekking tot de in bijlage IIA vermelde categorieën :

a) van AEEA die onder categorie 1 of 4 van bijlage IIA valt :

(1) wordt 85 % nuttig toegepast;

(2) wordt 80 % voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

b) van AEEA die onder categorie 2 van bijlage IIA valt :

(1) wordt 80 % nuttig toegepast;

(2) wordt 70 % voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

a) van AEEA die onder categorie 5 of 6 van bijlage IIA valt :

(1) wordt 75 % nuttig toegepast;

(2) wordt 70 % voorbereid voor hergebruik en gerecycleerd;

d) van AEEA die onder categorie 3 van bijlage IIA valt, wordt 80 % gerecycleerd.

4° het minimale streefcijfer van toepassing op de AEEA met betrekking tot de in bijlage IIA vermelde categorieën : 2 % wordt voorbereid voor hergebruik vanaf 1 januari 2020.

Of de doelstellingen werden behaald, wordt voor elke categorie berekend door het gewicht van de AEEA te nemen die binnenkomen in de inrichting voor nuttige toepassing of recycling/voorbereiding met het oog op het hergebruik, na een aangepaste behandeling, wat betreft de nuttige toepassing of recycling, en door dit gewicht in percentage van het gewicht van het geheel van de voor deze categorie selectief ingezamelde AEEA uit te drukken.

Voorbereidende activiteiten, waaronder sorteren en opslag voorafgaand aan nuttige toepassing of voorbereiding met het oog op hergebruik, tellen niet mee voor de verwezenlijking van deze doelstellingen.

Voor de berekening van die doelstellingen moeten de terugnameplichtigen of de derden die voor hun rekening handelen het gewicht van de AEEA, van zijn onderdelen, materialen of stoffen in de registers ingeschreven, op het moment dat zij de inzamelinrichtingen verlaten en zij de verwerkingsinrichtingen binnenkomen en verlaten, en dat zij de inrichting voor nuttige toepassing of recycling/voorbereiding voor hergebruik binnenkomen.

De terugnameplichtigen moeten in de registers het gewicht van de producten en materialen inschrijven die de inrichting voor nuttige toepassing of recycling/voorbereiding verlaten met het oog op hun hergebruik. ».

Art. 20. Artikel 106 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

”Art. 106. § 1. De terugnameplichtigen bepalen, in overleg met de distributeurs van EEA, de inzamelaars van AEEA, de handelaars en makelaars van afvalstoffen, de verwerkingscentra, de voorbereidingscentra met het oog op het hergebruik en de kennisgevers in de zin van Verordening (EG) nr. 1013/2006, de modaliteiten tot overdracht van de gegevens bedoeld in de volgende paragrafen. Deze modaliteiten waarborgen de vertrouwelijkheid van de individuele gegevens en voorzien de toegang tot een onafhankelijke controle-instelling erkend volgens de norm ISO 17020, alsook tot de Administratie

De gegevens bedoeld in de volgende paragrafen worden overgemaakt aan de terugnameplichtige of aan de organisatie die hij daartoe aanstelt.

§ 2. De distributeurs van EEA verstrekken, per exploitatiezetel, jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1° hun naam, hun bedrijfsnummer, hun volledig adres, hun telefoon- en faxnummers, hun e-mailadres en hun contactpersoon;

2° de hoeveelheden AEEA, uitgedrukt in kilogram en in aantal, per type en per categorie, die

- a) ingezameld werden door de producent in het kader van de terugnameplicht;
- b) overgedragen werden aan een inzamelaar, een handelaar of een makelaar van afvalstoffen;
- c) overgedragen werden aan een producent van EEA;
- d) voorbereid werden voor hergebruik en de hoeveelheid ervan die werd hergebruikt
- e) overgedragen werden aan een erkende recycler van AEEA.

Als er beroep wordt gedaan op een derde voor één van de bovenvermelde activiteiten, worden de volledige gegevens van deze derde meegedeeld aan de aangewezen organisatie.

§ 3. De inzamelaars van AEEA, de handelaars van afvalstoffen, de makelaars in afvalstoffen, de recyclers en de hergebruikscentra verstrekken, per exploitatiezetel, jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1° hun naam, hun bedrijfsnummer, hun volledig adres, hun telefoon- en faxnummers, hun e-mailadres en hun contactpersoon;

2° de NACE-code van de afvalproducent;

3° de hoeveelheden AEEA, uitgedrukt in kilogram en in aantal, per type (huishoudelijk of professioneel) en per categorie, die op het Belgisch grondgebied, binnen en buiten de Europese unie :

- a) ingezameld werden in naam en voor rekening van de producent in het kader van de terugnameplicht;
- b) ingezameld werden in een ander kader, in naam of voor rekening van de producent;
- b) overgedragen werden aan een inzamelaar, een handelaar of een makelaar in afvalstoffen;
- d) voorbereid werden voor hergebruik en de hoeveelheid ervan die werd hergebruikt;
- e) overgedragen werden aan een erkende recycler van AEEA;

4° de hoeveelheden afvalstoffen afkomstig van de verwerking van gebruikte EEA, uitgedrukt in kilogram, per afvalstof en per categorie die respectievelijk werden gerecycleerd, gevaloriseerd, energetisch gevaloriseerd en ingegraven.

Als er beroep wordt gedaan op een derde voor één van de bovenvermelde activiteiten, worden de volledige gegevens van deze derde meegedeeld aan de aangewezen organisatie.

§ 4. De terugnameplichtige verstrekt de Administratie, in geval van individueel beheersplan, of de daartoe aangewezen organisatie, in geval van gemeenschappelijk systeem, per exploitatiezetel, jaarlijks uiterlijk 20 april de volgende gegevens m.b.t. het vorige jaar :

1° de nationale identificatiecode van de producent;

2° de categorie waartoe de EEA behoort, en de hoeveelheden die op de markt in Wallonië worden gebracht, uitgedrukt in kilogram en in aantal;

3° de hoeveelheden AEEA, uitgedrukt in kilogram en in aantal, per categorie, die op het grondgebied van het Waalse Gewest :

- a) ingezameld werden in het kader van de terugnameplicht;
- b) overgedragen werden aan een inzamelaar, een handelaar of een makelaar in afvalstoffen;
- c) overgedragen werden aan een andere producent van EEA;
- d) voorbereid werden voor hergebruik en de hoeveelheid ervan die werd hergebruikt
- e) overgedragen werden aan een erkende recycler van AEEA;

4° de hoeveelheden afvalstoffen afkomstig van de verwerking van gebruikte EEA, uitgedrukt in kilogram, per afvalstof en per categorie die respectievelijk werden gerecycleerd, gevaloriseerd, energetisch gevaloriseerd of ingegraven. Als er beroep wordt gedaan op een derde voor één van deze activiteiten, worden de gegevens vermeld in § 3, 1°, ook voor deze derde meegedeeld;

5° de lijst van de inzamelings- en verwerkingsoperatoren en van de actoren van de hergebruikssector, alsook de verwerkingstechnieken en de omschrijving ervan, met uitzondering van de gegevens met een vertrouwelijk karakter;

6° de maatregelen die ten uitvoer gelegd worden om te zorgen voor de traceerbaarheid van de verwerkte stromen en voor de inachtneming van de milieu- en sociale doelstellingen;

7° de maatregelen die zijn genomen om :

- a) de recycleerbaarheid van de op de markt gebrachte producten te verbeteren;
- b) het gebruik van materialen die gevaarlijke stoffen bevatten, te verminderen;
- c) gebruik te maken van productietechnieken die het milieu zo weinig mogelijk belasten;
- d) besparingen van natuurlijke en energiebronnen te bevorderen, zowel bij de productie als bij het gebruik van de apparatuur;

8° in geval van collectief systeem, een evaluatieverslag betreffende de uitgevoerde controles op de jaarlijkse aangiften van de verschillende leden en een lijst van de gecontroleerde leden;

9° de raming van de in kg uitgedrukte totale hoeveelheid elektrische en elektronische apparatuur, per type materiaal, die tijdens het lopende jaar voor verbruik aangeboden wordt in het Waalse Gewest;

10° de gegevens betreffende de ondernomen sensibiliserings- en preventieacties, alsook de beoordeling van die acties;

11° in het geval van gemeenschappelijk systeem, de lijst van de terugnameplichtigen die bij het gemeenschappelijk systeem gebonden zijn, en het bedrag van de bijdragen die bestemd zijn om de kosten van de terugnameplicht te dekken.

Er wordt een apart jaarrapport opgemaakt voor afgedankte huishoudelijke en professionele elektrische en elektronische apparatuur.

De gegevens betreffende de productie, de inzameling, het hergebruik en de verwerking worden gevalideerd respectievelijk in het kader van de gemeenschappelijke systemen en van de individuele beheersplannen door een onafhankelijke controle-instelling erkend volgens de norm ISO 17020, op de kosten van de terugnameplichtigen.”.

Art. 21. Artikel 107 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“De detailhandelaar vermeldt in elk van zijn verkooppunten, op een zichtbare plaats, en onder de titel “terugnameplicht” op welke manier hij aan de verplichtingen betreffende de terugnameplicht voldoet en op welke manier de klant zich van de gebruikte apparatuur kan ontdoen.

Hij vermeldt voor elk nieuw te koop aangeboden product waarvoor er een terugnameplicht bestaat het bedrag van de milieubijdrage dat overeenkomt met de kosten voor de uitvoering van de terugnameplicht voor dit soort product, alsook, vanaf 1 januari 2010, de diensten en de mogelijkheden van reparatie en toegang tot de wisselstukken.”.

Art. 22. Artikel 108 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

“Art. 108. § 1. De terugnameplichtigen brengen de verbruikers op de hoogte van de verplichting om de AEEA te scheiden van de andere afvalstoffen met het oog op hun selectieve inzameling. Ze zorgen ervoor dat de verbruikers ingelicht worden over de tot stand gebrachte inzamelings- en verwerkingssystemen en over de rol die zij bij het hergebruik, de recycling en de andere vormen van nuttige toepassing van afvalbeheer afvalbeheer te vervullen hebben, alsook de potentiële effecten van de aanwezigheid van gevaarlijke stoffen in de EEA op het milieu en de menselijke gezondheid; Deze informatie wordt o.a. overgemaakt via communicatiecampagnes.

De kosten voor de inzameling en de verwerking van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur, de wijze van financiering ervan, alsook de wijzen van beheer, met inbegrip van de hergebruikskanalen, zijn het voorwerp van een bericht aan de verbruikers.

§ 2. De terugnameplichtigen nemen aangepaste maatregelen aan om de deelname van de verbruikers aan de inzameling van de AEEA aan te moedigen om ze aan te zetten om het proces van hergebruik, verwerking en nuttige toepassing te vergemakkelijken.

De terugnameplichtigen een aangepaste informatie aan de verbruikers mee die de levensduur van EEA moet evalueren en de productie van afval moet vertragen of beperken. De informatie heeft namelijk betrekking op de aanbevelingen van gebruik en onderhoud, op de gebruiksduur onder normaal te verwachten voorwaarden, op de vervanging van stukken, op de hersteldiensten, op de hergebruikskanalen

Art. 23. Hoofdstuk X van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 7, die artikel 108/1 inhoudt, luidend als volgt :

“Afdeling 7 - Registratie, informatie en aangifte

Art. 108/1. § 1. Een register van de producenten wordt opgemaakt om de naleving van de verplichtingen vermeld in dit besluit te controleren. De producenten of bij gebrek hun mandatarissen bedoeld in artikel 110, § 2, worden er geregistreerd.

§ 2. De volgende bepalingen betreffende de registratie zijn van toepassing :

1° elke producent en elke mandataris bedoeld in paragraaf 1 heeft de mogelijkheid om alle nuttige informatie over de activiteiten van de producent op het grondgebied in het register in te voeren;

2° bij de registratie deelt elke producent of mandataris de informatie bedoeld in bijlage IV, deel A en B mee, en verbindt hij zich ertoe om ze bij te werken;

3° het register is openbaar en toegankelijk op afstand via elektronische middelen. Er worden banden vermeld naar andere nationale registers om, in alle lidstaten, de registratie van de producenten en de mandatarissen te vergemakkelijken.”.

Art. 24. Hoofdstuk X van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 8, die artikel 108/2 inhoudt, luidend als volgt :

“Afdeling 8. — De mandataris

Art. 108/2. § 1. Elke producent zoals omschreven in artikel 96, § 1, 9°, a), b) en c), gevestigd in een andere lidstaat is gemachtigd in afwijking van artikel 96, § 1, 9°, om een natuurlijke of rechtspersoon gevestigd op het grondgebied aan te wijzen als mandataris die instaat voor de naleving van de verplichtingen die aan deze producent op dit grondgebied worden opgelegd krachtens dit besluit.

§ 2. Elke producent zoals omschreven in artikel 96, § 1, 9°, d), en gevestigd in een andere lidstaat, die EEA rechtstreeks aan de gezinnen en aan andere gebruikers dan de gezinnen, in België, verkoopt, wijst een natuurlijke of rechtspersoon aan, gevestigd in België, als mandataris die instaat voor de naleving van de verplichtingen die aan deze producent op dit grondgebied worden opgelegd krachtens dit besluit.

§ 3. De aanwijzing van een mandataris gebeurt via een schriftelijke machtiging.

De mandataris houdt ter beschikking van de Administratie, op het Waalse grondgebied, alle informatie betreffende de uitvoering van de terugnameplicht van zijn opdrachtgever. ».

Art. 25. Hoofdstuk X van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een afdeling 9, die artikel 108/3 inhoudt, luidend als volgt :

“Bijlage 9 - Minimumvoorschriften voor de overbrenging

Art. 108/3. De overbrenging van gebruikte EEA waarvan vermoed wordt dat het AEEA is wordt uitgevoerd overeenkomstig de minimumvoorschriften voorgeschreven in bijlage V. De hergebruikscriteria bedoeld in artikel 98, 5°, zijn niet van toepassing als er aan de minimumvoorschriften voorgeschreven in bijlage V wordt voldaan.”.

Art. 26. In artikel 110 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° punt 3° wordt aangevuld met de woorden “, zoals gewijzigd bij richtlijn 2013/56/EU van het Europees Parlement en de Raad van 20 november 2013”;

2° het artikel wordt aangevuld met een punt 4°, luidend als volgt :

"4° Richtlijn 2012/19/EU van het Europees Parlement en de Raad van 4 juli 2012 betreffende de afgedankte elektrische en elektronische apparatuur."

Art. 27. In bijlage I A bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) het opschrift van bijlage I A wordt vervangen als volgt :

"Categorieën elektrische en elektronische apparatuur die onder dit besluit vallen tijdens de overgangperiode krachtens artikel 96, § 2";

b) punt 4 wordt aangevuld met de woorden "en, vanaf (1 januari 2018), de fotovoltaïsche panelen.";

c) in punt 8, wordt het woord "en" vervangen door het woord "of".

Art. 28. In bijlage I B bij hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

a) in punt 3, wordt het woord "inbegrepen" telkens ingevoegd na het woord "toetsenbord";

b) in punt 4, wordt de lijst van consumentenapparatuur aangevuld met de woorden "Fotovoltaïsche panelen";

c) in punt 6, wordt na het woord "zagen" de woorden "en kettingzagen" ingevoegd.

Art. 29. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage II A, luidend als volgt :

"BIJLAGE II A : Categorieën elektrische en elektronische apparatuur die onder dit besluit vallen

1° warmte- of koude-uitwisselende apparatuur

2° Schermen, monitors en apparatuur met schermen die een oppervlakte hebben van meer dan 100 cm²

3° lampen;

Grote apparatuur met een buitenafmeting van meer dan 50 cm, met uitzondering van de apparaten die onder de categorieën 1 tot en met 3 vallen, waaronder, maar niet beperkt tot: huishoudelijke apparaten; IT- en telecommunicatieapparatuur; consumentenapparatuur; lichtarmaturen; apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, muziekapparatuur; elektrisch en elektronisch gereedschap; speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur; medische hulpmiddelen; meet- en controle-instrumenten; automaten; apparatuur voor het opwekken van elektrische stromen;

5° kleine apparatuur zonder buitenafmeting van meer dan 50 cm, met uitzondering van de apparaten die onder de categorieën 1 tot en met 3 en 6 vallen, waaronder, maar niet beperkt tot: huishoudelijke apparaten; consumentenapparatuur; lichtarmaturen; apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, muziekapparatuur; elektrisch en elektronisch gereedschap; speelgoed, ontspannings- en sportapparatuur; medische hulpmiddelen; meet- en controle-instrumenten; automaten; apparatuur voor het opwekken van elektrische stromen;

6° kleine IT- en telecommunicatieapparatuur zonder buitenafmeting van meer dan 50 cm."

Art. 30. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage II B, luidend als volgt :

"BIJLAGE II B : Onvolledige lijst van de in dit besluit bedoelde elektrische en elektronische apparatuur die ingedeeld is in de categorieën van bijlage IIA

1° warmte- of koude-uitwisselende apparatuur : Koelkasten, diepvriezers, apparatuur voor de automatische aflevering van koude producten, klimaatregelingsapparatuur, ontvochtigingsapparaten, warmtepompen, oliehoudende radiatoren en andere warmte- of koude-uitwisselende apparatuur waarin andere vloeistoffen dan water worden gebruikt voor de warmte- of koude-uitwisseling;

2° Schermen, monitors en apparatuur met schermen die een oppervlakte hebben van meer dan 100 cm²: schermen, televisietoestellen, lcd-fotolijsten, monitors, laptops, notebooks;

3° lampen : Fluorescentielampen (tl-buizen), compacte fluorescentielampen, fluorescentielampen, hogedrukgasontladinglampen, met inbegrip van hogedruk natriumlampen en metaalhalogenidelampen, lagedruk natriumlampen, leds

4° grote apparaten Wasmachines, wasdrogers, vaatwasmachines, kooktoestellen, elektrische fornuizen, elektrische kookplaten, lichtarmaturen, apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, muziekapparatuur (uitgezonderd in kerken geplaatste pijporgels), apparaten voor breien en weven, grote mainframes, grote printers, kopieerapparaten, grote speelautomaten, grote medische hulpmiddelen, grote meet- en regelapparatuur, grote product- of geldautomaten, fotovoltaïsche panelen;

5° kleine apparaten : Stofzuigers, rolveggers, naaiapparatuur, lichtarmaturen, magnetrons, ventilatieapparatuur, strijkijzers, broodroosters, elektrische messen, waterkokers, klokken en andere uurwerken, elektrische scheerapparaten, weegschalen, haar- en lichaamsverzorgingsapparaten, rekenmachines, radiotoestellen, videocamera's, videorecorders, hifiapparatuur, muziekinstrumenten, apparatuur voor het weergeven van geluid of beelden, elektrisch en elektronisch speelgoed, sportapparatuur, fiets-, duik-, loop-, roeicomputers en dergelijke, rookmelders, verwarmingsregelaars, thermostaten, klein elektrisch en elektronisch gereedschap, kleine medische hulpmiddelen, kleine meet- en regelapparatuur, kleine productautomaten, kleine apparaten met geïntegreerde fotovoltaïsche panelen;

6° kleine IT- en telecommunicatieapparatuur zonder buitenafmeting van meer dan 50 cm : mobiele telefoons, gps, zakrekenmachines, routers, personal computers, printers, telefoons

Art. 31. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage III, luidend als volgt :

"BIJLAGE III Criteria van hergebruik en voorbereiding op hergebruik van gebruikte elektrische en elektronische apparatuur, zowel de huishoudelijke als de professionele apparaten

De apparatuur bestemd voor hergebruik voldoet aan de hierna bepaalde criteria. De Minister kan de criteria actualiseren.

HOOFDSTUK I. — Criteria betreffende de staat van het apparaat

Wanneer aan de volgende criteria niet wordt voldaan, wordt het apparaat naar een gemachtigd verwerkingscentrum afgevoerd.

1° het apparaat is helemaal functioneel.

Een apparaat is volledig functioneel als een test wordt uitgevoerd en als deze test aantoonst dat het zijn oorspronkelijke functies nog volledig kan vervullen. Voor de meest gewoonlijk gebruikte EEA, is een functionaliteitstest van de hoofdfuncties voldoende. Voor bepaalde specifieke producten zoals de GSM's, de koelkasten en de computers, moet de functionaliteitstest betrekking hebben op meer specifieke criteria (zie punt 5).

2° het apparaat is elektrische veilig. De elektrische veiligheid wordt vastgesteld tijdens een test;

3° de behuizing van het apparaat is volledig;

4° alle essentiële onderdelen zijn aanwezig en in goede staat. Deze onderdelen variëren in functie van het soort product. Voor de koelkasten en de diepvriezen: de isolatie van de wanden en van de deur van het apparaat moet volledig en intact zijn om het energieverbruik niet te verhogen. Voor de was- of afwasmachines: de onderdelen voor de verwarming van het water mogen niet vol kalkaanslag zitten;

5° het apparaat is niet verroest of lichtjes verroest;

6° het apparaat bevat geen esthetische schade of weinig esthetische schade;

7° het apparaat bevat geen CFK's of HCFK's. Als er geen aanwijzing is van de gebruikte koelgassen op het apparaat wordt er van uitgegaan dat het apparaat CFK's of HCFK's bevat en mag het dus niet worden hergebruikt;

8° het apparaat beschikt over een energielabel die minstens gelijk is aan de minimum label aanvaard voor het op de markt brengen van een nieuwe overeenkomende apparatuur. Een energielabel zoals vermeld in hoofdstuk 4 wordt aangemoedigd.

Om de energielabel van het apparaat na te gaan, kan een databank worden gebruikt. Als het apparaat er niet wordt in opgenomen, of als het gebruik van een dergelijk databank onmogelijk is, wordt het energieverbruik gemeten op basis van een gedocumenteerde testprocedure goedgekeurd door de Administratie;

9° het apparaat bevat geen scherm met kathodestraalbuis (CRT). De professionele apparaten met geïntegreerd CRT scherm, zoals de medische apparaten, kunnen nog worden voorbereid voor hergebruik;

10° de PC's en laptops beschikken over voldoende recente processoren om gebruikt te kunnen worden;

11° het apparaat wordt vastgemaakt en beschermd tijdens het vervoer door een aangepaste verpakking en een passende stapeling van de lading om tijdens het vervoer en het in- en uitladen niet beschadigd te worden.

HOOFDSTUK II. — *Eisen inzake de voorbereiding op het hergebruik*

De hergebruikscentra die voorbereiden op het hergebruik handelen als volgt:

1° ze doen een eerste visuele voorselectie om de herbruikbare apparaten te scheiden van de apparaten die niet herbruikbaar zijn. Wanneer aan één van de volgende criteria wordt voldaan, is het apparaat niet meer beschouwd als herbruikbaar:

a) het apparaat lijkt heel verouderd, of heeft geen handelswaarde meer;

b) het apparaat is zeer verroest of heeft esthetische schade;

c) het apparaat is in algemene slechte staat;

d) het apparaat is niet meer herstelbaar of de herstelling is te duur;

e) het apparaat bevat een CRT scherm en is geen professioneel apparaat;

2° elk visueel voorgeselecteerd apparaat en bestemd om voorbereid te zijn voor hergebruik zijn voorzien van een etiket dat de naam van het hergebruikcentrum en van de enige identificatiecode vermeldt. Hij beschikt ook over een hergebruikfiche op papieren drager, digitaal of ingevoerd in een databank, die door de hergebruikcentra gedurende minstens vier jaar moet worden bewaard, en met de volgende vermeldingen:

a) naam van het hergebruikcentrum;

b) enige identificatiecode zoals vermeld op het etiket;

c) naam van het apparaat;

d) categorie van EEA;

e) identificatienummer en typenummer, in voorkomend geval;

f) bouwjaar, indien bekend;

g) datum van functionaliteitstest en gebruikte criteria;

h) omschrijving van de evaluaties of uitgevoerde tests;

i) resultaten van de evaluaties of tests;

3° de elektrische veiligheid van elk apparaat wordt getest. De test omvat een meting van de isolatie, een meting van de aarde en een controle van de kortsluitingen;

4° de functionaliteit van elk apparaat wordt getest. Alleen de geteste apparaten en waarvan de test aantoonst dat de oorspronkelijke functies nog volledig vervuld kunnen worden, kunnen hergebruikt worden. Voor de meest gewoonlijk gebruikte EEA, is een functionaliteitstest van de hoofdfuncties voldoende. Voor bepaalde specifieke producten zoals de GSM's, de koelkasten en de computers, moet de functionaliteitstest betrekking hebben op meer specifieke criteria;

5° het energieverbruik van de apparaten vermeld in hoofdstuk 4 wordt geëvalueerd overeenkomstig punt 8 van hoofdstuk 1;

6° bij de voorbereiding voor het hergebruik van ICT apparaten zoals PC's, laptops, tablets, servers, of routers, en mobiele telefoons en camera's, doen de hergebruikcentra alle persoonlijke gegevens verdwijnen alsook de niet-overplaatsbare software beschermd door copyright, op basis van een gedocumenteerde procedure voor de afschaffing van de software. Een nieuwe software wordt geïnstalleerd als hij een vergunning heeft;

7° alle apparaten bestemd voor hergebruik voldoen aan de criteria vermeld in hoofdstuk I.

HOOFDSTUK III. — *Eisen inzake vervoer*

1° elke apparaat heeft een etiket dat de naam van het bedrijf verantwoordelijk voor de functionaliteitstest en de enige identificatiecode bevat;

2° bij het vervoer wordt voorzien in een lijst van de vervoerde apparaten. Ze bevat de volgende vermeldingen voor elk apparaat :

- a) enige identificatiecode;
- b) naam van het apparaat;
- c) categorie van EEA;
- d) identificatienummer of typenummer, in voorkomend geval;
- e) productiejaar indien bekend;
- f) naam van het hergebruikcentrum dat de voorbereiding voor het hergebruik heeft uitgevoerd;
- g) datum van de voorbereiding voor het hergebruik;
- h) aard van de evaluaties of uitgevoerde tests;
- i) resultaten van de evaluaties of tests;

3° een formulier met de volgende gegevens wordt gevoegd bij het vervoer:

- a) contactgegevens van de houder verantwoordelijk voor het vervoer;
- b) contactgegevens van het hergebruikcentrum dat de voorbereiding voor het hergebruik heeft uitgevoerd;
- c) contactgegevens van de bestemming met wie het contract is gesloten;
- d) ondertekende aangifte van het hergebruikcentrum dat de voorbereiding voor het hergebruik heeft uitgevoerd, dat alle apparaten die deel uitmaken van het vervoer volledig functioneel zijn.

Als na onderzoek van deze documenten of visuele inspectie, een twijfel blijft bestaan over het gebruik als tweedehandsapparaten van de apparaten die deel uitmaken van het vervoer, mag de controleur vragen om de hergebruikfiches vermeld in hoofdstuk 2, die meer informatie geven over de uitgevoerde tests te bekijken.

HOOFDSTUK IV. — *Energielabel*

Een minimale energielabel wordt aangemoedigd voor de volgende categorieën apparaten :

- 1° koelkast, diepvriezen : energielabel A;
- 2° was- of afwasmachines : energielabel B;
- 3° mobiele apparaten voor airconditioning, droogkast: energielabel C.

HOOFDSTUK V. — *Functionaliteitstests**Afdeling 1. — ICT materiaal*

Het ICT materiaal voldoet aan de volgende voorwaarden en tests :

- Power on self test, afgekort POST: de POST bestaat uit een reeks tests dat een computer of een verwante apparatuur uitvoert als hij wordt aangezet. Hij wordt uitgevoerd door de BIOS en controleert de werking van de RAM, de grafische kaart, de harde schijven, het toetsenbord en de andere hardwares. Als de test positief is wordt de procedure tot aanzetten voortgezet;

- Het toetsenbord en de muis zijn volledig en functioneel.
- de kabels en stekkers zijn volledig en functioneel.
- het scherm is functioneel : goed beeld, geen schade, kabels aanwezig;
- de printtest van de printer is positief;
- de wisselstukken zijn functioneel en getest als computerstukken
- De draagbare computer beschikt over een oorspronkelijke, intacte adapter die behoorlijk werkt;
- De batterij is functioneel en oplaadbaar;
- De draagbare computer kan minstens een half uur op de batterij werken.

Afdeling 2. — Mobiele telefoons

De mobiele telefoons voldoen aan de volgende voorwaarden en tests:

- de antwoordtest;
- de test van de microfoon en luidspreker : duidelijke toon, geen vervorming, het binnenkomende geluidsniveau is gelijk aan het uitgaande geluidsniveau;
- de test van het scherm en het toetsenbord: elke knop is functioneel, het scherm is duidelijk en elke knop van het toetsenbord verschijnt op het scherm;
- de test van de batterij : de batterij is opgeladen en haar functionaliteit wordt getest met een voltmeter. De batterij behoudt een minimum lading. Haar beschermingsstroombaan is aanwezig en functioneel.

Afdeling 3. — De huishoudelijke koelkasten en diepvriezen

De huishoudelijke koelkasten en diepvriezen voldoen aan de volgende voorwaarden :

- 1° de koelkasten : ze koelen minstens af tot vijf graden Celsius;
- 2° de diepvriezen : ze koelen minstens af tot:
 - a) min zes graden Celsius voor de diepvriezen met één ster;
 - b) min twaalf graden Celsius voor de diepvriezen met twee sterren;
 - a) min achttien graden Celsius voor de diepvriezen met drie sterren. ».

Art. 32. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage IV, luidend als volgt :

"BIJLAGE IV : Informatie voor de registratie en de aangifte bedoeld in artikel 109

Te verstrekken informatie bij de registratie :

1° naam en adres van de producent en de mandataris wanneer hij wordt aangewezen krachtens artikel 111, alsook hun telefoon- en faxnummers, hun e-mailadres, alsook de contactpersoon;

2° nationaal identificatienummer van de producent, met inbegrip van de bedrijfsnummer;

3° categorie van EEA bedoeld in bijlage I of III, al naar het geval;

4° soort EEA (bestemd voor de gezinnen of bestemd voor andere gebruikers dan de gezinnen);

5° handelsbenaming van de EEA;

6° informatie betreffende de manier waarop de producent zijn verantwoordelijkheden vervuld: in het kader van een individueel of gemeenschappelijk systeem, met inbegrip van de informatie over de financiële garanties;

7° gebruikte verkoopmethode (bijvoorbeeld, verkoop op afstand);

8° verklaring waaruit blijkt dat de verstrekte informatie overeenstemt met de werkelijkheid.

2° Te verstrekken informatie bij de aangifte :

1° nationaal identificatienummer van de producent;

2° periode die door het verslag gedekt is;

3° categorie van EEA bedoeld in bijlage I of III, al naar het geval;

4° per categorie EEA, hoeveelheid EEA op de nationale markt gebracht, uitgedrukt in gewicht;

5° per categorie EEA, hoeveelheid, uitgedrukt in gewicht, van AEEA apart ingezameld, gerecycleerd, voorbereid voor hergebruik inbegrepen, gevaloriseerd en verwijderd in de betrokken lidstaat of overgedragen binnen of buiten het grondgebied van de Unie.

Art. 33. Hetzelfde besluit wordt aangevuld met een bijlage V, luidend als volgt:

"BIJLAGE V: Minimumvoorschriften voor de overbrenging

1° Documenten

Om het onderscheid te maken tussen EEA en AEEA, in gevallen waarin de houder van het voorwerp beweert dat hij gebruikte EEA overbrengt of voornemens is over te brengen die géén AEEA is, verlangt het Gewest van de houder dat hij beschikt over de volgende bewijzen van de juistheid van deze bewering:

a) een kopie van de factuur en het contract met betrekking tot de verkoop of de eigendomsoverdracht van de EEA, waarin wordt verklaard dat de apparatuur bestemd is voor onmiddellijk hergebruik en helemaal functioneel is;

een bewijs van beoordeling of test, (keuringsbewijs), voor elk stuk dat deel uitmaakt van de zending, alsmede een protocol dat alle in punt 2 gespecificeerde etiketinformatie bevat;

c) een verklaring van de houder die het vervoer van de EEA organiseert, dat de zending geen materiaal of apparatuur omvat die een afvalstof is in de zin van artikel 2, 1° van het decreet;

d) passende bescherming tegen beschadiging tijdens het vervoer en het in- en uitladen, met name door voldoende verpakking en passende stapeling van de lading.

Het bepaalde in punt 1, onder a) en b), en punt 2 is niet van toepassing wanneer dit wordt gedocumenteerd door afdoende bewijzen dat de overbrenging plaatsvindt in het kader van een overdrachtsovereenkomst tussen ondernemingen en dat, hetzij :

a) de EEA wordt teruggestuurd naar de producent of naar een derde die in diens naam handelt als defect voor reparatie onder garantie met het oog op hergebruik;

b) de gebruikte EEA voor professioneel gebruik wordt verzonden naar de producent of naar een derde die in diens naam handelt of naar faciliteiten van een derde in landen waar Besluit C(2001)107/def. van de OESO-Raad inzake de herziening van Besluit C(92)39/def. betreffende het toezicht op de grensoverschrijdende overbrenging van afvalstoffen bestemd voor handelingen ter nuttige toepassing van toepassing is, met als doel om te worden opgeknapt of gerepareerd, krachtens een geldig contract, met het oog op hergebruik;

c) de defecte gebruikte EEA voor professioneel gebruik, zoals medische hulpmiddelen of onderdelen daarvan naar de producent of naar een derde die in diens naam handelt wordt verzonden, voor analyse van de onderliggende oorzaak, krachtens een geldig contract, wanneer zo'n analyse alleen kan worden uitgevoerd door de producent of derden die in zijn naam handelen.

2° De uitvoering van de testen

Als bewijs dat de overgebrachte producten gebruikte EEA vormen en geen AEEA, worden met betrekking tot gebruikte EEA de volgende test- en documentatiestappen doorlopen:

a) Stap 1 : de uitvoering van de testen

a) Er wordt gekeken of het apparaat functioneert en of het gevaarlijke stoffen bevat. Welke tests worden uitgevoerd, hangt af van de aard van de EEA. Voor de meeste gebruikte EEA volstaat een functionaliteitstest van de belangrijkste functies.

b) de uitkomsten van de beoordeling en het testen worden geregistreerd.

b) Stap 2 : etiket :

a) het etiket wordt stevig, maar niet onlosmakelijk bevestigd hetzij op de onverpakte EEA zelf, hetzij op de verpakking, op zodanige wijze dat het kan worden gelezen zonder dat de apparatuur moet worden uitgepakt;

b) het etiket bevat de volgende informatie:

(1) benaming, benaming van het apparaat indien opgesomd in, al naar het geval, bijlage II of bijlage IV, en categorie opgenomen in, al naar het geval, bijlage I of bijlage III;

(2) identificatienummer van het apparaat, in voorkomend geval;

(3) productiejaar (indien bekend);

(4) naam en adres van het bedrijf dat heeft gecontroleerd of het apparaat goed functioneert;

(5) resultaten van de tests als omschreven in stap 1, met inbegrip van de datum van de test van de functionele capaciteit;

(6) aard van de uitgevoerde tests.

3° Andere documenten.

Naast de in de punten 1 en 2 vermelde documenten dient elke lading gebruikte EEA vergezeld te gaan van :

- a) een relevant vervoersdocument, bijvoorbeeld de CMR-vrachtbrief of de geleidebrief;
- b) een verklaring door de aansprakelijke persoon met betrekking tot zijn verantwoordelijkheid.

Bij ontbreken van bewijs dat een voorwerp gebruikte EEA is en niet AEEA volgens de overeenkomstig deze bijlage vereiste documenten en bij ontbreken van passende bescherming tegen beschadiging tijdens het vervoer en het in- en uitladen, met name door voldoende verpakking en passende stapeling van de lading, waarvoor de houder die het vervoer organiseert verantwoordelijk is, wordt het betrokken apparaat als AEEA beschouwd en moet men ervan uit te gaan dat de lading het voorwerp is van illegale overbrenging. In deze omstandigheden wordt met de lading omgegaan overeenkomstig de artikelen 24 en 25 van Verordening (EG) nr. 1013/2006 van het Europees Parlement en de Raad van 14 juni 2006 betreffende de overbrenging van afvalstoffen.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA)*

Art. 34. In artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 10 maart 2005 tot bepaling van de sectorale voorwaarden betreffende de installaties voor de inzameling of sortering, voorbehandeling en behandeling van afgedankte elektrische en elektronische apparatuur (AEEA), worden de woorden "Richtlijn 2002/96/CE van het Europees Parlement en van de Raad van 27 januari 2003 betreffende" vervangen door de woorden "Richtlijnen 2002/96/CE en 2012/19/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 27 januari 2003 en 4 juli 2012 betreffende".

Art. 35. In artikel 10 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht :

- a) in punt 1°, wordt het woord "en" opgeheven na het woord "apparatuur,";
- b) het artikel wordt aangevuld met een punt 3°, luidend als volgt :

"3° ondoorlatende ondergrond en waterdichte afdekking van geschikte terreinen met opvangvoorzieningen voor lekolie en indien nodig bezinktanks en olie- en vuilafscheiders. ».

Art. 36. Artikel 33 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de punten 7°, 8°, 9° en 10°, luidend als volgt :

7° weegapparatuur om het gewicht van de verwerkte afvalstoffen te bepalen;

8° ondoorlatende ondergrond en waterdichte afdekking van geschikte terreinen met opvangvoorzieningen voor lekolie en indien nodig bezinktanks en olie- en vuilafscheiders;

9° een geschikte opslag voor gedemonteerde onderdelen;

10° installaties voor de behandeling van water, overeenkomstig de gezondheids- en milieuvorschriften."

Art. 37. Artikel 34 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een punt o), luidend als volgt :

"o) onderdelen die radioactieve stoffen bevatten, met uitzondering van onderdelen beneden de vrijstellingsdrempels, die vastgesteld zijn in artikel 3 van en bijlage I bij Richtlijn 96/29/Euratom van de Raad van 13 mei 1996 tot vaststelling van de basisnormen voor de bescherming van de gezondheid der bevolking en der werkers tegen de aan ioniserende straling verbonden gevaren."

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 38. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.
Namen, 9 maart 2017.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE — BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

[C – 2017/11768]

20 AVRIL 2017. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale relatif à l'expropriation pour cause d'utilité publique de 3 parties de parcelles cadastrées 6^e division, section G, 415/m/2, 415/k/2, 415/p/2 situées le long de la rue Molensteen à Uccle

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'article 16 de la Constitution;

Vu la loi du 26 juillet 1962 relative à la procédure d'extrême urgence en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique;

Vu le Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire adopté par arrêté du Gouvernement du 9 avril 2004, notamment l'article 80;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux institutions bruxelloises, notamment l'article 38 relatif à l'article 79 de la loi spéciale de réforme des institutions du 8 août 1980;

Vu l'ordonnance du 22 février 1990 relative aux expropriations pour cause d'utilité publique poursuivies ou autorisées par l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale;

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2017/11768]

20 APRIL 2017. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering betreffende de onteigening omwille van openbaar nut van 3 perceeldelen gekadastraerd 6^{de} divisie, sectie G, 415/m/2, 415/k/2, 415/p/2 gelegen Molensteenstraat te Ukkel

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op artikel 16 van de Grondwet;

Gelet op de wet van 26 juli 1962 betreffende de rechtspleging bij hoogdringende omstandigheden inzake onteigening omwille van openbaar nut;

Gelet op het Brussels Wetboek van Ruimtelijke Ordening, goedgekeurd door het besluit van de Regering van 9 april 2004, met name het artikel 80;

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 met betrekking tot de Brusselse instellingen, inzonderheid op artikel 38 met betrekking tot artikel 79 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen;

Gelet op de ordonnantie van 22 februari 1990 betreffende de onteigeningen van openbaar nut doorgevoerd of toegestaan door de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve;